

(1)

(N° 279.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 2 MAI 1925.

Projet de loi

apportant des modifications aux lois sur les droits de timbre, d'enregistrement de greffe, d'hypothèque et de succession (1).

RAPPORT

PRÉSENTÉ AU NOM DE LA COMMISSION PERMANENTE DES FINANCES,
DES BUDGETS ET DES ÉCONOMIES (2), PAR M. PUSSEMIER.

MESSIEURS,

Votre Commission des finances a l'honneur de vous soumettre les observations que soulève l'étude du second projet de loi financier qui a été présenté cette année à vos délibérations.

I.

OBSERVATIONS GÉNÉRALES.

L'étude de ce projet a été difficile.

Il propose des modifications aux lois sur les droits de timbre, d'enregistrement, de greffe, d'hypothèque et de succession. Or, le texte du projet se borne à mentionner la date des lois existantes dont un article est abrogé, modifié, complété ou rendu applicable; l'objet de la loi visée n'est pas indiqué; l'Exposé des Motifs résume très sommairement la législation qui est en vigueur; aussi votre Commission a-t-elle dû, pour déterminer la portée exacte de chaque article du projet de loi qui vous est soumis, rechercher la législation qui était en

(1) Projet de loi, n° 158.

Rapport d'ensemble sur les projets fiscaux, n° 181.

Amendements, n° 219 et 282.

(2) Composition de la *Commission permanente des Finances des Budgets et des Économies*: MM. Mechelynck, président, Houtart, Hallet, vice-présidents, Carlier, David, secrétaires, Bologne, Cousot, de Bruyne (Augustin), Donnay, de Liedekerke, Ozeray, Pussemier, Soudan, Straus, Van Glabbeke et Wauwermans.

vigueur et décider que le rapport qui vous serait adressé en ferait mention expresse.

Votre Commission profite de l'occasion qui lui est offerte pour protester contre la manière dont est rédigé en général l'Exposé des Motifs des projets de loi modifiant la législation concernant les droits de timbre, d'enregistrement, etc. Tous ont offert les lacunes dont la Commission se plaint aujourd'hui. Il faudrait que l'Administration expliquât en détail la portée des textes dont elle demande le vote et cessât d'imposer aux Commissions de la Chambre un long et difficile travail de recherches.

Le projet de loi qui est soumis à vos délibérations n'a pas soulevé une discussion générale au sein de la Commission. Une discussion de ce genre était impossible ; chaque article du projet visait un objet différent.

Mais des observations naturellement très diverses qui ont été formulées se dégagent quelques idées générales qu'il importe de résumer.

Votre commission admet que les besoins du Trésor exigent, comme le dit l'Exposé des Motifs, un « *réajustement* » du taux des impôts existants aux situations actuelles, mais elle ne peut s'empêcher de rappeler que la législation fiscale a été révisée presque chaque année. Ainsi, par exemple, les lois sur les droits de timbre, d'enregistrement, de greffe, d'hypothèque et de succession modifiées par la loi du 30 août 1913, ont été modifiées encore par les lois du 11 octobre 1919, du 24 octobre 1919 et du 28 août 1921 ; elles le seront une fois de plus si le projet qui vous est soumis est adopté. Il en résulte que des jurisconsultes avisés ignorent la législation actuelle. Que dire du contribuable ? Votre Commission répète ce qu'elle vous a signalé quand elle vous a fait rapport sur le projet de loi modifiant les lois d'impôts sur les revenus : il est nécessaire d'arrêter les innovations pour consacrer tous les efforts de l'administration à l'application complète et rapide des réformes introduites. Et si le Gouvernement peut, comme il l'a fait le 27 mars dernier au Sénat, accentuer l'impression que les dépenses inutiles sont de plus en plus évitées, le contribuable accentuera son acceptation franche et complète de notre nouveau système fiscal.

Votre Commission estime enfin, et sur ce point il n'existe aucun dissentiment parmi les membres, qu'une certaine coordination des lois d'impôt ne pourrait plus longtemps être différée. Au rapport qu'il a présenté en 1921 sur le projet de loi créant de nouvelles ressources fiscales (1), M. Wauwermans a annexé la très longue liste des modifications apportées depuis l'armistice aux lois d'impôt ; cette liste n'est plus complète ; il faut y joindre toutes les modifications résultant du vote des lois et qui résulteront du vote éventuel des deux projets financiers qui vous ont été soumis cette année. Il est difficile, d'aucuns oseraient dire il est impossible, de se retrouver dans ce fouillis de textes ; il est inutile d'incriminer le passé ; les événements ont imposé la situation ; mais aujourd'hui que le budget d'administration s'équilibre, qu'on peut entrevoir la stabilité relative, il est temps d'aviser aux mesures à prendre.

Votre Commission n'a pas songé à demander une publication d'un texte coordonné des lois fiscales. Ce travail n'a pas été entrepris avant-guerre, quand

(1) Doc. Ch. (session 1920-1921), n° 500.

l'administration uniquement préoccupée de l'application d'une législation ancienne, connue et rarement modifiée, disposait des loisirs requis.

Mais votre Commission estime que, par les soins du Ministère des finances, il pourrait être publié dans le *Recueil des Circulaires administratives*, un index alphabétique résumant, avec renvoi aux dispositions légales, la législation fiscale en vigueur, et qui serait analogue à celui qui a été inséré dans l'édition des Codes belges publiée par MM. Servais et Mechelynck.

Votre Commission espère que le Gouvernement pourra se rallier à cette proposition.

Il n'est pas question donc de publier des textes coordonnés, ce travail est actuellement entrepris; mais l'achèvement n'en est pas prévu à bref délai. On souhaite uniquement la publication officielle d'une table des matières de la législation existante.

II.

EXAMEN DES ARTICLES DU PROJET DE LOI.

CHAPITRE I.

DROIT DE TIMBRE SUR LES FACTURES ET ÉTATS D'HONORAIRES.

I. — *Exposé du projet du Gouvernement.*

Toute transmission : 1° entre vifs; 2° faite à titre onéreux; 3° de marchandises ou autres biens-meubles par nature; 4° lorsque la livraison est effectuée en Belgique, est assujettie à la taxe de transmission établie par la loi du 28 août 1921. La taxe est due quelle que soit la dénomination juridique du contrat dont la transmission procède.

Les conditions auxquelles l'exigibilité de la taxe est subordonnée étant nettement définies par la loi de 1921 toutes les manifestations juridiques de la circulation des biens ne sont donc pas atteintes.

Le Trésor ayant besoin de ressources complémentaires, le problème qui s'était posé en 1921 se représente, et comme cette année-là, le Gouvernement demande une partie de ces ressources à l'impôt indirect.

Il propose l'introduction dans la législation d'un droit de timbre nouveau.

En d'autres termes, il propose d'étendre le champ d'action du principe déposé dans la loi de 1921, mais de réduire le taux de l'impôt qui serait prélevé.

A l'avenir seraient assujetties en principe à un droit de timbre proportionnel les factures, signées ou non signées, qui sont relatives :

1° à une transmission entre vifs à titre onéreux de marchandises ou autres biens meubles par nature qui n'est pas soumise à la taxe de transmission;

2° à l'exécution d'un contrat d'entreprise d'ouvrage, avec ou sans fournitures, dans la mesure où la prestation ne donne pas ouverture à la taxe de transmission;

3° aux prestations, si l'on peut s'exprimer ainsi, de travaux intellectuels.

Les factures délivrées par un commissionnaire à l'achat à son commettant ou par le vendeur à son commissionnaire seraient assujetties au paiement du droit qui

frappe les factures relatives à une transmission qui n'est pas soumise à la taxe de transmission qui est en vigueur.

Il en serait de même pour certaines factures venant de l'étranger.

Les cas où la délivrance d'une facture est obligatoire seraient étendus. L'article 52 de la loi du 28 août 1921 stipule, en effet, seulement : 1° que la délivrance d'une facture est obligatoire pour toute transmission de marchandises ou autres biens meubles par nature, si l'une des parties est un commerçant établi en Belgique, à moins que l'opération n'ait une cause étrangère à son commerce; 2° que, dans le cas où aucune des parties n'est établie en Belgique comme commerçant, la convention ou le marché est obligatoirement constaté par écrit dès que le prix excède 150 francs. La délivrance obligatoire d'une facture serait étendue aux contrats d'entreprise et même à certaines ventes exonérées de la taxe de transmission.

Le droit qui serait prélevé serait modéré : il serait fixé à 1 franc par 1,000 francs et non à 1 franc par 100 francs pour que la perception de la taxe ne constitue pas une entrave aux affaires.

La perception de la taxe serait enfin assurée par l'apposition d'un timbre sur les factures.

Les textes qui consacrent la mise en vigueur du système qui a été exposé ci-dessus ont en général recueilli l'adhésion de votre Commission, sauf en ce qui concerne ce qu'on a dénommé, faute de trouver un terme plus précis, la transmission du travail intellectuel.

Sur ce point spécial votre Commission vous proposera des amendements aux articles du projet qui imposent aux personnes exerçant des professions libérales l'obligation de délivrer des mémoires ou des états de leurs honoraires et débours.

II.

Discussion du projet du Gouvernement et des articles du projet de loi.

ARTICLE PREMIER.

Factures assujetties au droit de timbre.

Votre Commission admet le texte par lequel le Gouvernement propose d'assujettir à un droit de timbre proportionnel les factures, signées ou non signées, qui sont relatives à une transmission entre vifs à titre onéreux de marchandises ou autres biens meubles par nature qui n'est pas soumise à la taxe de transmission.

Elle se rallie sur ce point aux considérations qui sont développées dans l'Exposé des Motifs du projet de loi et qui sont formulées comme suit :

« Malgré la généralité du principe déposé dans la loi du 28 août 1921, nombre
» de transmissions échappent à la taxe, les unes parce qu'elles en sont expres-
» sément exonérées, les autres parce que, s'opérant au moyen de l'endossement de
» bons de livraison ou de cédulas, elles sont considérées plutôt comme des cessions
» de titres que comme des cessions de marchandises, d'autres enfin parce que,
» dans le mécanisme du fonctionnement de la loi, elles sont réputées ne pas avoir
» entraîné une livraison en Belgique : toute marchandise importée peut, en effet,

» être déclarée en consommation au moment du dédouanement au nom de la per-
 » sonne à laquelle l'importateur l'a cédée, en manière telle que celui-ci est exempt
 » de la taxe et que le cessionnaire est placé sur le même pied que s'il avait
 » personnellement importé la marchandise. Le même phénomène se produit
 » lorsque la marchandise est déposée en entrepôt ou est couverte par un permis
 » d'exemption temporaire : la déclaration en consommation est retardée, et aussi
 » longtemps que cette déclaration n'est pas accomplie la marchandise est con-
 » sidérée comme se trouvant encore à l'étranger ; seule la mutation qui entraî-
 » nera la sortie d'entrepôt ou la déclaration en consommation sera imposée à la
 » taxe de transmission.

» Ces diverses modalités apportent un correctif à la trop grande rigueur du
 » principe de la répétition de la taxe à l'occasion de chaque transmission et elles
 » se recommandent de considérations supérieures d'ordre économique que l'on
 » ne peut méconnaître.

» Mais si, pour les transactions visées, la perception répétée de la taxe de
 » transmission serait une entrave aux affaires, c'est à raison seulement de l'éléva-
 » tion du taux de l'impôt.

» Au point de vue d'une bonne législation fiscale, il convient que ces trans-
 » actions, qui constituent une des manifestations de la circulation juridique des
 » biens, participent comme toutes autres aux charges publiques, sauf à établir
 » pour elles un tarif modéré.

» Telles sont les considérations d'où est issue l'idée de l'établissement d'un
 » droit de timbre d'un pour mille sur toutes les factures relatives à des trans-
 » missions entre vifs, à titre onéreux, de biens meubles par nature, qui ne sont
 » pas soumises à la taxe de transmission.

« L'article 1^{er}, 1^o, s'appliquera donc notamment ;

» a) Aux cessions exonérées par l'article 49 de la loi du 28 août 1921, à la
 » seule exception des ventes consenties à l'État, aux provinces et communes, aux
 » polders et wateringues et aux établissements publics ;

» b) Aux cessions que font à leurs membres les sociétés coopératives d'achat en
 » commun formées de marchands détaillants ;

» c) Aux cessions qui s'opèrent par endossement d'une cédule, d'un bon de
 » livraison ou d'un bon d'enlèvement ;

» d) Aux cessions de marchandises entreposées ou couvertes par un permis
 » d'exemption temporaire. »

*
 * * *

Votre Commission se rallie également au texte proposé par le Gouvernement en
 vertu duquel les factures relatives à l'exécution d'un contrat d'entreprise d'ouvrage
 seront assujetties au droit de timbre proposé dans la mesure où la prestation ne
 donne pas ouverture à la taxe de transmission.

A ce sujet l'Exposé des Motifs du projet de loi s'exprime comme suit :

« La taxe de transmission n'est pas étrangère au contrat d'entreprise d'ouvrage.
 » Lorsque le contrat tend à la fourniture d'un objet à créer ou à fabriquer par un
 » entrepreneur qui fournit à la fois la matière et son travail, la taxe de 1 p. c. est
 » exigible. Il en est de même pour le travail à façon dans la mesure où il s'accom-

» pague de fournitures de marchandises, de matières premières, de pièces accessoires, etc... Si le contrat porte sur l'érection d'un immeuble, la taxe n'est pas exigible, nonobstant la circonstance que l'exécution du contrat entraîne la livraison de matériaux de toutes espèces, de briques, de pierres, de chaux, de sable, de poutrelles, etc.

» L'établissement d'une taxe modérée de 1 p. m. sur toutes les factures qui sont relatives à un contrat d'entreprise, en tant que l'exécution de ce contrat ne donne pas ouverture à la taxe de 1 p. c., a paru s'imposer au Gouvernement.

» Mais il ne peut être question d'atteindre par cette taxe ni le contrat de travail régi par la loi du 10 mars 1900, ni le contrat d'emploi réglementé par la loi du 7 août 1922, ni, plus généralement, selon les termes de l'article 1779 du Code civil, « le louage des gens de travail qui s'engagent au service de quelqu'un. »

» Le contrat d'entreprise de transport doit également rester en dehors des prévisions du projet. »

ART. 2.

Factures délivrées par un commissionnaire à l'achat à son commettant ou par un vendeur à son commissionnaire.

Pour se rendre compte de la portée réelle de l'article qui assujettit à un droit nouveau les ventes réalisées à l'intervention de commissionnaires, il faut commencer par rappeler quand ces ventes sont passibles de la taxe de transmission.

Aux termes de l'article 48, § 3, de la loi du 28 août 1921, pour les ventes visées ci-dessus la taxe n'est exigible que du chef de la transmission du propriétaire au destinataire. De là, le commissionnaire vendeur reçoit de son commettant une facture non timbrée et appose le timbre de transmission sur la facture qu'il adresse à l'acheteur. Le commissionnaire à l'achat reçoit du vendeur une facture timbrée, mais il se borne à rappeler le montant du timbre sur la facture qu'il adresse à destination de son commettant.

Cet article a été l'objet de nombreuses observations.

Un membre a fait observer que la taxe ne pourrait atteindre les opérations conclues au cours de marchés ayant pour objet des matières premières destinées à être transformées en Belgique. Il n'a cependant plus insisté sur son observation quand il a été averti qu'il était tenu compte de celle-ci dans un projet de loi revisant la législation concernant la taxe de transmission, projet dont le dépôt prochain peut être envisagé.

Un autre membre a soutenu que l'application de la taxe proposée entraverait le commerce des laines et du charbon. Il lui a été signalé que les opérations ayant pour objet des laines jouissent d'un régime très favorable en ce qui concerne la taxe de transmission de 1 pour cent et qu'il était juste de les atteindre de la taxe de facture de 1 pour mille d'autant plus que, comme on le verra à l'article 11 ci-après du projet de loi, la taxe de facture n'est pas exigible dans divers cas par suite des amendements proposés par la Commission.

En ce qui concerne les opérations relatives au charbon, la taxe n'entravera point

par sa modicité même les transactions intérieures et celles qui sont relatives à l'exportation bénéficieront du régime de faveur qui est proposé à l'article 11 amendé.

Un autre membre a signalé la situation des courtiers. Il ne faut pas les confondre avec les commissionnaires. Or, la loi projetée ne vise que ces derniers.

Enfin, un membre a déclaré que l'obligation d'apposer le timbre entraverait les opérations commerciales puisque les commissionnaires concluent ces opérations en Bourse. Comment au cours d'une séance de Bourse délivrer une facture et apposer le timbre ? Il lui a été signalé que le texte du projet ne déterminant pas que la remise de la facture devait exactement coïncider avec l'instant précis de la conclusion du marché, les commissionnaires pourront après la séance de Bourse rédiger comme ils le font aujourd'hui les documents destinés à recevoir le timbre.

A l'article 2, la Commission vous propose une première correction du texte ; il est préférable de dire que sont assujetties au droit les factures visées à l'article précédent que d'écrire les factures visées à l'article *ci-avant*.

La Commission vous propose en outre de scinder l'article 2 en paragraphes afin d'en rendre la rédaction plus claire.

Cette division permet, en outre, de préciser les conditions dans lesquelles une facture délivrée par un commissionnaire vendeur qui est constitué consignataire de la marchandise est exonéré du timbre de facture.

ART. 3.

Factures venant de l'étranger.

Le Gouvernement justifie comme suit la proposition qu'il soumet à vos délibérations.

« Les factures venant de l'étranger restent sous l'empire des règles ordinaires » applicables aux autres écrits rédigés en dehors du royaume. Les articles 50, » 67 et 68 du Code du timbre du 25 mars 1891 leur sont applicables. Il n'est » qu'un cas où elles sont passibles du droit de 1 ‰, c'est lorsqu'elles sont » adressées à un commerçant établi dans le royaume et qu'elles sont relatives à » des marchandises ou objets qui sont livrés en Belgique et qui, pour une cause » quelconque, — dédouanement au nom d'un cessionnaire, mise en entrepôt, » levée d'un permis d'exemption, etc., — n'ont pas été imposés à la taxe de » transmission dans le chef du destinataire des dites factures.

Votre Commission se rallie à ces considérations.

Elle vous propose cependant de modifier la rédaction du texte du projet de loi mais uniquement afin de rendre ce texte moins touffu.

ART. 4, 5 et 6.

Mode d'acquittement de l'impôt et bases de perception.

Les textes proposés sont clairs.

La Commission propose cependant un amendement à l'article 5 qui désigne celui qui devra apposer le timbre sur la facture.

Cet amendement porte de *huit* jours à *un mois* le délai endéans lequel devra être apposé le timbre sur la facture venant de l'étranger. Cette prolongation est justifiée pour faciliter les opérations commerciales.

ART. 7.

Créances pour lesquelles la délivrance d'une facture n'est pas obligatoire.

Au sujet de cet article, l'exposé des motifs s'exprime comme suit :

« L'article 7 n'entend en aucune façon restreindre l'obligation de délivrer une
» facture, telle qu'elle est fixée par l'article 52 de la loi du 28 août 1921. Il
» l'étend, au contraire, aux contrats d'entreprises et même à certaines ventes
» exonérées de la taxe de transmission dans des conditions où la stricte exécution
» de l'article 52 n'a pas été dans l'esprit des auteurs de la loi (art. 49, 1°, 8°, 9°,
» 10°, 11° et 13°).

» Le Gouvernement, en élargissant les cas où la délivrance d'une facture est
» obligatoire, s'est inspiré de l'article 52 précité. Il a tenu compte des particu-
» larités de certaines transactions. Indirectement, il favorise les ventes au comp-
» tant. En ce qui concerne le travail à domicile, il a entendu ne pas troubler des
» usages existants. Il est généralement admis que c'est un véritable contrat
» d'entreprise qui unit l'ouvrier à domicile et le patron. Néanmoins la délivrance
» d'une facture n'a pas été rendue obligatoire, même lorsque le prix du contrat
» excède 150 francs, pour les ouvriers qui travaillent à domicile pour le compte
» exclusif d'un industriel, d'un commerçant ou plus généralement d'un patron.

L'article a soulevé de nombreuses observations en Commission.

Des membres ont soutenu qu'il était impossible d'imposer la délivrance d'une facture, donc l'apposition du timbre, dès l'instant où le prix du contrat excédait 150 francs. Ils ont cité comme exemple-type de la rigueur de la disposition la vente du charbon par la direction d'un charbonnage aux ouvriers de l'entreprise : la quantité du charbon fournie pour ce prix est minime.

D'autres membres ont demandé quelles étaient les ventes exonérées quand il s'agissait de ventes faites au comptant à des particuliers achetant pour leur usage purement privé et ils ont cité le cas de l'avocat, du médecin, du technicien achetant du papier, ces contribuables achetant à la fois pour leur usage privé et pour l'exercice de leur profession.

On a demandé, enfin, ce qu'il fallait décider en cas de vente à crédit ; elles sont courantes.

Cette dernière observation a retenu toute l'attention de la Commission.

Elle vous propose, par amendement, de décider que pour les ventes à crédit consenties à des particuliers achetant pour leur usage purement privé ou celui de leur ménage, l'obligation de délivrer une facture ne prendra naissance que si le prix n'est pas payé dans les trente jours de la livraison. Ainsi l'usage abusif du crédit sera atteint et, d'autre part, des usages courants seront respectés dans la mesure du possible.

Les autres observations présentées n'ont pas été traduites en amendement.

Elles paraissent ne pas tenir compte de l'article 49, 9°, de la loi de 1921 établis.

sant la taxe de transmission, puisque cette taxe de 1 pour cent est exigible quand la vente de la houille est directement faite par le charbonnage au particulier achetant pour son usage privé. Il ne peut donc être question du paiement de la taxe de facture.

ART. 8.

Mémoires ou états d'honoraires à délivrer par ceux qui exercent des professions libérales.

ART. 9.

Mentions que doit comprendre le mémoire ou état d'honoraires.

La perception d'un impôt sur la transmission de travaux intellectuels a été envisagée par le Gouvernement dans les deux projets de loi financiers qu'il a soumis cette année à vos délibérations.

On ne peut méconnaître que les dispositions inscrites dans ces projets étaient basées sur deux conceptions différentes et qu'elles aboutissaient en fait à la perception de deux taxes. Dans le projet de loi modifiant la loi d'impôt sur le revenu, le Gouvernement voulant surtout assurer le contrôle du revenu professionnel, imposait la délivrance d'une quittance des honoraires et débours et, par conséquent, assurait, en sus du contrôle, la perception du droit de timbre de quittance. Dans le second projet de loi, celui qui est l'objet du présent rapport, le Gouvernement se préoccupant surtout de la rentrée de ressources nouvelles, imposait à ceux qui exercent des professions libérales la délivrance de mémoires ou d'états pour les honoraires et débours qui étaient soumis à cette taxe nouvelle de facture. Pour éviter le paiement du droit de timbre de quittance et du droit de timbre de facture, il fallait choisir entre les deux conceptions.

Statuant sur le projet de loi modifiant la législation concernant l'impôt sur le revenu, votre Commission a repoussé l'emploi facultatif par les intéressés de la quittance ou du mémoire d'honoraires et imposé la délivrance de quittances.

Depuis que le rapport sur le projet de loi modifiant la loi d'impôt sur le revenu a été déposé, il semble que s'atténue l'opposition faite jusqu'ici par ceux qui exercent des professions libérales à la délivrance de quittances de leurs honoraires ou débours.

Un groupe important se rallierait au principe, admis par la Commission, de la quittance obligatoire.

Ce groupe ne comprend pas pourquoi les personnes exerçant des professions libérales, charges ou offices, ne pourraient être tenues, sous peine d'une amende de 500 francs pour toute infraction, de délivrer un reçu de leurs honoraires, commissions ou autres rémunérations quelconques.

Le reçu serait extrait d'un carnet à souches dont le modèle serait déterminé par le Ministre des Finances.

Le carnet ne serait toutefois pas obligatoire du moment où les intéressés s'astreindraient à la tenue d'une comptabilité élémentaire dont la forme serait déterminée par arrêté royal pour chacune des professions visées.

Le Ministre des Finances ne pourrait exiger l'inscription sur les souches et

volants des carnets que du montant global des honoraires, commissions ou rémunérations.

Les déclarations volontairement inexactes faites par des personnes qui seraient soumises à une discipline professionnelle légalement organisée, constitueraient une infraction disciplinaire passible, en cas de récidive, d'une des trois peines les plus fortes. »

Il semble que, pour concilier le tout, il n'y ait plus lieu de retenir, comme matière imposable, les mémoires et états d'honoraires, et qu'il faille s'en tenir à la législation sur le droit de timbre de quittance. Toutefois, il paraît opportun de porter le droit de 0.10 centimes par 500 francs à 1 p. m., taux figurant dans ce projet.

Cette idée serait réalisée par le texte suivant, qui remplacerait celui des articles 8 et 9 du projet et qui serait inséré après l'article 15 du projet :

« Sont assujettis à un droit de timbre proportionnel de 1 franc par 1,000 francs, sans limitation, tous actes ou écrits, signés ou non signés, destinés à faire preuve du paiement de sommes dues, du chef d'honoraires ou déboursés, aux avocats, médecins, ingénieurs, notaires, avoués, huissiers, professeurs ou maîtres, architectes, experts, géomètres, agents d'affaires, chimistes, dentistes, sages-femmes, vétérinaires, et, plus généralement, à toutes personnes exerçant une profession dite libérale. »

« La perception suit les sommes de 100 à 100 francs. Toute fraction de centaine est comptée pour la centaine entière. »

Le droit imposé par l'article proposé ne doit pas être confondu avec le droit de timbre de facture; c'est un véritable droit de timbre de quittance qui ne diffère du droit de timbre de quittance ordinaire que sur les deux points suivants :

1° Son taux est de 1 p. m. au lieu de 10 centimes par 500 francs (art. 1^{er} loi 24 octobre 1919 et 24 loi 28 août 1921);

2° Sa perception n'est pas limitée par le maximum de 5 francs établi par l'article 26 de la loi du 28 août 1921.

A tous égards, les règles qui gouvernent la perception du droit de timbre ordinaire de quittance seront applicables : le droit frappe l'écrit libératoire; il n'est dû que si l'on dresse pareil écrit, que la délivrance d'une quittance soit purement volontaire ou qu'elle soit obligatoire au point de vue de telle ou telle disposition légale et spécialement de la législation en matière d'impôts sur les revenus. Si le paiement n'atteint pas 10 francs, le reçu est exonéré (art. 1^{er} § 1^{er} loi 16 juillet 1922).

Le principe nouveau qui est consacré par le texte indiqué ci-dessus, qui remplacerait celui qui est inscrit aux articles 8 et 9 du projet de loi a été adopté en Commission par 6 voix contre 2 abstentions.

De ce vote il résulte que votre Commission vous propose la suppression de ces articles 8 et 9 et qu'elle vous proposera des amendements à divers autres articles du même projet.

ART. 10.

Exonération du droit de timbre pour les quittances mises à la suite des factures qui ont acquitté le timbre de facture proposé.

Le texte proposé a été admis sans discussion : il ne faut pas paiement de deux droits.

Il est à amender par suppression des mots « mémoires » ou « états d'honoraires et déboursés », des dispositions nouvelles étant prévues pour le cas où ces documents seraient délivrés.

ART. 11.

Exemptions.

Le 1^o du texte proposé est à amender par la suppression des mots « mémoires » ainsi qu' « état d'honoraires et déboursés », cela parce que toutes les dispositions du projet de loi concernant ces mémoires ont été modifiées.

Le 2^o du texte proposé devrait être rédigé comme suit :

« 2^o *Les factures relatives à des marchandises, biens meubles ou ouvrages qui sont livrés à l'étranger, lorsque le destinataire de la facture n'est pas établi en Belgique ou, s'il est établi en Belgique, lorsqu'il agit comme exportateur pour l'exécution des ordres qu'il a reçus directement de l'étranger.*

« *Dans ce dernier cas, la commande et la facture doivent porter la mention expresse que les objets sont destinés à l'exportation. Si pour une cause quelconque l'exportation n'a pas lieu dans les trente jours de la livraison, l'acheteur doit acquitter l'impôt par l'apposition de timbres à due concurrence et en aviser à la fois son correspondant et le directeur de l'Enregistrement et des Domaines de son domicile, sous peine d'encourir l'amende visée à l'article 12, 1^o.* »

L'article 11 a été amendé comme il est indiqué ci-dessus, en vue d'accentuer les facilités à accorder au commerce d'exportation.

Il ne suffit pas d'exonérer la facture qui s'adresse à une personne se trouvant à l'étranger, mais il faut également traiter avec faveur celle qui est remise à un exportateur habitant la Belgique. Celui-ci doit être mis sur un pied de parfaite égalité vis-à-vis de son concurrent établi à l'étranger. Il faut, de plus, qu'il n'ait aucun intérêt à s'adresser à une firme étrangère plutôt qu'à une firme belge pour l'exécution des ordres qu'il a reçus.

ART. 12.

Sanctions.

Le Gouvernement écrit dans l'Exposé des Motifs :

« L'article 12 fixe les sanctions. En règle générale, le débiteur n'est responsable du défaut de délivrance d'une facture, d'une mémoire ou d'un état d'honoraires dûment timbré que s'il s'est libéré, partiellement tout au moins, sans exiger que son créancier se conforme à la loi. La simple acceptation par un commerçant d'une facture rentrant dans les prévisions des articles 1 et 2 de la loi, fait naître sa responsabilité. La preuve de l'acceptation s'établit par tous moyens. On la déduit fréquemment en droit commercial du silence gardé par

» l'acheteur pendant un temps plus ou moins long ou par la mention de la
» facture dans ses livres. »

Au texte de l'article la Commission propose deux amendements :

Un premier amendement a pour objet de supprimer au *b* de l'alinéa 2 les mots
« ou état d'honoraires ». L'amendement se justifie de lui-même.

Un second amendement a pour objet de réduire les pénalités. Celle prévue
au projet, une amende égale à *cent fois* le droit éludé, amende qui ne pourra être
inférieure à *500 francs*, a paru trop élevée. Votre Commission est unanime pour
vous proposer de décider que l'amende sera égale à *vingt fois* le droit éludé sans
qu'elle puisse être inférieure à *100 francs*.

Il a enfin été décidé par votre Commission que le sens du mot « acceptation »
dont il est fait usage dans le dernier paragraphe de l'article serait précisé dans ce
rapport.

Il a été entendu qu'il n'y aurait acceptation d'une facture par le commerçant
que dans les cas où il y a acceptation dans les conditions prévues par l'article 25
du code de commerce.

ART. 13.

Mode de perception et de contrôle.

Il a pour but d'établir la plus grande similitude possible, au point de vue du
mode perception et du contrôle, entre la taxe de transmission et son succédané,
la taxe sur les factures.

Il n'a pas été amendé par la Commission, sauf au paragraphe 3.

La suppression du paragraphe 3 s'impose : il vise les mémoires ou états
d'honoraires.

ART. 14.

La suppression s'en impose; il visait l'organisation de la délivrance obligatoire
de mémoires ou état d'honoraires.

CHAPITRE II.

DROITS DE TIMBRE D'ENREGISTREMENT, D'HYPOTHÈQUE, DE GREFFE ET DE SUCCESSION.

ART. 15.

Taxes de luxe.

Le § 2 de l'article 38 de la loi du 28 avril 1921 créant de nouvelles ressources
fiscales énumère les objets dont la vente donne lieu à la perception d'un droit de
quittance supérieur à celui établi par l'article 1 de la loi du 24 octobre 1919, les
objets en un mot dont la vente donne lieu à la perception de la taxe dite de luxe.

Le Gouvernement vous propose de compléter cette énumération; il reprend une
idée développée en 1921 (1).

La proposition du Gouvernement n'a pas été, en principe, combattue au sein

(1) *Annales Parlem.*, Chambre, session 1920-1921, pp. 2432 et 2517.

de la Commission ; celle-ci a seulement vérifié si les objets énumérés au projet de loi étaient « indiscutablement objets de luxe par nature ».

Votre Commission a pris les décisions suivantes :

1. *Appareils photographiques et accessoires.* — Le Gouvernement propose de taxer la vente des appareils et celle de tous les accessoires quelconques. Votre Commission a décidé, par 8 voix contre 1, d'amender ce texte.

Elle repousse la taxation de tout accessoire en général, car elle n'admet pas que soit frappée la transaction ayant pour objet l'accessoire (papier, pellicules, plaques) dont fait régulièrement usage le possesseur d'un appareil. De même elle repousse la taxation de la vente de l'appareil complet seulement ; certains accessoires, tels les objectifs, qui donnent à l'appareil sa valeur réelle, son caractère d'objet de luxe, ne peuvent échapper à la taxe.

La Commission propose donc de rédiger l'alinéa comme suit : *appareils photographiques et accessoires à l'exception des plaques, papiers, pellicules.*

2. *Jeux.* — La perception d'une taxe pour la vente de billards et accessoires a été votée par 5 voix contre 3.

Par 5 voix contre 3, il a été décidé de vous proposer de ne pas admettre la perception quand il s'agissait de transactions ayant pour objet les jeux de croquet, de boules, de football, de law-tennis, de dominos, d'échecs et, généralement, tous les jeux.

La simple énumération des objets qui seraient ou non « taxables » suffit pour justifier la décision de la Commission.

3. *Bonbons en chocolat, fondants, dragées, fruits confits et pâtisseries.* — La perception d'une taxe a été rejetée par 6 voix contre 3 ; la majorité des membres de la Commission n'a pas admis qu'un achat pour une somme de plus de 10 francs constitue toujours une dépense de luxe ; et, d'autre part, il est impossible, si l'on veut éviter des discussions interminables et ne pas rendre inexécutable le rôle du fisc, de décider dans l'espèce, comme on l'a fait en France, que la dépense sera de luxe quand elle dépassera une certaine somme.

4. *Objets de curiosité, d'antiquité et de collection vendus comme tels.* — La taxe a été admise par 6 voix contre 3.

5. *Instruments de musique, phonographes, gramophones, pianos mécaniques et leurs accessoires.* — La taxe a été rejetée par 6 voix contre 3 ; il n'a pas semblé que l'achat d'un violon, d'une flûte, d'un cornet à piston, d'un clairon, constitue une dépense de luxe ; l'achat d'un piano est souvent imposé pour l'instruction des membres de la famille de l'acquéreur.

6. *Jouets.* — La taxe a été rejetée par 6 voix contre 3 ; le vote se justifie par des considérations analogues à celles que l'on a fait valoir à l'occasion du vote au sujet des bonbons en chocolat.

7. *Objets d'horlogerie ou de lunetterie en argent, or ou platine ; objets généralement quelconques en écaille, ivoire, cristal ou porcelaine.* — La perception d'une taxe a été admise à l'unanimité ; mais il a été entendu que le rapport qui vous serait adressé soulignerait la précision des termes employés pour la description des objets taxables. Il est entendu que ne donnent pas lieu à perception

les transactions ayant, par exemple, pour objet des montres en cuivre ou en nickel, des services de tables en faïence.

8. *Bronzes et marbres d'art.* — La taxe a été, en principe, admise à l'unanimité; la Commission a amendé le libellé de ce numéro de l'article à raison, comme on le verra ci-après des décisions prises par elle concernant le numéro 13 du même article du projet primitif.

Votre Commission signale que la taxe ne frappera pas les transactions ayant pour objet une œuvre vendue directement par l'auteur; ces transactions, comme on le verra ci-après, ne sont pas frappées.

9. *Tapisseries anciennes ou modernes, tapis d'Orient et autres, tissés au métier ou à la main, en laine ou en soie pure ou mélangés de laine et de soie.* — La taxe a été admise à l'unanimité après qu'une correction du texte eut été décidée.

Le texte proposé par le Gouvernement portait : « tissés . . . en laine ou en » soie pure ou mélangée de laine ou de soie. » Cette rédaction, a-t-on fait remarquer, permettait de taxer des objets très ordinaires, par exemple de simples descentes de lit fabriquées en laine et coton. Votre Commission vous propose d'amender le texte par substitution du mot *et* au mot *ou*, de sorte qu'il soit bien établi que seront seuls taxés les objets tissés en soie pure, en laine pure, ou en mélange laine et soie.

10. *Peintures, aquarelles, pastels, dessins et sculptures à l'exception des œuvres originales vendues directement par l'auteur.* — La taxe a été en principe acceptée par 4 voix contre 3.

Les membres de votre Commission qui ont émis un vote négatif ont fait valoir que la perception de la taxe de luxe entraverait le commerce des œuvres d'art, puisque la loi du 25 juin 1921 accorde aux artistes un droit de suite inaliénable sur leurs œuvres qui passeront en vente publique; que le tarif de droit de suite s'élève en principe à 2 p. c. et qu'il peut graduellement atteindre 6 p. c.

Il semblait, à première vue, que le texte pouvait être adopté tel qu'il était conçu.

Votre Commission a reconnu qu'il n'en était pas ainsi.

La difficulté n'aurait pas surgi si on n'avait dû envisager que la vente de tableaux. Une œuvre originale était dans ce cas incontestablement celle-la seulement qui était conçue et exécutée par l'auteur. Il faut refuser la qualification d'œuvres originales aux copies faites par des artistes, d'œuvres existantes; dans ce dernier cas, le copiste n'a évidemment pas traduit une pensée artistique qui lui était personnelle.

La difficulté commençait déjà quand il s'agit de sculptures. Dans la majorité des cas l'artiste se borne au modelage. La réalisation de l'œuvre d'art dans sa matière définitive est, le plus souvent, confiée à un artisan ou à un industriel. Il aurait été absurde de décider que la « maquette » seule était œuvre originale. Il aurait fallu admettre qu'était « originale » la pièce unique par laquelle l'artiste avait pour la première fois traduit sa pensée artistique, même si pour l'exécution de l'œuvre le travail personnel n'avait pas suffi.

La difficulté était grande quand il s'agit de graveurs. Où est l'œuvre originale quand il s'agit d'une médaille? On ne peut réduire à ce caractère le seul poinçon servant à la frappe. Il en est de même quand il s'agit d'une gravure, d'une eau-

forte. Ici se posait même la question de savoir si une gravure reproduisant un tableau, une statue, pouvait être qualifiée de copie d'une œuvre d'art.

Votre Commission vous propose de décider que sera exonérée de la taxe de luxe la vente directe par l'artiste de l'objet qu'il a exécuté lui-même ou de l'objet qui traduit sa conception artistique.

Les artistes, les jeunes artistes surtout, ne rencontrent pas aisément l'amateur qui veut acquérir leurs œuvres. Il ne faut pas entraver les relations directes entre artiste et amateur par la perception d'une taxe.

La taxe ne sera due que si l'œuvre est vendue par une personne autre que l'auteur.

Ainsi le sens des transactions visées aux n°s 13 et 15 de l'article serait nettement défini.

Votre Commission vous propose donc : 1° de supprimer le mot « original » du texte soumis par le Gouvernement à nos délibérations et 2° de fusionner en un seul le texte des numéros 13 et 15 du projet.

Elle vous propose donc de rédiger comme suit le paragraphe qui se rapporte aux œuvres d'art : *Bronzes, marbres d'art, peintures, aquarelles, pastels, dessins, sculptures et médailles, à l'exception des œuvres vendues directement par l'auteur.*

11. *Fleurs artificielles et stérilisées ; fleurs naturelles coupées ou en pots, plantes de serres ou d'appartement, à l'exclusion de celles qui se vendent sur la voie publique.* — Après longue discussion la taxe a été rejetée par la Commission.

Il n'a pas été contesté que certains achats, ceux par exemple d'orchidées, sont incontestablement une dépense de luxe. Mais, comme on l'a fait remarquer déjà en ce qui concerne les achats de pâtisseries, il n'est pas possible d'arrêter, comme on l'a fait en France, des chiffres au delà desquels la dépense serait du luxe ou du demi-luxe. Au surplus, des membres ont insisté sur le fait que l'horticulture belge était encore privée des débouchés qu'elle possédait avant guerre ; qu'il importait de lui faciliter les transactions. Il est permis d'affirmer que cette dernière considération a puissamment influencé le vote émis par la Commission.

L'amendement par lequel le Gouvernement propose de compléter le texte de l'article 15 du projet de loi a été admis par votre Commission.

ART. 16.

Timbre de quittance spécial pour les sommes payées à titre de loyer de coffres-forts ou pour l'achat de boissons spiritueuses.

L'article 1 de la loi du 24 octobre 1919 apportant des modifications aux lois sur le droit de timbre etc. stipule qu'en remplacement du droit de timbre de dimension de 25 centimes, auquel les quittances étaient assujetties par les articles 7 et 8 du code du timbre, il est établi un droit proportionnel dont le taux est fixé à 0.05 pour les quittances d'un import supérieur à 10 francs et ne dépassant pas 100 francs (1) ; à 10 centimes pour les quittances de 100 jusque 500 francs ;

(1) En vertu de l'article 24 de la loi du 28 août 1921, le droit est actuellement de 10 centimes pour les quittances de 10 à 500 francs.

à 20 centimes pour les quittances de 500 à 1000 francs, etc. : le droit perçu augmentant de 10 centimes par 500 francs.

Le Gouvernement vous propose de frapper d'un droit de timbre de quittance spécial les sommes payées à titre de loyer de coffres-forts et pour prix d'achat de boissons spiritueuses.

Le taux du droit serait en principe de 10 p. c. ; mais pour les paiements de moins de 10 francs le taux serait fixé cependant à 50 centimes ; pour les paiements de 10 francs et plus, le droit serait liquidé de 5 francs en 5 francs, sans limitation, sur le montant de la somme payée, abstraction faite néanmoins des fractions inférieures à 5 francs.

Les locations de coffres-forts qui donneront lieu à perception du droit spécial sont nettement définies par le texte même du projet qui vous est soumis.

Il n'en est pas de même en ce qui concerne la vente des boissons spiritueuses ; le texte, pour devenir clair, exige un court commentaire. Les ventes donnant lieu à la perception du droit seront les ventes de deux litres au minimum que sont autorisés à faire les commerçants, autres que les débitants de boissons à consommer sur place (art. 1, § 2, de la même loi sur le régime de l'alcool), aux particuliers pour l'usage personnel de l'acheteur ou de son ménage (art. 38, § 2, alinéa 1 de la loi du 28 août 1921 créant de nouvelles ressources fiscales).

Il sera délivré quittance pour toute somme payée soit pour la location d'un coffre-fort, soit pour l'achat de boissons spiritueuses ; la perception du droit sera réalisée par l'application de timbres adhésifs sur la quittance ; en un mot, la perception de cette taxe sera organisée et assurée comme l'est celle de la taxe dite de luxe. Le droit du Gouvernement d'arrêter la forme des timbres, les sanctions atteignant les infractions constatées ; le mode de preuve des contraventions, le mode de restitution de droits perçus à tort sont les mêmes que ceux prévus par la loi de 1921 créant de nouvelles ressources fiscales et par la loi du 16 juillet 1922 qui modifie ou complète la loi de 1921.

Telle est la portée du paragraphe 2 de l'article 16 du projet de loi.

Votre Commission vous propose d'adopter l'article tel qu'il vous est proposé.

Un membre a demandé quelles étaient les ventes de porto rentrant dans les cas prévu par l'article.

Il lui a été répondu que tous les vins (porto, madère, malaga) titrant plus de 18 degrés tombent sous l'application de la loi du 29 août 1919 sur le régime de l'alcool et, par voie indirecte, sous l'application de l'article 16 du projet.

Au cours de la discussion de l'article 16, des membres de la Commission ont signalé que la législation qui est en vigueur prévoit dans des cas très divers l'emploi de timbres ; ils en ont conclu que bientôt le contribuable ignorerait de quel timbre il devrait faire usage pour se conformer à la loi.

Il a été annoncé qu'à l'avenir l'administration n'imposerait l'usage que d'un seul type de timbres pour tous les cas où la perception d'une taxe serait assurée par l'apposition d'un timbre (1).

(1) Depuis que le présent rapport a été déposé, la Chambre a été saisie d'un projet de loi consacrant cette unification. (Voir Doc. Parl., n° 279.)

Votre Commission trouve cette simplification du mode de perception très heureuse.

ART. 16bis.

Le vote de cet article est justifié par les considérations développées aux pages 9 et 10 du présent rapport.

ARTICLES 17 ET 18.

Modifications au code du timbre.

L'article 62 du code du timbre (loi du 25 mars 1891) contient la très longue énumération des actes qui sont exempts du timbre.

Parmi les actes, les certificats ou les écrits qui sont délivrés par les autorités publiques aux particuliers et qui sont aujourd'hui affranchis du timbre on relève : les autorisations de bâtir, d'installer une usine, de vendre des marchandises neuves ; les diplômes ou certificats d'études ; les lettres de mer ; les cartes d'identité ; les certificats constatant le dépôt d'une marque de fabrique et d'une demande de brevet d'invention ; les commissions délivrées à toutes les personnes chargées d'un ministère ou d'un service public quelconque.

Afin de supprimer des exemptions dont le maintien ne se justifie plus depuis qu'a été décidée la perception de multiples taxes nouvelles, le Gouvernement propose soit l'abrogation, soit la modification de quelques alinéas de l'article 62 du code du timbre. Les divers écrits qui ont été énumérés ci-dessus pourraient, d'après le Gouvernement, être assujettis à l'avenir au timbre de dimension ; il est cependant fait exception en ce qui concerne les cartes d'identité ; celles-ci ne seraient frappées que d'un droit très modéré que le Gouvernement propose de fixer à 25 centimes.

Votre Commission, pour ne pas donner au rapport qui vous est adressé une étendue considérable vous prie, de consulter l'annexe du rapport pour vous rendre un compte exact de la proposition qui vous est soumise ; tous les textes du code du timbre qui sont modifiés sont imprimés en regard des articles 17 et 18 du projet de loi.

Votre Commission a accepté les suppressions d'exemption qui vous sont proposées, sous deux réserves :

1^o Elle estime que le paiement d'un impôt ne peut être la cause d'une contribution, et en conséquence, si elle donne son adhésion à l'abrogation des numéros 40 et 41 de l'article 62 de la loi du 25 mars 1891 qui ont dispensé du timbre, dans les conditions restrictives indiquées par ces dispositions, les quittances relatives au paiement de taxes et impositions dues à l'État, aux provinces, aux communes, aux polders et wateringues, c'est dans la pensée non de supprimer cette immunité, mais, au contraire, de la réorganiser à nouveau, par un texte large et général qui prendra sa place dans l'article 19 du projet.

2^o Votre Commission est d'avis de ne pas assujettir au timbre les cartes d'identité. Ce document n'est pas remis aux habitants du pays parce qu'ils ont exprimé le désir de la posséder, mais parce que son emploi a été directement imposé par l'autorité publique.

Art. 19.

Suppression des immunités en matière de droit de timbre de quittance.

L'article 1^{er} de la loi du 24 octobre 1919, dont il est inutile de reproduire une fois de plus le texte, a établi un droit proportionnel de timbre de quittance dont le taux s'élève en principe à 0.10 par 500 francs.

Ont été maintenues alors les exemptions qui avaient été édictées par le code du timbre et par de très nombreuses lois postérieures.

La liste de ces exemptions est insérée à l'annexe du rapport, dans une colonne spéciale, en regard de l'article 19.

Étant donnée la modicité du droit qui serait perçu par application de la loi de 1919, le Gouvernement vous propose la suppression des exemptions.

Seraient cependant maintenues les exemptions :

1° pour les quittances de sommes inférieures à 10 francs ;

2° pour les quittances qui se délivrent entre administrations et établissements publics ;

3° pour les quittances délivrées en exécution des dispositions de la loi instituant la Caisse générale d'Épargne et de Retraite sous la garantie de l'État.

4° Les quittances de taxes et impositions dues à l'État, aux provinces, aux communes, aux Polders et Wateringues ; les quittances de droits de navigation et du prix de transport par chemin de fer et autre service public ; les quittances délivrées par les contribuables pour sommes indûment perçues de l'un ou l'autre de ce chef.

Votre Commission a été d'avis, ainsi qu'elle l'a fait remarquer à propos de l'article 18 du projet, de ne grever d'aucune taxe le paiement d'un impôt. Non seulement elle maintient l'exonération consacrée sur ce point par les numéros 40 et 41 de l'article 62 du code du timbre, mais elle accentue l'immunité. Ainsi, à l'avenir, les quittances de droits de succession, celles de droits d'enregistrement, sans distinguer selon qu'elles sont ou non inscrites sur les actes, les quittances de taxes et impositions provinciales ou communales mises ou non sur les extraits de rôle, seront exemptes du droit de timbre. Les droits de navigation participant de la nature de l'impôt, il a paru que les quittances qui en constatent le paiement devaient également être exonérées. La même faveur se justifie pour les frais de transport par chemin de fer.

En ce qui concerne les quittances données à l'État, aux provinces, aux communes et aux établissements publics, elles seront assujetties au droit proportionnel de timbre de quittance de fr. 0.10 par 500 francs, à moins qu'elles n'aient pour objet une somme indûment perçue à titre d'impôt, ou pour frais de transport par chemin de fer.

Le droit sera supporté par les particuliers qui délivrent la quittance ; ceux-ci ont déjà depuis 1891 (article 51 de la loi du 25 mars) à payer le coût du timbre quand ils passent des actes avec l'État.

Votre Commission vous propose d'adopter le texte qui vous est soumis par le Gouvernement.

ART. 21.

Assujettissement au timbre des quittances venant de l'étranger.

Comme le Gouvernement le propose, votre Commission admet en principe que la quittance créée à l'étranger, mais encaissée en Belgique, soit soumise à une contribution au profit de l'État, puisqu'elle circulera dans notre pays sous la protection des lois belges.

Mais votre Commission ne se rallie pas au texte du Gouvernement.

Ce texte stipule qu'il est interdit d'encaisser ou d'accepter aux fins d'encaissement une quittance qui n'aurait pas été préalablement soumise au timbre.

Or, il a été reconnu en Commission que l'étranger aurait souvent été incapable de se procurer dans son pays les timbres requis et que, dès lors, il devait soit renoncer à l'envoi de sa quittance, soit exposer à une pénalité l'organisme qu'il chargeait de l'encaissement.

Votre Commission vous propose de décider que la quittance ne devra être revêtue du timbre qu'au moment où elle sera encaissée.

Ainsi des quittances pourront à l'avenir se créer sans difficulté à l'étranger; elles pourront aisément et sans frais inutiles être reçues aux fins d'encaissement en Belgique, les organismes qui s'occupent chez nous d'opérations de ce genre, ne devant apposer le timbre requis qu'au moment du paiement.

Un membre de la Commission a demandé si les chèques créés à l'étranger seraient soumis au timbre pour leur encaissement en Belgique.

Il est à remarquer que les chèques venant de l'étranger qui sont encaissés en Belgique doivent être timbrés au droit fixé par les articles 28 et 29 de la loi du 28 août 1921 (droit fixe de 0.10 si le chèque est tiré sur un banquier; droit proportionnel de 0.10 par 500 francs, dans le cas contraire, avec maximum de 5 francs).

En effet, le chèque est un effet de commerce et il tombe, dès lors, sous l'application de l'article 43 du code du timbre (loi du 25 mars 1891), aux termes duquel : « Il est interdit à toutes personnes, à toutes sociétés, à tous établissements » publics d'encaisser ou de faire encaisser pour leur compte ou pour le compte » d'autrui, même sans leur acquit, des effets de commerce créés en Belgique ou » à l'étranger, non revêtus du timbre prescrit ou non visés pour timbre, sous » peine d'une amende du vingtième du montant des effets encaissés. »

ART. 22.

Communications imposées aux assureurs.

L'article 50 de la loi du 30 août 1915 apportant des modifications aux lois sur les droits d'enregistrement d'hypothèque, de timbre et de succession a modifié l'article 9, n° 23 du code du timbre (loi du 25 mars 1891).

Le droit de timbre de dimension établi par cette loi de 1891 sur les polices d'assurances a été remplacé par une taxe d'abonnement annuel.

L'article 55 de la loi précitée de 1915 stipule, afin d'assurer la perception

de la taxe d'abonnement, que dans les trois mois qui suivent les 1^{er} janvier et 1^{er} juillet de chaque année, les assureurs remettent au bureau compétent un relevé certifié exact indiquant pour les contrats en cours les bases de perception de la taxe.

Le Gouvernement soutient qu'il est impossible aux fonctionnaires de contrôler si les états fournis sont exacts et donc, par le fait, d'assurer la perception de la taxe s'il ne peut exiger des assureurs la représentation de leurs registres, polices ou autres documents.

Le vote de l'article 22 du projet de loi est demandé pour combler une lacune de la législation qui est en vigueur.

ARTICLES 23 A 26.

Cessions de fonds de commerce.

Jusqu'en 1919 les actes portant vente de fonds de commerce étaient rarement soumis à l'enregistrement; ces fonds ayant souvent une valeur considérable, il ne pouvait plus être admis après-guerre que les transactions dont ils étaient l'objet ne contribueraient qu'exceptionnellement à l'impôt (1). Aussi l'article 24 de la loi du 24 octobre 1919 qui apporte des modifications aux lois sur les droits... d'enregistrement, a-t-il été admis sans difficultés. Il s'en suit que les actes sous signature privée... portant cession de fonds de commerce situés en Belgique doivent être enregistrés endéans les trois mois et s'il n'y a pas d'acte constatant la vente, celle-ci doit être déclarée endéans le même délai.

La loi de 1919 assure donc la perception d'un droit; mais elle n'en a pas modifié les taux existants; aussi ces taux varient-ils suivant la nature du fonds transmis. En tant que la cession porte sur l'achalandage, l'installation matérielle et les marchandises, le droit est de 3.50 p. c. et il se liquide sur le prix et les charges; en tant que la transmission a pour objet les créances commerciales, le droit est de 1.80 p. c. et il se perçoit sur le capital des créances; la cession du droit au bail des lieux où le commerce s'exerce donne ouverture à un droit gradué qui est, suivant l'importance du loyer, de 1, 2, 4 ou 6 francs.

Or, la perception d'un droit dont le taux varie ne correspond plus à la définition qui est donnée de ces cessions par la doctrine et par la jurisprudence; d'autre part, la fixation que les intéressés doivent faire eux-mêmes dans certains cas de la valeur des biens composant le fonds transmis donne lieu à des abus.

Le Gouvernement vous propose de « réajuster » l'impôt à la situation réelle et il justifie comme suit le texte qu'il vous demande d'adopter :

« Si l'on admet, avec certains auteurs et avec la jurisprudence, que le fonds » de commerce n'est pas une réunion disparate d'objets de nature diverse, mais » qu'il constitue une individualité juridique tout à fait distincte des éléments qui » le composent, ayant son actif et passif propres, on est logiquement amené à » reconnaître, d'une part, que la cession à titre onéreux du fonds de commerce » devrait être soumise à un droit spécial, uniforme, sans égard à la nature des

(1) *Documents Parlementaires Chambre*; session 1918-1919, pp. 739-740.

» biens qui composent le fonds; et, d'autre part, que ce droit devrait être
 » liquidé sur le prix stipulé y compris les charges, sans toutefois y ajouter les
 » dettes relatives aux divers objets compris dans le fonds cédé, et que l'acqué-
 » reur reprend et s'engage à acquitter. C'est le système qui existe depuis long-
 » temps pour les cessions d'actions ou de parts dans les sociétés commerciales.

» Le régime actuellement en vigueur est défectueux à un autre point de vue.
 » Etant donné, d'une part, que la cession du droit au bail n'est pas soumise au
 » droit proportionnel et, d'autre part, que les parties ont la faculté de répartir
 » le prix stipulé sur chacune des catégories de biens composant le fonds trans-
 » mis, les intéressés peuvent évaluer à une somme excessive la partie du prix
 » afférente à la cession du droit au bail et diminuer ainsi, au détriment du
 » Trésor, la perception du droit proportionnel dû sur la cession du matériel,
 » des marchandises et de l'achalandage.

» Les textes proposés par les articles 25 à 26 du projet modifient la législation
 » en vigueur aux points de vue qui précèdent et édictent, en outre, certaines
 » mesures en vue de mieux assurer le recouvrement de l'impôt sur les cessions
 » de fonds de commerce et de clientèle. »

Votre Commission a admis le texte qui vous est proposé.

ART. 27.

Sociétés coopératives et Unions du Crédit.

La loi du 2 juillet 1875 exonère les sociétés coopératives du paiement de divers droits de timbre, d'enregistrement et de greffe; elle stipule, en outre, que la publication au *Moniteur* des actes relatifs aux sociétés coopératives sera faite gratuitement.

Le Gouvernement propose, en principe, la suppression d'une immunité fiscale qui est en fait complète; il demande que le régime fiscal des sociétés anonymes soit appliqué aux sociétés coopératives et aux unions du crédit. Cependant il estime que les sociétés coopératives devraient jouir encore de deux faveurs: 1° le registre des membres de la société serait exempt de la formalité du timbre; 2° les titres nominatifs des droits des associés ne seraient pas soumis au droit proportionnel de 1 franc par 1,000 francs, mais à un droit de timbre fixe de 50 centimes. D'autre part, le régime fiscal instauré par la loi de 1875 ne serait pas radicalement abrogé, il serait maintenu en faveur de certaines sociétés notamment celles ayant pour objet soit la construction d'habitations ouvrières ou habitations à bon marché, soit l'établissement de services de distributions d'eau.

Les membres de votre Commission des finances ont certes admis qu'il existe, comme l'Exposé des Motifs le signale, nombre de sociétés coopératives qui ne méritent pas de bénéficier des faveurs édictées par la loi de 1875; des membres ont même admis que l'état actuel de nos finances exige un contrôle sévère des immunités fiscales qui ont été octroyées quand les besoins du Trésor n'étaient pas comparables à ceux qui existent aujourd'hui.

Néanmoins la proposition du Gouvernement a été vivement combattue.

Des membres ont soutenu qu'il était impossible d'abroger en principe la loi de 1875. Ils ont fait remarquer que la Société coopérative est le seul groupement, organisé en faveur des classes peu aisées de la société pour diminuer le coût de l'existence, qui ne bénéficiât point de subsides alloués par les pouvoirs publics ; ceux-ci ne sont guère octroyés qu'aux mutualités et aux syndicats. Ces mêmes membres qui voulaient, eux aussi, ne plus avantager les associations qui, par leur objet, sont sociétés anonymes, qui n'ont que le masque de la coopérative, ont déclaré qu'il était possible d'énumérer les conditions auxquelles une application de la loi de 1875 serait subordonnée. Ils croyaient qu'à l'avenir les abus seraient écartés si on reprenait une idée défendue au cours des discussions dont la taxe de transmission a été l'objet. On a, en effet, proposé alors de décider, mais l'amendement déposé dans ce but ne fut pas admis par la Chambre, que l'exonération de la taxe admise pour les transmissions en exécution de ventes faites aux pouvoirs publics pour leurs services de ravitaillement fût étendue aux transactions « en exécution de ventes faites à des sociétés coopératives de consommation et de production, constituées, sans esprit de lucre, par des employés et des » ouvriers » (1).

Les observations formulées par un autre groupe de membres de la Commission ont, au contraire, manifesté leur adhésion au principe de la proposition faite par le Gouvernement ; ils estimaient que les faveurs dont les coopératives jouiraient encore à l'avenir étaient suffisamment importantes pour garantir, surtout si elles étaient étendues, l'organisation et le fonctionnement de ces sociétés.

Finalement, il s'est formé une majorité au sein de la Commission pour admettre que l'application de la loi de 1875 serait limitée à des cas expressément prévus et, qu'en principe, le régime fiscal des sociétés anonymes serait celui des sociétés coopératives et des unions du crédit. Mais cette majorité ne s'est prononcée qu'après que la Commission eut décidé à l'unanimité que le droit fixe de 50 centimes sur les litres nominatifs des droits des associés serait réduit à 25 centimes. Il a été reconnu que la valeur des parts sociales est parfois inférieure à 5 francs ; dans ces conditions la perception d'un droit de 50 centimes ne pouvait se justifier.

La détermination de la base imposable, pour la perception du droit d'enregistrement, ne souffrira aucune difficulté, malgré la circonstance que le capital social soit essentiellement variable dans une société coopérative, étant donné que, d'après l'article 117 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, l'acte constitutif doit indiquer « la manière dont le fonds social est ou sera ultérieurement formé et son minimum. »

C'est ce minimum qui sera pris pour base, pour autant, bien entendu, qu'il ne résulte pas de l'acte qu'un capital plus élevé a été souscrit dès la constitution de la société.

ARTICLE 28.

Prestations de serment.

L'article 4 de la loi du 31 décembre 1888 portant réduction des droits d'enregistrement sur les actes de prestation de serment stipule : « *Sont assujettis à un droit fixe d'enregistrement de fr. 2.50 (actuellement 5 francs) les actes* »

(1) *Annales parlementaires*, Chambre, session 1920-1921, p. 2459 et suivantes.

» de prestation de serment, pour entrer en fonctions, de tous les citoyens
 » chargés d'un ministère ou d'un service public quelconque, dans l'intérêt de
 » l'État, des provinces ou des communes ou des établissements publics,
 » lorsque le mandat n'est pas salarié actuellement ou que la rémunération
 » n'est pas supérieure à 1.500 francs ». Il ajoute que le droit est fixé à 5 francs
 actuellement 10 francs) : 1° quand la rémunération est supérieure à 1,500 francs;
 2° quand il s'agit d'actes de prestation de serment des avocats, avoués, notaires et
 huissiers.

Mais l'article 2 de cette loi de 1888 décide aussi que *sont exemptes de l'enre-*
gistrement les prestations de serment entre les mains du Roi; celles des
officiers et autres personnes faisant partie de l'armée ou de la garde civique;
celles qui ont lieu pour des fonctions non salariées, conférées par élection
ou autrement et ne comportant pas de rémunération actuelle ni éventuelle ».

Le Gouvernement estime que dans l'état actuel du Trésor le maintien du privilège dont certaines personnes jouissent n'est pas admissible; il en demande la suppression et la perception générale du droit fixe de 5 ou de 10 francs.

Votre Commission des Finances vous demande d'adopter la proposition du Gouvernement.

ART. 29.

*Réduction des droits d'enregistrement, de succession et de mutation par décès
 pour certains dons et legs.*

Aux termes de l'article 2 de la loi du 50 août 1913 apportant des modifications aux lois sur les droits d'enregistrement, etc., le droit d'enregistrement est fixé à 5 p. c. pour des donations faites aux provinces et aux communes avec affectation expresse à l'enseignement ou à des œuvres d'assistance, et pour les donations faites aux hospices, aux bureaux de bienfaisance, aux monts-de-piété, aux commissions de bourses d'études, aux universités jouissant de la personnification civile, aux séminaires, aux fabriques d'Église, aux consistoires et aux synagogues.

Le tarif des droits de succession et de mutation par décès pour ce qui est recueilli ou acquis par ces mêmes établissements n'est pas progressif comme le sont les droits de succession établis depuis l'armistice. L'article 20 de la loi du 14 octobre 1919 (1) apportant des modifications aux lois sur les droits de succession... et aux articles 742, 753 et 755 du Code civil stipule, en effet, que les libéralités faites aux corps moraux désignés par la loi précitée de 1913 (art. 46) bénéficieraient du droit proportionnel réduit, soit 5 francs par 100 francs, qui était en vigueur. Il faut remarquer ici cependant que cet article 20 de la loi de 1919 stipule, en outre, d'abord qu'est ajoutée à la nomenclature des corps qui bénéficiaient du tarif proportionnel de faveur les congrégations hospitalières de femmes jouissant de la personnalité civile (2) et ensuite que le tarif, comme d'ailleurs la

(1) N° 109 de 1918-1919.

(2) Décret du 18 février 1809.

jurisprudence administrative l'avait admis, ne sera applicable qu'aux collectivités belges;

Des lois spéciales ont fait bénéficier certains organismes du régime de faveur exposé ci-dessus.

Citons :

1° L'Oeuvre nationale des Orphelins de la guerre (art. 10 de la loi du 15 juin 1919);

2° L'Oeuvre nationale de l'Enfance (art. 22, al. 2, de la loi du 5 septembre 1919);

3° L'Oeuvre nationale des Invalides de la guerre (art. 8 de la loi du 11 octobre 1919);

4° La Société nationale des Habitations à bon marché; les sociétés agréées et les sociétés d'habitations ouvrières régies par les lois du 9 août 1889 et du 30 juillet 1892; les sociétés de patronage; (art. 27, al. 2. de la loi du 11 octobre 1919 instituant une Société nationale).

Fait étonnant, certains établissements publics et des établissements d'utilité publique ne jouissaient d'aucun régime de faveur.

Citons : la Caisse générale d'Épargne et de Retraite, l'école des Mines à Mons, l'école coloniale supérieure d'Anvers, l'Institut national des Mines à Frameries, l'institution royale de Messines et aussi la fondation universitaire créée par la loi du 6 juillet 1920, car on peut discuter, semble-t-il, la question de savoir si elle peut être assimilée aux Commissions des Bourses d'études.

D'aucuns s'étonnent que pour les établissements d'utilité publique créés en vertu des articles 27 et suivants de la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, le droit commun, le paiement du droit de 22.50 p. c. ait été maintenu.

De tout cet exposé, il résulte que la législation qui est en vigueur n'est pas régie par un principe général.

A cette incohérence, le Gouvernement a voulu substituer un régime rationnel.

Il proposait en conséquence :

1° D'assujettir au paiement d'un même droit tous les dons et legs faits aux administrations publiques et aux établissements publics. Ce droit serait de 10 p. c. Le doublement du droit proportionnel ancien (5 à 7 p. c.) était justifié parce qu'il fallait le mettre en rapport avec l'import du droit progressif auquel le particulier est assujetti depuis l'armistice;

2° D'assujettir au droit proportionnel de 15 p. c. les dons et legs faits à tous les établissements d'utilité publique créés soit avant, soit après la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif. La fixation du droit à 15 p. c. était justifiée par la considération que d'une part le maintien du droit de 22.50 p. c. ne se concevait point quand une libéralité n'était plus faite pour favoriser un intérêt particulier ou privé et, d'autre part, que l'octroi du droit réduit de 10 p. c. devait être réservé à des organismes régis directement par les pouvoirs publics;

3° Et par amendement au texte du projet primitif, d'assimiler aux établissements d'utilité publique les associations sans but lucratif quand l'arrêté royal les autorisant à accepter un don ou un legs déclarerait qu'elles sont d'intérêt général.

L'augmentation du droit grevant les libéralités faites aux administrations

publiques et aux établissements publics n'a pas été discutée. Votre Commission a admis qu'il fallait rétablir l'équilibre que le Gouvernement proposait de réaliser.

A été, au contraire, discutée la réduction de droit proposée en faveur des établissements d'utilité publique créés en vertu de la loi sur les associations sans but lucratif et la faveur proposée pour les associations sans but lucratif qui seraient reconnues d'intérêt général par l'arrêté royal les autorisant à accepter un don ou un legs.

Un membre a demandé la suppression radicale de la faveur : l'association devrait, à son avis, être traitée comme le particulier.

D'autres membres ont, au contraire, admis, subsidiairement seulement, le principe de la réduction du droit. Dans ce cas ils refusaient au Gouvernement le droit de déterminer quand l'association pourrait être reconnue d'intérêt général ; cette reconnaissance devrait être réservée au Parlement.

D'autres membres ont émis l'idée que le texte de la loi qui est soumise à vos délibérations ou que tout au moins le rapport qui vous est adressé devait préciser les conditions auxquelles la reconnaissance dont il est question serait subordonnée.

La loi du 27 juin 1921 permettait, semble-t-il, de donner les précisions sollicitées.

Elle stipule, en effet, à l'article 27 que pourront jouir de la personification civile comme étant d'utilité publique les établissements qui, « *à l'exclusion de la* » *poursuite d'un gain matériel, tendent à la réalisation d'une œuvre d'un intérêt philanthropique, religieux, scientifique, artistique, pédagogique.*

En stipulant que la reconnaissance qu'une association sans but lucratif est d'intérêt général ne pourra être faite que dans les cas où la création d'un établissement d'utilité publique est admise, d'une part, on limitait les pouvoirs du Gouvernement, mais, d'autre part, on assujettissait les deux catégories d'associations prévues par la loi de 1921 à des conditions de vie analogues quand l'association sans but lucratif se rapprochait de l'établissement d'utilité publique.

Appelée à statuer la Commission fut invitée à décider que toute faveur serait refusée aux organismes créés en vertu de la loi de 1921 sur les associations sans but lucratif.

Cette proposition fut adoptée par 4 voix contre 3 et 1 abstention.

De ce vote il résulte :

1° Que votre Commission repousse l'amendement par lequel le Gouvernement assimilait aux établissements publics les associations sans but lucratif reconnus d'intérêt général ;

2° Qu'elle vous propose de compléter le texte primitif qui était soumis à vos délibérations par l'ajoute d'un alinéa nouveau qui serait conçu comme suit :

« *Restent soumis au droit commun les dons et legs faits aux établissements* » *d'utilité publique qui ont acquis la personnalité civile en vertu de la loi du* » *27 juin 1921* ».

ART. 50.

Droit à payer par les héritiers en ligne collatérale pour ce qu'ils recueillent dans une succession au delà de leur part légale.

Sous l'empire de la loi du 27 décembre 1817, tout ce qu'un héritier en ligne collatérale recueillait dans une succession au delà de sa part légale était sujet au droit de succession établi pour les transmissions par décès entre personnes non parentes.

Ce régime fut abrogé par la loi du 11 octobre 1919 ; l'impôt de succession était désormais liquidé sur la part nette recueillie par chaque ayant droit suivant un tarif progressif par tranches. Le taux de l'impôt s'élevait donc en raison directe de l'enrichissement que procurait à l'héritier la mort du *de cuius*. Il en résultait, que si l'héritier recueillait par testament au delà de sa part légale, le taux du droit qui lui était applicable était souvent plus élevé que s'il recueillait uniquement ce à quoi il avait droit d'après la loi.

Le Gouvernement demanda en 1921 au Parlement d'en revenir aux principes de 1817, la réforme de 1919 prêtant, disait-il sans le prouver, à la fraude et nuisant au Trésor (1).

Sa proposition fut repoussée un peu pour les motifs invoqués en 1919 pour abroger la loi de 1817, mais surtout parce que toute modification au régime de 1919 lèserait les héritiers dont le sort commande le plus d'intérêt (2).

Le Gouvernement revient à la charge ; mais cette fois il ne propose plus de faire toujours payer l'héritier avantagé comme un non parent, mais d'assujettir les héritiers en ligne collatérale aux droits auxquels sont soumis, sur la part d'héritage correspondante, les héritiers du degré subséquent, et les petits-neveux ou les héritiers du même degré aux droits dont sont frappés les personnes non parentes.

Dans le cas donné comme exemple par l'Exposé des Motifs, la liquidation des droits s'opérerait comme suit dans les diverses hypothèses.

(1) Exposé des Motifs du projet de loi portant création de nouvelles ressources fiscales. Session 1920-1921, n° 296.

(2) Rapport de M. Wauwermans sur le projet de loi précité. Session 1920-1921, n° 500.

Actif successoral 60,000 francs.

Première hypothèse :

Héritiers : Deux frères, dont l'un est légataire universel.

Fr.	5,000 à 5 p. c.	fr.	250
»	5,000 à 6 p. c.	»	300
»	10,000 à 7 p. c.	»	700
»	10,000 à 8 p. c.	»	800
»	20,000 à 9.60 p. c.	»	1,920
»	10,000 à 10.80 p. c.	»	1,080

fr. 5,050

Augmentation de 50 p. c. prévue
par la loi du 16 août 1920 . fr.

2,525

Ensemble. . fr.

7,575

Droits qui sont dus dans le régime
actuellement en vigueur. . fr.

6,825

Deuxième hypothèse :

Héritiers : Deux neveux dont l'un est légataire universel.

Fr.	5,000 à 6 p. c.	fr.	300
»	5,000 à 7.20 p. c.	»	360
»	10,000 à 8.40 p. c.	»	840
»	10,000 à 9.60 p. c.	»	960
»	20,000 à 11.20 p. c.	»	2,240
»	10,000 à 12.60 p. c.	»	1,260

fr. 5,960

Augmentation de 50 p. c. prévue
par la loi du 16 août 1920. fr.

2,980

Ensemble. . fr.

8,940

Droits qui sont dus sous le régime
actuellement en vigueur. . fr.

8,190

Troisième hypothèse.

Héritiers : Deux petits-neveux dont l'un est légataire universel.

Fr.	5,000 à 7 p. c.	fr.	350
»	5,000 à 8.40 p. c.	»	420
»	10,000 à 9.80 p. c.	»	980
»	10,000 à 11.20 p. c.	»	1,120
»	20,000 à 12.80 p. c.	»	2,560
»	10,000 à 14.40 p. c.	»	1,440

fr. 6,870

Augmentation de 50 p. c. prévue
par la loi du 16 août 1920. fr.

3,435

Ensemble . fr.

10,305

Droits qui sont dus sous le régime
actuellement en vigueur. . fr.

9,555

La majorité des membres de Votre Commission acceptant le principe proposé par le Gouvernement, la Commission s'est bornée à examiner s'il n'était pas trop rigoureux d'assimiler les petits-neveux et les grands-oncles à des étrangers.

Elle a reconnu que si l'on adoptait intégralement le principe que le parent avantagé payerait sur sa part extra légale comme l'héritier du degré subséquent, les petits-neveux et grands-oncles ne pouvaient être traités que comme des étrangers, puisqu'ils occupent dans le tarif des droits le degré précédant immédiatement ceux qui ne sont plus traités comme parents.

Cela est peu défendable. Grands-oncles et petits-neveux ont droit à une part de la succession; les grands-oncles sont au 4^e degré, les petits-neveux sont les descendants des frères et sœurs du défunt; une modération des droits les frappant comme s'ils étaient non-parents se justifie donc; la Commission vous propose un amendement en ce sens.

Le droit au paiement duquel ces légataires seraient assujettis serait le droit frappant les non-parents mais ce droit serait réduit d'un cinquième, comme le montre le tableau reproduit ci-dessus, où pour le calcul des droits dus dans la troisième hypothèse il a été tenu compte de l'amendement tel qu'il fut adopté. On est encore frappé de l'importance de la charge qui est imposée à l'héritier qui est aussi légataire.

ART. 31.

Successions exonérées.

Afin de procurer des ressources au Trésor le Gouvernement propose :

1^o de diminuer le minimum d'exonération pour l'application du droit de succession, en ramenant ce minimum de 2,000 à 500 francs;

2^o de supprimer la réduction d'impôt que consacre la législation actuelle au profit des héritiers ou légataires ayant des descendants.

Par cinq voix contre deux votre Commission a décidé que le minimum d'exonération existant, soit 2,000 francs, ne pouvait être maintenu, le Trésor ayant besoin de ressources

Mais par cinq voix contre deux, votre Commission a décidé aussi de vous proposer de fixer ce minimum non à 500 francs comme le demandait le Gouvernement, mais à 1,000 francs, chiffre qui se rapproche davantage aujourd'hui du minimum qui était exonéré en vertu de l'article 24, 4^o de la loi organique du 27 décembre 1817, soit fr. 634.92.

La suppression complète de la réduction d'impôt au profit d'héritiers ou de légataires ayant charge de famille a été vivement combattue. Les arguments en faveur de cette thèse sont connus.

Certains membres de la Commission estimaient que l'époux survivant devait seul bénéficier de la réduction qui serait calculée suivant le nombre des enfants qu'il aurait retenus du mariage.

Finalement votre Commission a décidé à l'unanimité des neuf membres qui étaient présents à la séance quand cette question fut discutée, qu'il ne serait rien modifié à la législation en vigueur.

De ce vote il résulte que votre Commission vous propose la suppression du dernier alinéa du texte de l'article 31 qui vous est soumis par le Gouvernement.

ART. 32.

Ouverture des coffres-forts.

Le Gouvernement justifie comme suit la disposition qu'il vous propose :

« Il arrive fréquemment, l'expérience l'a démontré, qu'immédiatement après le
» décès du locataire d'un coffre-fort en banque son conjoint ou ses héritiers
» ouvrent le coffre et enlèvent ce qu'il contient sans informer la Banque du décès ;
» ils signalent ultérieurement le décès à la Banque et lorsque celle-ci veut procéder
» à l'inventaire du contenu du coffre, elle constate qu'il est vide. Il s'ensuit que
» beaucoup de titres au porteur déposés dans les coffres-forts en banque échappent
» au droit de succession. Le mal provient de ce que le législateur de 1919 n'a
» imposé qu'aux personnes agissant *en qualité de mandataire*, qui demandent à
» ouvrir un coffre, l'obligation d'établir leur identité et d'apposer leur signature
» sur un registre à ce destiné.

» Le texte proposé qui se borne à supprimer du texte actuel les mots « agissant
» en qualité de mandataire » a pour but d'empêcher la fraude signalée ce-avant. »
4 Votre Commission vous propose le rejet de la disposition.

Il n'a d'abord pas été établi qu'il y eût eu des abus suffisants pour légitimer la disposition proposée qui, deux fois déjà, a été repoussée par le législateur.

Mais il a surtout été insisté sur le fait que les peines, en cas de fraude découverte, étant sévères ; que l'Administration disposant de dix ans pour faire le rappel des droits éludés ; que l'Administration connaissant mieux que par le passé la fortune du contribuable, grâce à la loi organisant l'impôt sur le revenu ; que donc toute pénalité excessive ne se justifiait pas. L'intrusion du fisc dans tout acte quelconque de la vie normale amène l'évasion du capital ou la dissimulation de ce dernier. L'histoire de siècles de décadence le prouve et l'exemple qui a récemment été donné par des pays voisins et alliés établit que le rendement de l'impôt diminue quand tous les actes de la vie privée sont contrôlés par le Gouvernement.

ART. 33.

Successions comprenant des immeubles situés à l'étranger.

Le Gouvernement justifie comme suit la disposition dont il demande le vote :

« D'après la législation en vigueur, le droit de succession est dû sur l'intégralité
» du patrimoine délaissé par le défunt, y compris les immeubles situés en pays
» étranger.

» Dans cet état de notre législation, les immeubles situés hors de nos frontières
» et qui sont transmis par le décès d'un habitant du Royaume sont, en règle,
» soumis à une double perception : l'une en Belgique, l'autre au pays de la situa-
» tion des biens.

» Cette double perception pour un même fait est évidemment rigoureuse et
» a donné lieu à de fréquentes et légitimes protestations. La rigueur du régime
» s'est surtout fait sentir depuis que la Belgique, à l'instar de la plupart des pays
» d'Europe, a établi en matière de droit de succession le principe de la progressi-
» vité de l'impôt.

» Il importe de faire disparaître le grief que soulève à cet égard notre législation. Tel est le but de la disposition qui est l'objet de l'article 53 du projet.
 » Cette disposition exempte, en fait, du droit de succession la partie du montant net de l'héritage qui est fournie par des immeubles situés hors de notre territoire, et ce à concurrence du droit similaire que les héritiers ou légataires justifieront avoir payé du chef des dits immeubles dans le pays de leur situation.
 » C'est dire qu'il y aura remise totale du droit dû en Belgique d'après la loi existante, lorsque le droit perçu par l'État étranger sera égal ou supérieur, et que la remise sera d'une somme égale à ce dernier droit dans l'hypothèse contraire.

Votre Commission s'est sans hésitation ralliée au principe de la proposition du Gouvernement. Cette proposition n'est, au fond, pas nouvelle et elle vient à son heure.

Depuis longtemps l'injustice du paiement d'un même impôt dans le pays où la succession s'ouvre et dans le pays où les biens recueillis sont situés, a été signalée au Parlement belge. En 1905, M. Janson ayant rappelé ce double paiement au cours de la discussion du budget des voies et moyens, M. Beernaert lui répondit que la double perception était injustifiable et qu'en France une législation qui la consacrait était qualifiée de sauvage (1). En 1910, alors que le droit de succession était proportionnel et non progressif, M. Busschaert établissait que le fisc, par le paiement d'un droit en Belgique et en France, encaissait un quart et parfois un tiers de la succession (2).

L'adoption du principe de la progressivité de l'impôt en Belgique a rendu plus nécessaire que jamais la solution du problème qui se posait à cet égard et l'Institut de droit international au cours de sa huitième session tenue à Grenoble en 1922, indiquait une solution possible (3).

(1) *Annales Parlementaires Chambre*. Session 1905-1906, p. 285.

(2) *Idem*. Session 1910-1911, p. 325.

(3) Voici, d'après la *Revue Pratique du Notariat Belge*, numéro du 10 février 1923, le texte des vœux émis par cet Institut :

- « L'Institut de droit international émet le vœu de voir les États conclure des conventions destinées à écarter les graves injustices des doubles impositions, spécialement en matière de droits de mutation par décès (impôts successoraux). Ces conventions devraient obliger les États à introduire dans leurs législations certaines dispositions sur la délimitation de ces impôts, au point de vue international, basées uniformément sur les principes suivants :
- » Les biens sont soumis, en principe, à l'impôt successoral dans l'État du domicile du défunt, sous réserve des dispositions suivantes :
- » Sont soumis à l'impôt successoral :
- » 1° Les immeubles dans l'État où ils sont situés; les meubles qui, d'une manière permanente, sont placés sur l'immeuble ou à son service, sont assimilés aux immeubles;
- » 2° Tous les autres biens, qui constituent le capital fixe ou de circulation servant à l'exploitation d'un immeuble ou d'un établissement industriel ou commercial, dans l'État où cet immeuble ou cet établissement est sis;
- » 3° Les créances hypothécaires, dans l'État où l'immeuble hypothéqué est situé.
- » L'impôt progressif sur les successions ne doit être payé qu'une fois.
- » Les conventions, destinées à écarter les doubles impositions en matière de mutation par décès, devraient établir des règles équitables sur la préférence au sujet de l'impôt progressif et, le cas échéant, sur la répartition des États intéressés.
- » 4° Quand la succession comprend des biens se trouvant en plusieurs pays, un seul d'eux peut tenir compte du calcul du taux de l'impôt. »

En France, le tarif des droits de succession en ligne descendante au 1^{er} degré s'élève à 1 p. c. pour la tranche de base (2,000 francs) et il croît progressivement à 7 p. c. pour les tranches dépassant 1 million, à 17 p. c. pour les tranches dépassant les 50 millions. Pour les successions recueillies par les parents au delà du 4^e degré et pour les personnes non-parentes, les chiffres du tarif sont respectivement de 25 p. c., 40 p. c. et 59 p. c. Il ne faut pas oublier que dans toute succession où le défunt ne laisse pas au moins quatre enfants, il est perçu en outre une taxe progressive et par tranches sur le capital net global de la succession (1).

En Hollande, l'époux survivant et ses descendants en ligne directe au premier degré paient sur la tranche de base (1,000 florins et moins) 3.50 pour cent ; 8 pour cent sur les sommes dépassant 500,000 florins. Les droits auxquels sont assujettis les grands-oncles, les petits-neveux et les personnes non parentes s'élèvent respectivement de 38 à 47 pour cent (2).

Si donc on reprend l'exemple donné par l'Exposé des Motifs pour établir l'import du droit de succession qui seront payés en Belgique quand un héritier recueille au delà de sa part légale, à supposer que dans ce cas, la succession de 60,000 francs comprenne soit exclusivement des biens situés en Belgique, soit 30,000 francs d'immeubles situés en France, soit 30,000 francs d'immeubles situés en Hollande, les droits à acquitter par l'héritier s'élèveraient, respectivement à 7,575 francs, 11,535 francs ou à 13,815 francs.

Il est peut-être utile de citer des cas, rares assurément, mais qui peuvent se rencontrer. Un legs de 60,000 francs fait en Belgique à une personne non parente du *de cuius* payerait, si le legs ne comprenait que des biens situés en Belgique 13,650 francs ; 31,010 francs si les biens étaient exclusivement situés en France et 38,590 francs si les biens étaient exclusivement situés en Hollande.

Les considérations qui précèdent justifient le principe dont s'inspire le texte dont le Gouvernement sollicite le vote.

Mais le texte même a soulevé des observations.

Le Gouvernement propose de ne diminuer les droits de succession payés en Belgique que du montant des droits payés à l'étranger pour les immeubles qui y sont situés.

On a demandé en Commission si la diminution ne devrait pas comprendre les droits payés pour les meubles.

Il n'a pas été possible à votre rapporteur de vérifier si et dans quelle mesure des pays étrangers perçoivent des droits de succession sur les valeurs mobilières qui dépendent de la succession d'un habitant de notre pays.

Il est, en général, admis, que la succession est, en droit civil, régie quant aux meubles tant corporels qu'incorporels par la loi du domicile de leur propriétaire.

Donc, on peut soutenir qu'il est juste d'intégralement appliquer le tarif successoral belge à l'ensemble du patrimoine mobilier délaissé par un habitant du Royaume.

En Commission des membres ont également proposé des modifications au texte

(1) Voir annexe 1 et 2.

(2) Voir annexe 3.

du Gouvernement en ce qui concerne le mode de calcul de la réduction des droits payés en Belgique.

Un membre a proposé d'amender comme suit le texte de l'article 33 : « Lorsque » l'actif de la succession d'un habitant du royaume comprend des immeubles sis » à l'étranger, qui donnent lieu à la perception à l'étranger d'un droit de mutation » par décès, la valeur des immeubles est, en ce qui concerne le droit de succession » exigible en Belgique, diminué du montant de l'impôt prélevé par le pays » étranger. »

L'amendement était justifié par la considération que le droit payé à l'étranger formait un des éléments du passif grevant la succession dont le montant net déterminait l'impôt payé en Belgique.

Les adversaires de l'amendement ont fait remarquer qu'il ne supprimait pas la perception du double droit ; que la réduction de l'impôt belge eût été insignifiante.

Un seul exemple.

Soit toujours la succession de 60,000 francs recueillie par un frère avantagé par son frère à concurrence de 30,000, la succession comprenant 30,000 francs d'immeubles situés en France. Le droit perçu en France s'élevant à 3,960 francs, le montant net de la succession d'après lequel l'impôt sera calculé en Belgique s'élèverait à $60,000 - 3,960 = 56,040$ francs d'où perception de fr. 6,933.48 de droits au lieu de 7,575 francs comme ce serait le cas si tout l'actif de la succession était situé en Belgique.

Un autre membre a proposé de stipuler que la « valeur des immeubles sis à » l'étranger serait toujours comprise dans les premières tranches du tarif belge » des droits de succession. »

L'amendement était justifié par la considération que le tarif belge étant progressif la réduction devait être appliquée aux tranches de la succession donnant lieu à la perception la moins élevée puisque le *de cujus* avait soustrait une partie de son patrimoine à la protection des lois belges. Dans l'exemple cité, suivant que la valeur des 30,000 francs d'immeubles situés en France était rangée dans les quatre premières classes du tarif belge ou dans les deux classes suivantes le montant des droits originaires dus en Belgique, soit 7,575 francs, était réduit à 4,500 francs ou à 3,075 francs.

L'amendement ne fut pas maintenu parce qu'il donnait lieu à des difficultés en pratique si les héritiers appartenaient à des degrés de parenté divers et qu'il faut toujours rendre aisé le calcul de l'impôt.

Le texte proposé par le Gouvernement consacrait un mode aisé de calcul de la réduction.

Un exemple le prouve.

Soit une succession ouverte en Belgique, recueillie par un frère n'ayant pas d'enfant et comprenant :

ACTIF.

1 ^o Immeubles sis en Belgique et avoir mobilier	190,000
2 ^o Immeuble sis à l'étranger	10,000
Total.	200,000

PASSIF.

	20,000
Net.	180,000

PREMIÈRE OPÉRATION : Liquidation de l'impôt sur l'actif net, abstraction faite de la circonstance que celui-ci comprend un immeuble à l'étranger.

5,000 à 7.50 p. c.	=	375 francs.
5,000 à 9 p. c.	=	450 »
10,000 à 10.50 p. c.	=	1,050 »
30,000 à 12 p. c.	=	3,600 »
50,000 à 13.50 p. c.	=	6,750 »
80,000 à 15 p. c.	=	12,000 »
180,000		24,225 francs = total des droits.

2° OPÉRATION : Rechercher dans quelle mesure le montant des droits s'applique à l'immeuble sis à l'étranger.

Une proportion l'établit comme suit : le montant brut de la succession (200,000) est au montant total des droits (24,225) comme la valeur de l'immeuble sis à l'étranger (10,000) est à X. $200,000 : 24,225 :: 10,000 : 1,211.25$.

3° OPÉRATION : Déduction du droit perçu à l'étranger.

Première hypothèse : sur l'immeuble en question, il a été perçu pour droit de succession à l'étranger 1,700 francs.

Le total des droits, soit	.	fr.	24,225.00
doit être diminué de	.	.	1,211.25
Il sera dû.	.	fr.	23,013.75

2° hypothèse : le droit perçu à l'étranger s'élève à 1,000 francs.

C'est cette somme qui viendra en déduction de celle de 24,225.

Il sera donc dû en Belgique $24,225 - 1,000 = 23,225$ francs.

L'amendement qui pour le calcul des droits dus en Belgique déduisait de la valeur des biens recueillis à l'étranger le montant des droits payés dans le pays où ils étaient situés a été adopté par 6 voix contre 2.

En conséquence, votre Commission vous propose d'amender en ce sens le texte du premier alinéa de l'article 33 du projet de loi.

Votre Commission attire votre attention sur la décision qui sera prise par le législateur belge.

Au lieu d'attendre la conclusion de conventions internationales, la Belgique prend l'initiative de solutionner la question.

Puisse cette décision armer notre Gouvernement quand il, devra à la conférence qui se prépare à Genève, discuter les accord internationaux en matière de législation fiscale.

CHAPITRE III.

PERMIS DE PÊCHE.

ART. 34.

Permis de pêche.

L'abrogation du 3^e alinéa de l'article 4 de la loi du 5 juillet 1899 sur la pêche fluviale est justifiée comme suit par l'exposé des motifs.

« Depuis l'armistice, le prix des permis de port d'armes de chasse a été presque » sextuplé : de 35 francs il a été porté à 200 francs.

» D'autre part, la loi du 30 juillet 1922 a établi une taxe sur les permis de » tenderie aux oiseaux au moyen de filets et au moyen de lacets.

» Le moment semble venu de relever le prix des permis et des licences de pêche.

» Le prix de licences de pêche, qui a été doublé par l'arrêté royal du 24 janvier 1920, pourrait encore être augmenté de 50 p. c. Quant au prix des permis » de pêche, il pourrait être triplé.

» Pour réaliser cette réforme un arrêté royal suffit, sauf qu'il y a lieu, en ce » qui concerne les permis pour la pêche à la ligne à main, de supprimer le » 3^e alinéa de l'article 4 de la loi sur la pêche fluviale du 5 juillet 1899.

» L'article 34 du projet abroge cette disposition. »

Votre Commission se rallie à ces considérations et vous propose d'adopter l'article proposé.

ART. 36.

Votre Commission se rallie au texte de la note explicative par laquelle le Gouvernement justifie l'amendement qu'il propose.

ART. 35.

Entrée en vigueur des dispositions proposées.

L'article proposé n'a pas été discuté.

Le projet de loi qui vous est soumis a été sous toutes les réserves consignées au rapport adopté par 6 voix contre 2 abstentions.

Le Rapporteur,
LIONEL PUSSEMIER.

Le Président,
A. MECHELYNCK.



Tarif des droits de succession applicables en France.

ANNEXE I.

Tarif applicable à la fraction de part nette comprise entre												
Indication du degré de parenté.	1 et 2,000 francs.	2,001 et 40,000 francs.	10,001 et 50,000 francs.	50,001 et 100,000 francs.	100,001 et 250,000 francs.	250,001 et 500,000 francs.	500,001 et 1,000,000 de francs.	1,000,001 et 2,000,000 de francs.	2,000,001 et 5,000,000 de francs.	5,000,001 et 10,000,000 de francs.	10,000,001 et 50,000,000 de francs.	Au delà de 50,000,000 de francs.
	P. c. Fr.	P. c. Fr.	P. c. Fr.	P. c. Fr.	P. c. Fr.	P. c. Fr.	P. c. Fr.	P. c. Fr.	P. c. Fr.	P. c. Fr.	P. c. Fr.	P. c. Fr.
Ligne directe descendante au 1 ^{er} degré.	1.—	2.—	3.—	4.—	5.—	6.—	7.—	9.—	11.—	13.—	15.—	17.00
Ligne directe descendante au 2 ^e degré et entre époux	1.50	2.50	3.50	4.50	5.50	6.50	7.50	9.50	11.50	13.50	15.50	17.50
Ligne directe descendante au delà du 2 ^e degré.	2.—	3.—	4.—	5.—	6.00	7.—	8.—	10.—	12.—	14.—	16.—	18.—
Ligne directe ascendante au 1 ^{er} degré.	2.50	3.50	4.50	5.50	6.50	7.50	8.50	10.50	12.50	14.50	16.50	18.50
Ligne directe ascendante au 2 ^e degré .	3.—	4.—	5.—	6.—	7.—	8.—	9.—	11.—	13.—	15.—	17.—	19.—
Ligne directe ascendante au delà du 2 ^e degré.	3.50	4.50	5.50	6.50	7.50	8.50	9.50	11.50	13.50	15.50	17.50	19.50
Entre frères et sœurs	10.—	12.—	14.—	16.—	19.—	22.—	25.—	28.—	32.—	36.—	40.—	44.—
Entre oncles ou tantes et neveux ou nièces	15.—	17.—	19.—	21.—	24.—	27.—	30.—	33.—	37.—	41.—	45.—	49.—
Entre grands-oncles ou grand'tantes et petits-neveux ou petites-nièces et entre cousins germains	20.—	22.—	24.—	26.—	29.—	32.—	35.—	38.—	42.—	46.—	50.—	54.—
Entre parents au delà du 4 ^e degré et entre personnes non parentes. . . .	25.—	27.—	29.—	31.—	34.—	37.—	40.—	43.—	47.—	51.—	55.—	59.—

ANNEXE II.

Taxe successorale s'ajoutant au droit de succession.

TARIF APPLICABLE A LA FRACTION COMPRISE ENTRE	NOMBRE D'ENFANTS LAISSÉS PAR LE DÉFUNT.			
	Trois enfants vivants ou représentés.	Deux enfants vivants ou représentés.	Un enfant vivant ou représenté.	Point d'enfant vivant ou représenté.
	P. c. Fr.	P. c. Fr.	P. c. Fr.	P. c. Fr.
1 et 2,000 francs	0.25	0.50	1.00	3.00
2,001 et 10,000 francs	0.50	1.00	2.00	6.00
10,001 et 50,000 francs	0.75	1.50	3.00	9.00
50,001 et 100,000 francs	1.00	2.00	4.00	12.00
100,001 et 250,000 francs	1.25	2.50	5.00	15.00
250,001 et 500,000 francs	1.50	3.50	6.50	18.00
500,001 et 1,000,000 de francs	2.25	4.25	8.00	21.00
1,000,001 et 2,000,000 de francs	3.20	6.00	12.00	24.00
2,000,001 et 5,000,000 de francs	3.60	6.75	13.50	27.00
5,000,001 et 10,000,000 de francs	4.00	7.50	15.00	30.00
10,000,001 et 50,000,000 de francs	4.40	8.25	16.50	33.00
50,000,001 et 100,000,000 de francs	4.80	9.00	18.00	36.00
100,000,001 et 500,000,000 de francs	5.50	10.00	20.00	37.00
Au-dessus de 500,000,000 de francs	7.50	12.00	21.00	39.00

ROYAUME DES PAYS-BAS

ANNEXE III.

Loi du 10 Juin 1921, modifiant la loi sur les successions.

Pourcentage pour la partie acquise s'élevant :

Pour ce qui est recueilli ou acquis :										
	A Florins 1,000 ou moins.	Au delà de f. 1,000 jusque f. 2,000.	Au delà de f. 2,000 jusque f. 5,000.	Au delà de f. 5,000 jusque f. 10,000.	Au delà de f. 10,000 jusque f. 25,000.	Au delà de f. 25,000 jusque f. 50,000.	Au delà de f. 50,000 jusque f. 100,000.	Au delà de f. 100,000 jusque f. 200,000.	Au delà de f. 200,000 jusque f. 500,000.	Au delà de f. 500,000.
1. Par des enfants ou par le conjoint.	3.50	4.—	4.50	5.—	5.50	6.—	6.50	7.—	7.50	8.—
2. Par des descendants au 2 ^e degré et au delà	5.25	6.—	6.75	7.50	8.25	9.—	9.75	10.50	11.25	12.—
3. Par des parents en ligne directe ascendante	14.50	15.—	15.50	16.—	16.50	17.—	17.50	18.—	18.50	19.—
4. Par des frères et des sœurs	18.—	19.—	20.—	21.—	22.—	23.—	24.—	25.—	26.—	27.—
5. Par des enfants de frères et sœurs.	27.—	28.—	29.—	30.—	31.—	32.—	33.—	34.—	35.—	36.—
6. Dans tous les autres cas non prévus	38.—	39.—	40.—	41.—	42.—	43.—	44.—	45.—	46.—	47.—

(38)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 2 MEI 1923.

Ontwerp van wet tot wijziging der wetten op de zegel-, registratie-, griffie- en successierechten (1).

NAMENS DE BESTENDIGE COMMISSIE VOOR DE FINANCIËN, DE BEGROOTINGEN
EN DE BEZUINIGINGEN (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER PUSSEMIER.

MIJNE HEEREN,

Uwe Commissie voor de Financiën heeft de eer u de opmerkingen te doen kennen waartoe het onderzoek van het tweede ontwerp van financieele wet, dat u dit jaar ter behandeling wordt voorgelegd, aanleiding gaf.

I.

ALGEMEENE BESCHOUWINGEN.

Het onderzoek van dit ontwerp was moeilijk.

Het stelt wijzigingen voor in de wetten op de zegel-, registratie-, griffie-, hypotheek- en successierechten. En de tekst van het ontwerp vermeldt alleen den datum van de bestaande wetten, waarvan een artikel wordt ingetrokken, gewijzigd, aangevuld of van toepassing gemaakt; het onderwerp van de bedoelde wet wordt niet aangegeven, de Memorie van Toelichting vat de van kracht zijnde wetten zeer beknopt samen. Om de juiste draagkracht van elk artikel van het ingediende wetsontwerp te kunnen bepalen, was uwe Commissie dan ook gedwongen de van kracht zijnde wetten te raadplegen en te beslissen dat het verslag over de quæstie daarvan uitdrukkelijk melding zou maken.

(1) Wetsontwerp, n^o 138.

Verslag over de gezamenlijke fiskale ontwerpen, n^o 181.

Amendementen, n^o 219 en 282.

(2) Samenstelling van de *Bestendige Commissie voor de Financiën, de Begrootingen en de Bezuinigingen*: de heeren Mechelynck, voorzitter, Hallet, Houtart, ondervoorzitters, Carlier, David, secretarissen, Bologne, Cousot, De Bruyne (Aug.), de Liedekerke, Donnay, Ozeray, Pussemier, Soudan, Straus, Van Glabbeke en Wauwermans.

Uwe Commissie neemt deze gelegenheid te baat om verzet aan te teekenen tegen de manier waarop de Memores van Toelichting, over de wetsontwerpen tot wijziging van de bestaande wetten betreffende de zegelrechten, registratierechten, enz., zijn opgesteld. Aan alle vindt men de gebreken waarover uwe Commissie hier klaagt. Het Beheer zou nauwkeurig de betekenis van de teksten waarvan het de goedkeuring vraagt moeten verklaren, en niet aan de Commissies der Kamer een lang en moeilijk werk van nazoecken opleggen.

Over het u ter behandeling voorgelegde wetsontwerp, heeft er in de Commissie geene algemeene bespreking plaats gehad. Eene dusdanige bespreking was onmogelijk, daar elk artikel op een verschillend onderwerp slaat.

Uit de zeer verscheidene opmerkingen die werden gemaakt, kunnen wij echter eenige algemeene gedachten afleiden die dienen samengevat te worden.

Uwe Commissie begrijpt dat de behoeften van de Schatkist, zooals de Memorie van Toelichting zegt, een juistere « *aanpassing* » vergen van het belastingbedrag met de bestaande toestanden, maar zij wil er tevens op wijzen dat de fiskale wetgeving bijna elk jaar gewijzigd werd. Zoo, bij voorbeeld, werden de wetten op de zegel-, registratie-, griffie-, hypotheek- en successierechten, gewijzigd door de wet van 30 Augustus 1913, nogmaals gewijzigd door de wetten van 11 October 1918, van 24 October 1919 en van 28 Augustus 1921; en zoo zullen zij het nog eens worden als onderhavig ontwerp wordt aangenomen. Daaruit blijkt dat bezonnen rechtsgeleerden de tegenwoordige wetgeving niet kennen. Wat moet het dan zijn met den belastingplichtige? Uwe Commissie herhaalt wat zij reeds zegde in haar verslag over het wetsontwerp tot wijziging van de belastingwetten op het inkomen: er dient een einde gemaakt aan de nieuwe wetten om al de krachten van het Beheer te kunnen gebruiken voor de volledige en snelle toepassing der ingevoerde hervormingen. En kan de Regeering, zooals zij deed op 27 Maart l.l. in den Senaat, den indruk versterken dat de nuttelooze uitgaven meer en meer vermeden worden, dan zal de belastingplichtige zooveel te gemakkelijker en vollediger het nieuwe belastingstelsel aanvaarden.

Uwe Commissie oordeelt ten slotte, en daarover zijn alle leden het eens, dat eene zekere samenordering der belastingwetten niet langer kan uitgesteld worden. Bij zijn verslag over het wetsontwerp tot heffing van nieuwe belastingen (1) in 1921, heeft de heer Wauwermans de zeer lange lijst gevoegd van de wijzigingen, sedert den wapenstilstand, aan de belastingwetten gebracht; deze lijst is niet volledig; men moet er al de wijzigingen bijvoegen voortvloeiend uit de goedkeuring der wetten, en die nog zullen voortvloeien uit de gebeurlijke goedkeuring der twee financieele wetsontwerpen die u dit jaar werden voorgelegd. Het is moeilijk, om zoo te zeggen onmogelijk, zijn weg te vinden in die dooreenmengeling van teksten; het is nutteloos op het verleden te schelden; de omstandigheden hebben den toestand opgedrongen; maar nu er evenwicht is in de administratiebegroting, dat men eene betrekkelijke stabiliteit kan voorzien, is het tijd aan passende maatregelen te denken.

(1) *Gedr. Stuk. Kamer* (Zittingsjaar 1920-1921), n^o 500.

Uwe Commissie heeft er niet aan gedacht, eene openbaarmaking van een samengeordenden tekst van de belastingwetten te vragen. Dit werk werd vóór den oorlog niet aangevat, toen het Beheer, dat niets anders te doen had dan eene gekende en zelden gewijzigde oude wetgeving toe te passen, daartoe over den noodigen tijd beschikte.

Doch uwe Commissie is van oordeel, dat de Minister van Financiën er zou kunnen voor zorgen in het *Recueil des circulaires administratives* een alphabetische tafel te doen plaatsen, een beknopte samenvatting gevende van de in voege zijnde fiskale wetgeving, met verwijzing naar de wetsbepalingen, en gelijk aan die welke reeds gelascht werd in de uitgaven der Belgische Wetboeken door de heeren Servais en Mechelynck bezorgd.

Uwe Commissie hoopt dat de Regeering zich bij dit voorstel zal kunnen aansluiten.

Er is dus geen sprake van samengeordende teksten te doen verschijnen, daar met dit werk thans een begin werd gemaakt, alhoewel de voltooiing er van niet binnen een kort tijdsbestek voorzien wordt. Alleen wordt gewenscht het officieus uitgeven eener inhoudstafel der bestaande wetten.

II.

ONDERZOEK DER ARTIKELEN VAN HET WETSONTWERP.

HOOFDSTUK I.

ZEGELRECHT OP FACTUREN EN EERELOONSTATEN.

I. — Toelichting van het Regeeringsohntwerp.

Gelijk welke overdracht : 1^o onder de levenden ; 2^o ten bezwarenden titel ; 3^o van koopwaren of andere roerende goederen uit hunnen aard ; 4^o wanneer de levering in België geschiedt, is onderworpen aan de overdrachtsbelasting gevestigd bij de wet van 28 Augustus 1921. De belasting is verschuldigd welke ook de rechtskundige benaming zij van de Overeenkomst waarvan de overdracht het gevolg is.

Daar al de vereischen, waaraan de invorderbaarheid der belasting onderworpen is, nauwkeurig bepaald zijn door de wet van 1921, worden dus niet al de uitingen van het gerechtelijk verkeer der goederen getroffen.

Daar de Thesaurie nieuwe inkomsten behoeft, zoo doet zich het problema van 1921 opnieuw voor en, even als toen, vraagt de Regeering een gedeelte dezer inkomsten aan de rechtstreeksche belasting.

Zij stelt voor een nieuw zegelrecht in de wetgeving op te nemen.

In andere woorden, zij stelt voor, de beteekenis van het beginsel, vervat in de wet van 1921, te verruimen, doch het cijfer der te heffen belasting te verminderen.

Voortaan zouden aan een evenredig zegelrecht onderworpen worden, de al dan niet geteckende facturen, welke betrekking hebben op :

1^o eene overdracht onder de levenden, ten bezwarenden titel, van koopwaren of andere roerende goederen uit hunnen aard, welke niet aan de overdrachtstaxe onderworpen is ;

2° de uitvoering van een contract van werkaanneming, met of zonder leveringen, voor zooveel de prestatie niet tot de overdrachtstaxe aanleiding geeft ;

5° de zoogezegde prestatieën van geestesarbeid.

De facturen, uitgereikt door den aankoop-commissionnair aan zijnen committent of door den verkooper aan zijnen commissionnair, zouden onderhevig zijn aan de betaling van het recht geheven op de facturen betreffende eene overdracht welke niet aan de in voege zijnde overdrachtsbelasting onderhevig is.

Dit zou eveneens gelden voor sommige uit den vreemde komende facturen.

De gevallen waarin de aflevering eener factuur verplichtend is zouden uitgebreid worden.

Artikel 52 der wet van 28 Augustus 1921 bepaalt, inderdaad, alleen : 1° dat het verstrekken eener factuur verplichtend is voor elke overdracht van koopwaren of andere roerende goederen uit hunnen aard, zoo een der partijen een in België gevestigd handelaar is, tenzij de verrichting eene oorzaak heeft, welke aan zijn handel vreemd is; 2° dat ingeval niet ééne der partijen in België als handelaar gevestigd is, moet de overeenkomst of de koop verplichtend schriftelijk vastgesteld worden, zoodra de prijs 150 fr. overschrijdt. De verplichte aflevering, welke geldt voor de facturen, zou ook vereischt worden voor de contracten van werkaanneming en zelfs voor sommige verkoopingën die van de overdrachtsbelasting zijn vrijgesteld.

De te heffen belasting zou matig zijn : 1 frank per 1,000 frank en niet 1 frank per 100 frank, opdat de inning der belasting de zaken niet belemmere.

Eindelijk, zou de inning der belasting verzekerd worden door de aanhechting van een zegel op de facturen.

De teksten, waarbij de inwerkingstelling wordt bepaald van het bovenvermeld stelsel, bekwamen in 't algemeen de toetreding uwer Commissie, behalve voor hetgeen, min of meer nauwkeurig, genoemd werd in de overdracht van den geestesarbeid.

Over dit bijzonder punt zal uwe Commissie u amendementen voorstellen op de artikelen van het ontwerp, waarbij aan degenen, die een vrij beroep uitoefenen, de verplichting wordt opgelegd loonstaten, staten van hunne eereloonen en verschotten af te leveren.

II.

BEHANDELING VAN HET REGEERINGSONTWERP EN DE DAARIN VOORKOMENDE ARTIKELEN.

EERSTE ARTIKEL.

Facturen aan het zegelrecht onderworpen.

Uwe Commissie neemt den tekst aan, waarbij de Regeering voorstelt aan een evenredig zegelrecht te onderwerpen de al of niet geteckende facturen

welke betrekking hebben op eene overdracht onder de levenden ten bezwarenden titel van koopwaren of andere roerende goederen uit hunnen aard, welke overdracht niet aan de overdrachtsbelasting onderhevig is.

Op dit punt vereenigt zij zich met de bedenkingen omschreven in de Memorie van Toelichting van het wetsontwerp en luidende als volgt :

« Niettegenstaande de algemeenheid van het in de wet van 28 Augustus 1921 » vastgelegd beginsel, ontsnappen tal van overdrachten nog aan de taxe, de » eene omdat zij daarvan uitdrukkelijk vrijgesteld zijn, de andere omdat zij, » op grond van het feit dat zij door middel van het endosseeren van leve- » ringsbons of van cedels geschieden, veeleer als afstanden van titels, dan » als afstanden van goederen beschouwd worden, andere ten slotte, omdat » zij, in het mechanisme van de werkwijze der wet, aangezien worden als heb- » bende geene levering in België ten gevolge gehad : alle ingevoerde waar » mag inderdaad, bij de inklaring, ten verbruike aangegeven worden op » naam van den persoon waarvan de invoerder ze afgestaan heeft, derwijze » dat deze van de taxe vrijgesteld wordt, en dat de cessionaris op denzelfden » voet gesteld wordt alsof hij de waar persoonlijk had ingevoerd. Hetzelfde » verschijnsel doet zich voor wanneer de waar in entrepot opgeslagen wordt » of door een verlot tot tijdelijke vrijstelling gedekt wordt : de aangifte ten » verbruik wordt uitgesteld, en zoolang deze aangifte niet gedaan is, wordt » de waar als nog in het buitenland zijnde beschouwd : zal alleen aan de » belasting wegens overdracht onderworpen worden, de mutatie welke den » uitslag uit entrepot of de aangifte ten verbruik ten gevolge zal hebben.

» Deze onderscheidene modaliteiten brengen eene correctuur aan de al te » groote strengheid van het beginsel van de herhaling der taxe bij elke » overdracht en verdienen aanbeveling op grond van hogere beschouwin- » gen van economischen aard, welke niet dienen miskend.

» Maar indien, voor de bedoelde verhandelingen, de herhaalde heffing der » belasting wegens overdracht de zaken mocht breidelen, zoo is dit enkel » wegens het hoog peil van het bedrag der belasting.

» Met het oog op eene goede fiskale wetgeving komt het er op aan, dat » deze verhandelingen, welke eene der uitingen van het gerechtelijk verkeer » uitmaken, vestigen.

» Zulks zijn de overwegingen welke het denkbeeld baarden een zegelrecht » van 1 p. d. te vestigen op al de facturen betreffende overdrachten onder » de levenden, ten bezwarende titel, van uiteraard roerende goederen, welke » aan de belasting wegens overdracht niet onderworpen zijn.

» Artikel I, 1^o, is namelijk toepasselijk :

» a) Op de bij artikel 49 der wet van 28 Augustus 1921 vrijgestelde » afstanden, enkel uitgezonderd zijnde de aan den Staat, aan de provinciën » en gemeenten, aan de polders en watering en aan de openbare instel- » lingen gedane verkoopen ;

» b) Op de afstanden aan hunne leden gedaan door de uit kleinhandelaars » bestaande samenwerkende vennootschappen tot gemeenschappelijke » aankoop ;

» c) Op de afstanden welke geschieden door endossement van eene cedel, » van een leveringsbon of van een wegnemingsbon ;

» d) Op de afstanden van in entrepot opgeslagen of door een verlof tot tijdelijke vrijstelling gedekte koopwaren. »

*
* *

Uwe Commissie sluit zich eveneens aan bij den tekst door de Regeering voorgesteld, en krachtens welken de facturen betreffende de uitvoering van een contract van werkaanneming onderhevig zouden zijn aan het zegelrecht, voorgesteld in de mate waarbij de uitvoering niet de toepassing medebrengt van de overdrachtstaxe.

De Memorie van Toelichting zegt daaromtrent :

« De belasting wegens overdracht is niet vreemd aan het aannemingscontract van een werk. Wanneer het contract de levering beoogt van een voorwerp te scheppen of te vervaardigen door eenen aannemer die te gelijk de stof en zijnen arbeid verstrekt, is de belasting van 1 t. h. eischbaar. Zulks geldt eveneens voor het maakloonwerk in de mate dat het vergezeld gaat van leveringen van waren, van grondstoffen, van toebehooren, enz...

» Behelst het contract het oprichten van een gebouw, zoo is de taxe niet opvorderbaar, niettegenstaande de omstandigheid dat de uitvoering van het contract de levering van allerlei materialen, van baksteen, van steenen, van kalk, van zavel, van balken, enz., ten gevolge heeft.

» Het leek de Regeering noodig eene gematigde taxe van 1 p. d. te vestigen op al de facturen welke betrekking hebben op een aannemingscontract, voor zooveel de uitvoering van het contract tot de taxe van 1 t. h. geen aanleiding geeft.

» Maar er kan geen sprake van zijn door deze taxe te treffen, noch de bij de wet van 10 Maart 1900 beheerde arbeidsovereenkomst, noch de door de wet van 7 Augustus 1922 geregelde bediendenarbeidsovereenkomst, noch meer algemeen, volgens de bewoordingen van artikel 1779 van het burgerlijk wetboek « de verhuring van werklieden, die zich in iemands dienst verbinden ».

» Het vervoeraannemingscontract moet eveneens buiten de voorzieningen van het ontwerp blijven ».

ART. 2.

Facturen afgeleverd door een aankoop-commissionnair aan zijn Committent of door een kooper aan zijn commissionnair.

Om de juiste draagkracht van dit artikel, waarbij op de verkooping, gedaan door tusschenkomst van commissionnairs eene nieuwe belasting wordt gelegd, te begrijpen, moest men eerst in herinnering brengen wanneer op deze verkooping de overdrachtstaxe toepasselijk is.

Naar luid van artikel 48, § 3, der wet van 28 Augustus 1921, betreffende de hooger bedoelde verkooping, is de taxe slechts eischbaar uit hoofde van de overdracht van den eigenaar op den bestemmeling. Vandaar dat de verkoop-commissionnair van zijn committent eene niet gezegelde factuur ontvangt, en het overdrachtszegel op de factuur plaatst, die hij aan

den kooper zendt. De aankoop-commissionnair *ontvangt van den kooper eene gezegelde factuur*, maar hij bepaalt er zich bij het bedrag van het zegel te herhalen op de factuur die hij aan zijn committent adresseert.

Talrijke opmerkingen werden daartegen aangebracht.

Een lid deed opmerken dat de taxe niet zou kunnen vallen op de verrichtingen gesloten tijdens de onderhandelingen die gingen over grondstoffen bestemd om in België verwerkt te worden. Hij heeft echter niet meer aangedrongen, toen hem werd medegedeeld dat er rekening werd gehouden met zijne opmerking in een wetsontwerp tot herziening van de wetgeving betreffende de overdrachtstaxe, ontwerp dat binnen kort zal ingediend worden.

Een ander lid beweerde dat de voorgestelde taxe den wol- en kolenhandel zou belemmeren. Hem werd geantwoord, dat de handelsverrichtingen, waar het de wol geldt, onder een zeer voordeelig stelsel staan wat aangaat de overdrachtstaxe van 1 t. h., en dat het billijk was de factuurtaxe op hen toe te passen van 1 per duizend, te meer daar, zooals men zal zien onder artikel 11 van het wetsontwerp, de factuurtaxe niet inbaar is in verschillende gevallen ten gevolge van amendementen door de Commissie voorgesteld.

Wat aangaat de handelsverrichtingen betreffende de kolen, is de taxe zoo onaanzienlijk dat zij zelfs de zaken in het binnenland gedaan niet zal belemmeren, en deze betreffende den uitvoer zullen onder het gunststelsel staan dat voorgesteld wordt in het gewijzigd artikel 11.

Een ander lid vestigde de aandacht op de makelaars. Men mag ze niet verwarren met de commissionnairs. En de voorgenomen wet heeft enkel deze laatsten op het oog.

Een lid heeft ten slotte verklaard, dat de verplichting het zegel te plaatsen de handelsverrichtingen zou belemmeren, daar de commissionnairs deze verrichtingen in de Beurs afsluiten. Hoe kan men gedurende de Beursuren eene factuur afleveren en het zegel er op plaatsen? Men heeft hem er op gewezen dat, vermits de tekst van het ontwerp niet zegt dat het afleveren van de factuur juist moet samenvallen met het sluiten van de handels-overeenkomst, de commissionnairs na den Beurstijd de stukken kunnen opmaken waarop het zegel moet worden geplaatst, zooals zij ten andere nu reeds doen.

Bij artikel 2, stelt de Commissie u eene eerste tekstverbetering voor, in den Franschen tekst, namelijk « *à l'article précédent* », in plaats van « *à l'article ci-avant* ».

Bovendien, stelt zij voor artikel 2 in paragrafen te verdeelen om den tekst duidelijker te maken.

Door deze verdeeling kan men buitendien nauwkeuriger de voorwaarden aangeven waarbij eene factuur, afgeleverd door een verkoop-commissionnair die tot consignataris van de koopwaar is gesteld, vrijgesteld is van het factuurzegel.

ART. 3.

Facturen uit het buitenland.

De Regeering verklaart als volgt het voorstel dat zij U onderwerpt :

« De gewone regels toepasselijk op de buiten het Rijk opgestelde geschriften blijven de uit den vreemde komende facturen beheerschen. De artikelen 50, 67 en 68 van het Zegelwetboek zijn hun toepasselijk. Zij zijn slechts in één geval belastbaar met het recht van 1 p. d., te weten wanneer zij aan eenen in het Rijk gevestigden handelaar gezonden worden en betrekking hebben op in België geleverde koopwaren of voorwerpen die, om eenigerlei reden — inkleding op naam van den cessionaris, opslag in entrepot, lichting van een verlof tot vrijstelling, enz. — aan de belasting wegens overdracht, in hoofde van den geadresseerde van gezegde facturen, niet onderworpen worden. »

Uwe Commissie sluit zich daarbij aan.

Zij stelt U evenwel voor, den tekst van het wetsontwerp te wijzigen, maar enkel om hem minder ingewikkeld te maken.

ARTIKEL 4, 5 EN 6.

Wijze van betaling der belasting en grondslagen van de heffing.

De voorgestelde teksten zijn duidelijk.

De Commissie stelt evenwel een amendement voor aan artikel 5, waarin wordt aangewezen wie het zegel op de factuur moet aanbrengen.

Dit amendement verlengt van *acht dagen* tot op *eene maand* den termijn binnen denwelke het zegel moet gehecht worden op de uit den vreemde herkomstige factuur. Deze verlenging is noodig om de handelsverrichtingen te vergemakkelijken.

ART. 7.

Schuldbrieven waarvoor de aflevering eener factuur niet verplichtend is.

Aangaande dit artikel, drukt de Memorie van Toelichting zich uit als volgt :

« Artikel 7 beoogt geenszins het beperken van de verplichting om eene » factuur uit te reiken, zooals zij bepaald wordt bij artikel 52 der wet van » 28 Augustus 1921. Zij breidt deze daarentegen uit tot de aannemings- » contracten, en zelfs tot zekere verkoopen, van de belasting wegens over- » dracht vrijgesteld in voorwaarden waarin de stipte uitvoering van » artikel 52 nooit in de bedoeling van de ontwerpers der wet gelegen is » geweest (art. 49, 1°, 8°, 9°, 10°, 11° en 13°).

» Bij het verruimen der gevallen waarin het uitreiken eener factuur ver- » plichtend is, is de Regeering te rade gegaan bij de formule van voormeld » artikel 52. Zij heeft rekening gehouden met de particulariteiten van som- » mige verhandelingen. Zij werkt onrechtstreeks de kontante verkoop in » de hand. Zij beoogt de geldende gebruiken in verband met den huisarbeid

» niet te verstoren. Doorgaans wordt aangenomen, dat een werkelijk aanne-
 » mingscontract huisarbeider en werkgever verbindt. Nochtans werd het
 » uitreiken eener factuur niet verplichtend gemaakt, zelfs wanneer de prijs
 » van het contract 150 frank overtreft, voor de werklieden welke ten huize
 » werken uitsluitend voor de rekening van eenen nijveraar, van eenen han-
 » delaar of meer algemeen voor eenen patroon. »

Dit artikel werd in de Commissie nog al besproken :

Sommige leden hielden staan dat het onmogelijk was de aflevering eener factuur op te leggen, dus de aanhechting van een zegel, van zodra de prijs van de overeenkomst 150 frank zou overschrijden. Zij gaven, om de gestrengheid van de bepaling te bewijzen, als voorbeeld den verkoop van steenkolen door het bestuur eener steenkolenmijn aan de werklieden van de onderneming zelfs : de hoeveelheid steenkolen, voor dien prijs geleverd, is gering.

Andere leden vroegen welke verkooppingen daarvan vrij waren, wanneer het verkooppingen gold, kontant aan particulieren, die louter voor het eigen gebruik koopen, en zij noemden het geval van den advocaat, den geneesheer, den deskundige die papier aankopen, tevens dienende voor hun privaat gebruik en voor de uitoefening van hun beroep.

Ten slotte heeft men gevraagd wat er moest beslist worden ingeval van verkoop op crediet, hetgeen veel voorkomt.

Die bemerking vestigde geheel de aandacht van de Commissie.

Ook stelt zij u, door een amendement, voor : te beslissen dat voor de verkooppingen op crediet aan particulieren die koopen louter voor eigen gebruik of voor dat van hun gezin, het afleveren van eene factuur verplichtend wordt van zodra de prijs niet betaald is binnen de dertig dagen na de aflevering. Aldus wordt het misbruik van het crediet getroffen en, anderzijds, zullen de heerschende gebruiken, in de mate der mogelijkheid, geëerbiedigd worden.

De overige bemerkingen werden niet in amendementen omgezet.

Zij schijnen geene rekening te houden met artikel 49, 9^o der wet van 1921 tot heffing van de overdrachtsbelasting, daar de belasting van 1 t. h. eischbaar is wanneer de kolenverkoop rechtstreeks wordt gedaan door de kolenmijn aan den particulier die voor eigen gebruik koopt. Er kan dus geen sprake zijn van het betalen der factuurbelasting.

ART. 8.

Rekeningen of staten van eereloonen af te leveren door degenen die een vrij beroep uitoefenen.

ART. 9.

Welke vermeldingen de rekening of de staat van eereloonen moet bevatten.

De heffing van eene belasting op de overdracht der geesteswerken werd in aanmerking genomen door de Regeering in de twee financiële wetsontwerpen die zij, dit jaar, bij de Kamer heeft aanhangig gemaakt.

Men kan niet ontkennen, dat de bepalingen in deze ontwerpen vervat, gegrond waren op twee verschillende opvattingen en dat zij feitelijk neerkwamen op de heffing van twee belastingen. In het wetsontwerp tot wijziging der belastingwet op de inkomsten, waarbij de Regeering vooral de contrôle wilde verzekeren van het bedrijfsinkomen, werd de aflevering belast van eene kwitantie der eereloonen en verschotten en, dienvolgens, verzekerde zij, naast de contrôle, de heffing van het zegelrecht op de kwitantie. In het tweede wetsontwerp, waarover dit verslag gaat, beijverde de Regeering zich vooral met de inning der nieuwe inkomsten waarbij, aan degenen die een vrij beroep uitoefenen, de aflevering wordt opgelegd van rekeningen of staten der eereloonen en verschotten welke aan deze nieuwe factuurbelasting onderhevig waren. Ten einde de betaling te vermijden van het kwitantie-zegelrecht en van het factuur-zegelrecht, moest er keus worden gedaan tusschen beide opvattingen.

Uwe Commissie, die moest beslissen over het wetsontwerp tot wijziging der wetgeving betreffende de inkomstenbelasting, verwierp het willekeurig gebruik door de belanghebbenden van de kwitantie of van den staat der eereloonen en maakte de aflevering van kwitanties verplichtend.

Sedert het verslag over het wetsontwerp tot wijziging der wet op de inkomstenbelasting werd ingediend, schijnt er vermindering te komen in het verzet, vanwege degenen die een vrij beroep uitoefenen, voor kwitanties af te leveren van hunne eereloonen of verschotten.

Een aanzienlijke groep is geneigd zich te voegen naar het beginsel van de verplichte kwitantie, door de Commissie aangenomen.

Zij kunnen niet begrijpen waarom degenen die een vrij beroep, een mandaat of een dienst uitoefenen, niet, op straffe eener geldboete van 500 frank voor elke overtreding, zouden kunnen verplicht worden een ontvangstbewijs af te leveren van hunne eereloonen, commissiegelden of andere bezoldigingen.

Het ontvangstbewijs zou gescheurd worden uit een stamboekje waarvan het model door den Minister van Financiën zou bepaald worden.

Het boekje zou echter niet verplichtend zijn van af het oogenblik waarop de belanghebbenden op zich zouden nemen een eenvoudige boekhouding te hebben, waarvan de vorm, voor elk der bedoelde beroepen, bij Koninklijk besluit zou worden vastgesteld.

De Minister van Financiën zou op de stammen en bladen van boekjes slechts de vermelding kunnen eischen van het geheel bedrag der eereloonen, commissiegelden of bezoldigingen.

De vrijwillig onjuist gedane aangiften door personen die aan eene wettig ingerichte beroepstucht onderworpen zijn, zouden eene tucht-overtreding uitmaken, bij herhaling, strafbaar met een der drie zwaarste straffen.

Om dit alles overeen te brengen, schijnt het niet meer noodig te zijn de rekeningen en eereloonstaten als belastbare stof te aanzien, maar zich slechts te houden aan de wetgeving op het kwitantie-zegelrecht. Het schijnt echter gepast, het recht van 10 centiem per 500 frank te brengen op 1 p. d. zopals in het wetsontwerp.

Die gedachte kan verwezenlijkt worden door den volgende tekst, ter vervanging van de artikelen 8 en 9 van het ontwerp, en geplaatst achter artikel 15 van het ontwerp :

Aan een evenredig zegelrecht van 1 frank per 1,000 frank, zonder beperking, wordt onderworpen, elke al dan niet onderteevende akte of geschrift, bestemd om te gelden als bewijs der betaling van sommen, wegens eereloon of voorschotten verschuldigd aan advocaten, geneesheeren, ingenieurs, notarissen, pleitbezorgers, deurwaarders, leeraars of meesters, bouwkundigen, deskundigen, landmeters, zaakwaarnemers, scheikundigen, tandartsen, vroedvrouwen, vecartsen en, meer in 't algemeen, aan elken persoon die een zoogenaamd vrij beroep uitoefent.

De heffing geschiedt van 100 tot 100 frank. Elke breuk van 100 frank wordt voor volle 100 frank gerekend.

Het recht, door voorgesteld artikel opgelegd, moet niet verward worden met het factuur-zegelrecht ; het is een oprecht kwitantie-zegelrecht dat slechts van het gewoon kwitantie-zegelrecht verschilt op de twee volgende punten :

1^o Zijn beloop is van 1 p. d. in plaats van 10 centiem per 500 frank (art. 1 der wet van 24 October 1919 en art. 24 der wet van 28 Augustus 1921) ;

2^o Zijne heffing wordt niet beperkt door het maximum van 5 frank gevestigd door artikel 26 der wet van 28 Augustus 1921.

In alle opzichten, zullen de regels die de heffing van het gewoon kwitantie-zegelrecht beheerschen van toepassing zijn : het recht treft de kwijting ; het is enkel verschuldigd wanneer zulk een geschrift wordt opgemaakt, wanneer de aflevering eener kwitantie louter vrijwillig of dat zij vrijwillig is ten opzichte van deze of die wettelijke bepaling en, inzonderheid, van de wetgeving in zake inkomstenbelasting. Indien de betaling geen 10 frank bedraagt, is het ontvangstbewijs vrijgesteld (art. 1, § 1, wet van 16 Juli 1922).

Het nieuwe beginsel dat bekrachtigd wordt door bovenstaanden tekst, ter vervanging van de artikelen 8 en 9 van het wetsontwerp, werd in de Commissie door 6 stemmen tegen 2 onthoudingen goedgekeurd.

Uit deze stemming blijkt, dat uwe Commissie u voorstelt deze artikelen 8 en 9 te doen wegvallen en dat zij u amendementen op verscheidene andere artikelen van hetzelfde ontwerp zal voorstellen.

ART. 10.

Vrijstelling van het zegelrecht op de quitanties vermeld onderaan de facturen waarop het voorgestelde zegelrecht op facturen werd voldaan.

De voorgestelde tekst werd zonder betwisting goedgekeurd ; niet twee rechten dienen te worden betaald.

De tekst is te wijzigen door weglating der woorden « rekeningen » of « staten van eereloon » en « uitschotten », daar nieuwe bepalingen worden voorzien voor het geval dat deze stukken zouden afgeleverd worden.

ART. 11.

Vrijstellingen.

N^r 1^o van den voorgestelden tekst is te wijzigen door weglating der woorden « rekeningen » en « staten van eereloon » « en uitschotten », omdat al de bepalingen van het wetsontwerp in zake deze rekeningen gewijzigd werden.

2^o *De facturen betreffende in het buitenland geleverde koopwaren, roerende goederen of werken, wanneer hij, aan wien de factuur is, niet in België gevestigd is of, zoo hij in België is gevestigd, wanneer hij handelt als uitvoerder tot uitvoering van de bestellingen welke hij rechtstreeks uit het buitenland heeft ontvangen.*

In dit laatste geval moeten de bestelling en de factuur uitdrukkelijk vermelden dat de voorwerpen bestemd zijn om te worden uitgevoerd. Indien, om eenige reden, de uitvoer niet geschiedt binnen dertig dagen na de levering, moet de kooper de belasting betalen door het aanbrengen van de noodige zegels en moet hij aan zijnen correspondent en tegelijk aan den bestuurder der registratie en domeinen ter woonplaats van dezen kennis daarvan geven op straffe van de boete bedoeld bij artikel 12, 1^o.

Artikel 11 werd gewijzigd zooals hierboven, ten einde den uitvoerhandel te vergemakkelijken.

Het is niet voldoende de factuur vrij te stellen, welke tot een persoon in het buitenland wordt gericht, maar insgelijks de factuur welke overhandigd wordt aan een uitvoerder die in België verblijft. Deze moet op volkomen gelijken voet worden behandeld als zijn mededinger die in het buitenland is gevestigd. Bovendien moet hij, voor de uitvoering der ontvangen bestellingen, geen enkel belang er bij hebben om zich eerder tot eene vreemde firma dan tot eene Belgische te wenden.

ART. 12.

Strafbepalingen.

In de Memorie van Toelichting schrijft de Regeering :

« Artikel 12 stelt de strafbepalingen vast. Over 't algemeen is de schulde-
» naar slechts verantwoordelijk voor het niet uitreiken van eene factuur,
» van eene rekening of van eenen eereloonstaat, behoorlijk gezegeld,
» wanneer hij, ten minste ten deele betaald heeft, zonder te eischen dat
» zijn schuldeischer zich naar de wet gedrage. Het eenvoudig aannemen
» door eenen handelaar van eene factuur, welke tot de bij artikelen 1 en 2
» der wet voorziene gevallen behoort, doet zijne aansprakelijkheid ontstaan.
» Het bewijs der aanneming mag door alle middelen geleverd worden. In
» handelsrecht wordt het vaak afgeleid uit de stilzwijgendheid door den
» kooper gedurende eenen minder of meer langen tijd betracht of uit de
» vermelding der facturen in zijne boeken. »

De Commissie stelt aan den tekst van dit artikel twee wijzigingen voor :

De eerste wil in *b* van lid 2 de woorden « of eenen eereloonstaat » doen wegvallen. In het amendement zelf ligt de verklaring ervan.

Een tweede amendement wil de boeten verminderen. Deze voorzien in het ontwerp : eene boete gelijk aan *honderdmaal* het ontdoken recht, boete die dus niet minder dan 500 frank kan zijn, bleek al te hoog. Uwe Commissie stelt eenparig voor, de boete te brengen op *twintigmaal* het ontdoken recht, zonder dat zij minder dan 100 frank kan zijn.

Er werd ten slotte door uwe Commissie beslist, dat de beteekenis van het woord « aanvaarden », in de laatste paragraaf van het artikel, nader zou bepaald worden in dit verslag.

Er werd aangenomen dat er slechts aanvaarding van eene factuur door den handelaar zou zijn, daar waar dit aanvaarden geschiedt op de wijzen voorzien in artikel 25 van het Handelswetboek.

ART 13.

Wijze van heffing en van contrôle.

Dit artikel heeft voor doel de grootst mogelijke gelijkvormigheid te brengen, wat betreft de wijze van heffing en van contrôle, tusschen de overdrachts-taxe en de taxe op de facturen.

Alleen in § 3 werd door de Commissie eene wijziging voorgesteld.

Het weglaten van § 3 dringt zich op : het bedoelt de rekeningen of eere-loonstaten.

ART 14.

Dit artikel moet wegvallen; het bedoelde de regeling van het verplichtend uitreiken der rekeningen of eereloonstaten.

HOOFDSTUK II.

ZEGEL-, REGISTRATIE-, HYPOTHEEK-, GRIFFIE- EN SUCCESSIERECHTEN.

ART. 15.

Belasting op de weeldeartikelen.

In § 2 van artikel 38 der wet van 28 April 1921, tot heffing van nieuwe belastingen, worden de voorwerpen opgesomd waarvan de verkoop aanleiding geeft tot het heffen van een kwitantierecht, hooger dan het bepaalde recht in artikel 1 der wet van 24 October 1919, de voorwerpen, met een woord, waarvan de verkoop onderhevig is aan de heffing van de zoogenaamde weeldeartikelen.

De Regeering stelt u voor deze opsomming te volledigen; zij herneemt eene gedachte uiteengezet in 1921 (1).

(1) *Annales Parlem.*, Kamer, zittingsjaar 1920-1921, bl. 2452 en 2517.

In beginsel werd dit voorstel van de Regeering in de Commissie niet bestreden; deze heeft enkel onderzocht of de in het wetsontwerp opgenoemde voorwerpen « onbetwistbaar uiteraard weeldeartikelen » zijn.

Uwe Commissie heeft de volgende beslissingen genomen :

1. *Photographische toestellen en toebehoorten.* — De Regeering stelt voor op den verkoop van de toestellen en van al de toebehoorten van wat aard ook, beasting te leggen. Uwe Commissie besloot, met 8 stemmen tegen 1, dien tekst te wijzigen.

Zij verwerpt de heffing op alle toebehoorten over het algemeen, want zij kan niet eene belasting aannemen op al de toebehoorten, als papier, films, platen, waarvan de bezitter van een toestel geregeld gebruikt maakt. Evenzoo verwerpt zij de taxatie op den verkoop van enkel het volledig toestel; sommige toebehoorten, zooals de objectieven, welke aan het toestel zijne werkelijke waarde geven, er een weeldeartikel van maken, mogen niet aan de taxe ontsnappen.

De Commissie stelt voor dit lid te doen luiden : *photographische toestellen en toebehoorten met uitzondering van de platen, het papier, films.*

2. *Spelen.* — De heffing van een recht op den verkoop van billards en toebehoorten werd aangenomen met 5 tegen 3 stemmen.

Met 5 tegen 3 stemmen werd beslist u voor te stellen de heffing te verwerpen wanneer het den verkoop geldt van croquet-, kolfbaan-, football-, lawn-tennis-, domino- en schaakspel, en, over het algemeen, alle welkdanige spelen.

De eenvoudige opsomming van de voorwerpen die al dan niet « belastbaar » zouden zijn, volstaat om de beslissing van de Commissie te rechtvaardigen.

3. *Chocoladebonbons, fondants, doopsuiker, gekonfijte vruchten en gebak.*

De heffing van eene belasting werd verworpen met 6 tegen 3 stemmen; de meerderheid der Commissieleden heeft niet aangenomen dat de aankoop voor eene som van meer dan 10 frank altijd moet beschouwd worden als eene weeldeuitgave; en, wil men eindelooze betwistingen vermijden en de rol van den fiscus niet onuitvoerbaar maken, is het anderzijds onmogelijk in deze zaken te beslissen, zooals men in Frankrijk heeft gedaan, dat het eene weeldeuitgave zal zijn, eens dat zij eene zekere som overtreft.

4. *Zeldzaamheden, oudheden en voorwerpen voor verzamelingen als dusdanig verkocht.* — De belasting werd aangenomen met 6 tegen 3 stemmen.

5. *Muziekinstrumenten, phonografen, gramofonen, mechanische pianos en hunne toebehooren.* — De belasting werd verworpen met 6 tegen 3 stemmen; men kon den aankoop van eene viool, eene fluit, een piston, een trompet, niet als weeldeuitgave beschouwen; de aankoop van een piano is vaak noodig voor het onderricht van de gezinsleden van den aankoper.

6. *Speelgoed.* — De belasting werd verworpen met 6 tegen 3 stemmen; die stemming is gewettigd om dezelfde gronden als deze geldend voor den aankoop van chocoladebonbons.

7. *Voorwerpen voor horlogemakerij of brilllewerk in zilver, goud of platina; voorwerpen hoe ook genaamd in schildpad, ivoor, kristal of porselein.* — De heffing van een recht werd eenparig aangenomen; er werd echter bepaald, dat in het verslag dat u wordt voorgelegd, de nadruk zou gelegd worden op de woorden gebruikt voor de beschrijving van de belastbare voorwerpen. Zoo is aan de belasting niet onderhevig de verkoop, bij voorbeeld, van koperen of nikkel uurwerken, tafelserviezen in aardewerk.

8. *Kunstvoorwerpen in brons en in marmer.* — In beginsel werd de taxe eenparig aangenomen; de Commissie heeft den tekst van dit nummer van het artikel gewijzigd op grond van wat zij heeft beslist, zooals men verder zien zal, betreffende het nummer 15 van hetzelfde artikel van het eerste ontwerp.

Uwe Commissie wijst er op, dat de belasting niet de verhandelingen zal treffen welke voor doel hebben een werk dat rechtstreeks door den maker wordt verkocht; deze verhandelingen worden, zooals men verder zal zien, niet getroffen.

9. *Oude of moderne tapijtwerken, Oostersche tapijten en andere, op het getouw of met de hand geweven, van louter wol of zijde, of met wol of met zijde vermengd.* — De belasting werd eenparig goedgekeurd nadat beslist was den tekst een wijziging te doen ondergaan.

De tekst van de Regeering luidde: « geweven, van louter wol of met zijde vermengd ». Men heeft doen opmerken dat dit opstel toeliet de zeer gewone voorwerpen te belasten, b. v. eenvoudige beddekleedjes van wol of katoen vervaardigd. Uwe Commissie stelt u voor den tekst te wijzigen door het woordje *of* te vervangen door het woordje *en*, zoodat het duidelijk vastgesteld zij dat alleen de voorwerpen, geweven van louter zijde, van louter wol, of van wol en zijde te zamen, zullen belast worden.

10. *Schilderijen, waterverfteekeningen, pastellen, teekeningen en beeldhouwwerken, ter uitzondering van de oorspronkelijke rechtstreeks door den kunstenaar verkochte voorwerpen.* — In beginsel, werd de belasting aangenomen met 4 stemmen tegen 3.

De leden van uwe Commissie, die tegen stemden, voerden aan dat de heffing der weeldebelasting den handel van kunstwerken zou belemmeren, daar de wet van 25 Juni 1921 aan de kunstenaars een onvervreemdbaar volgrecht toestaat op hunne werken die op de openbare veiling worden gebracht; dat het tarief van volgrecht in beginsel 2 t. h. bedraagt en geleidelijk tot 6 t. h. kan gebracht worden.

In eerste aanzicht scheen het, dat de tekst ongewijzigd kon aangenomen worden.

Uwe Commissie heeft erkend dat dit niet het geval was.

Het bezwaar ware niet voorgekomen, indien men slechts den verkoop van schilderstukken mochten bedoelen. Een oorspronkelijk werk was, in dit geval, ontegensprekelijk, alleen datgene dat door den maker was ontworpen en uitgevoerd. De benaming van oorspronkelijke werken moet dus geweigerd worden aan de kopijen door kunstenaars gemaakt van bestaande kunstwerken; in dit laatste geval, heeft de kopist blijkbaar niet een hem persoonlijk kunstidée uitgewerkt.

Reeds deed zich het bezwaar gelden wanneer het steekwerken gold. In de meeste gevallen beperkt zich de kunstenaar tot modeleering. In de meeste gevallen, wordt de verwezenlijking van het kunstwerk in zijn definitieven vorm toevertrouwd aan een ambachtsman of een nijveraer. Het ware ongehoord te beslissen dat alleen zijn geboetseerd model « oorspronkelijk werk » zou zijn. Men hadde moeten aannemen dat « oorspronkelijk » was het eenig stuk waardoor de kunstenaar voor de eerste maal zijn kunstidée had uitgewerkt, zelfs indien voor de uitvoering van het werk de persoonlijke arbeid niet genoegzaam ware geweest.

Het bezwaar was groot waar het de eters betreft. Waar is het oorspronkelijk werk indien het eene medaille geldt? Men kan dit karakter niet alleen geven aan den enkelen stempel die voor den afdruk dient. Dit geldt eveneens wanneer het eene gravure, eene etsplaat betreft. Hier rijst dezelfde vraag, te weten, of eene plaat, die een schilderstuk of een standbeeld weergeeft, kon betiteld worden als kopij van een kunstwerk.

Uwe Commissie stelt U voor te beslissen dat de rechtstreeksche verkoop door den kunstenaar van het voorwerp dat hij zelf heeft vervaardigd of van het voorwerp dat zijn kunstopvatting weergeeft zal vrij zijn van de weeldebelasting. De kunstenaars, inzonderheid de jonge kunstenaars, ontmoeten niet gemakkelijk den liefhebber die hunne werken wenscht te koopen. Men mag de rechtstreeksche betrekkingen tusschen kunstenaar en liefhebber niet belemmeren door de heffing eener belasting.

De belasting is niet verschuldigd dan indien het werk verkocht wordt door iemand anders dan de maker.

Aldus wordt de beteekenis der handelszaken bedoeld bij de nummers 10 en 12 van het artikel nauwkeurig omschreven.

Uwe Commissie stelt u dus voor : 1^o het woord « oorspronkelijk » uit den tekst ons ter beraadslaging door de Regeering voorgelegd, weg te laten en 2^o de nummers 13 en 15 van het ontwerp tot een enkelen tekst te versmelten.

Zij stelt u dus voor de paragraaf betreffende de kunstvoorwerpen te doen luiden als volgt : *Kunstvoorwerpen in brons en in marmer, schilderijen, waterverfsteekeningen, pastellen, teekeningen, beeldhouwwerken en médailles, met uitzondering der werken door den kunstenaar rechtstreeksch verkocht.*

11. *Kunstmatige en gesteriliseerde bloemen; natuurlijke bloemen afgesneden of in potten, broeikas- of kamerplanten, met uitsluiting van deze welke op den openbaren weg verkocht worden.* — Na lange bespreking werd de belasting door de Commissie verworpen.

Het werd niet betwist, dat sommige aankopen, bij voorbeeld die van orchideeën, ontegensprekelijk eene luxe-uitgave zijn. Doch, zooals men reeds deed opmerken in zake aankoop van pasteigebak, is het niet mogelijk, naar het voorbeeld van Frankrijk, cijfers vast te stellen boven welke de uitgave eene luxe- of halve luxe-uitgave is. Bovendien hebben leden aangedrongen op het feit dat de Belgische bloementeel nog steeds beroofd was van hare vooroorlogsehe uitvoerwegen, en dat men voor dat bedrijf de handelszaken moet vergemakkelijken. Men mag gerust beweren, dat deze laatste beschouwing de stemming, door de Commissie uitgebracht, sterk heeft beïnvloed.

Het amendement door de Regeering voorgesteld tot aanvulling van den tekst van artikel 15 van het wetsontwerp werd door uwe Commissie goedgekeurd.

ART. 16

Bijzonder kwitantie-zegel voor de sommen betaald ten titel van huur van brandkasten of voor den aankoop van sterke dranken.

Artikel 1 der wet van 24 October 1919 tot wijziging der wetten op het zegelrecht, enz., bepaalt dat, ter vervanging van het formaatzegelrecht van 25 centiem waaraan de kwijtbrieven krachtens de artikelen 7 en 8 der wetten op het zegelrecht zijn onderworpen, een evenredig recht gevestigd wordt tot beloop van 0.05 voor de kwijtbrieven van meer dan 10 frank en minder dan 100 frank (1); van 10 centiem voor de kwijtbrieven van 100 tot 500 frank; van 20 centiem voor de kwijtbrieven van 500 tot 1,000 frank, enz., telkens met 10 centiem verhooging per 500 frank.

De Regeering stelt u voor, een bijzonder zegelrecht voor kwijtschriften te heffen op de sommen betaald ten titel van huur van brandkasten en voor aankoop van sterke dranken.

In beginsel zou dit recht 10 t. b. bedragen; doch voor de betalingen van minder dan 10 frank zou het recht op 50 centiem worden gesteld; voor de betalingen van 10 frank en meer, zou het, zonder begrenzing, van 5 frank tot 5 frank worden verrekend op het bedrag der betaalde som, afgezien van de breuk van minder dan 5 frank.

De huur van brandkasten, welke aanleiding geeft tot de inning van het bijzonder recht, wordt klaar omschreven in den tekst zelf van het u voorgelegde ontwerp.

Niet hetzelfde kan gezegd worden in zake verkoop van sterke dranken; om klaar te zijn, vraagt de tekst een korten uitleg. De verkoopen welke aanleiding geven tot het heffen van het recht, zijn die van ten minste twee liter, waartoe alleen gemachtigd zijn de handelaars, andere dan de slijters van ter plaatse te verbruiken dranken (art. 1, § 2 der wet tot regeling van het alcoholbedrijf) aan bijzonderen voor het persoonlijk verbruik van den koper of voor zijn huishouden (art. 38, § 2, lid 1 der wet van 28 Augustus 1921 tot het invoeren van nieuwe belastingen).

Er zal kwitantie afgegeven worden voor elke som betaald hetzij wegens de huur van eene brandkast, hetzij wegens den aankoop van sterke dranken; de heffing van het recht zal geschieden door aanbrenging van plakzegels op de kwitantie; met een woord, de heffing dezer belasting zal geregeld en verzekerd worden zooals de zoogenaamde weeldebelasting. Het recht van de Regeering om den vorm der zegels vast te stellen, de straffen voorzien voor de vastgestelde overtredingen, het leveren van het bewijs der overtredin-

(1) Krachten artikel 24 der wet van 28 Augustus 1921, bedraagt het recht thans 10 centiem voor de kwitanties van 10 tot 500 frank.

gen, de wijze van terugbetaling der ten onrechte geheven rechten zijn dezelfde als die voorzien bij de wet van 1921 tot het invoeren van nieuwe belastingen en bij de wet van 16 Juli 1922 tot wijziging of aanvulling der wet van 1921.

Dat is de beteekenis van § 2 van artikel 16 van het wetsontwerp.

Uwe Commissie stelt u voor, dit artikel ongewijzigd aan te nemen.

Door een lid werd gevraagd op welke verkooping van porto het artikel van toepassing is.

Er werd hem geantwoord, dat al de wijnen (porto, madera, malaga) met een gehalte van meer dan 18 graden onder de toepassing vallen der wet van 29 Augustus 1919 tot regeling van het alcoholbedrijf en, onrechtstreeks, onder de toepassing van artikel 16 van het ontwerp.

Bij de behandeling van artikel 16, werd door leden van de Commissie er op gewezen dat de thans van kracht zijnde wetten het gebruik van zegels in zeer uiteenlopende gevallen voorzien; daaruit trokken zij het besluit, dat de belastingschuldige weldra niet meer zoo weten welk zegel hij zou moeten gebruiken om aan de wet te voldoen.

Er werd gezegd dat het beheer voortaan het gebruik van nog slechts één zegel zou opleggen voor al de gevallen waarin de heffing eener belasting zou zijn verzekerd door het aanbrengen van een zegel (1).

Deze vereenvoudiging van de wijze van heffing acht uwe Commissie zeer gelukkig.

ART. 16bis.

Het aannemen van dit artikel wordt gewettigd door de beschouwingen, die op bladzijden 9 en 10 van dit verslag zijn uiteengezet.

ART. 17 en 18.

Wijzigingen in het zegelwetboek.

In artikel 62 van het zegelwetboek (wet van 25 Maart 1891) komt de zeer lange opgave voor van de akten, die vrij zijn van zegel.

Onder de akten, bewijsschriften of geschriften, die door de openbare overheden aan de particulieren worden afgeleverd en thans van het zege; recht zijn vrijgesteld, komen, onder andere, voor : de machtigingen tot bouwen, tot oprichten eener fabriek, tot verkoopen van nieuwe goederen; de diploma's of bewijsschriften van studiën; de zeebrieven; de identiteitskaarten; de bewijsschriften waaruit blijkt dat een fabrieksmerk of eene aanvraag om uitvindingsbrevet werden neêrgelegd; de benoemingsbrieven afgeleverd aan al de personen belast met eenig openbaâr ambt of eenigen openbaren dienst.

(1) Sedert het indienen van dit verslag, werd aan de Kamer een wetsontwerp voorgelegd waarbij dergelijke unificatie wordt verzekerd (Gedr. stuk. Kamer, n^r 279.)

Om vrijstellingen in te trekken, waarvan het behoud niet meer gewettigd is, sedert beslist werd, talrijke nieuwe belastingen te heffen, stelt de Regeering voor, enkele alinea's van artikel 62 van het zegelwetboek ofwel in te trekken ofwel te wijzigen. De onderscheidene, bovengemelde geschriften zouden, volgens de Regeering voortaan kunnen onderworpen worden aan het formaatzegel; uitzondering wordt echter gemaakt voor de identiteitskaarten; van deze zou een zeer gering recht geheven worden: de Regeering stelt voor, het te bepalen op 25 centiem.

Om aan het u toegezonden verslag niet een aanzienlijken omvang te geven, verzoekt uwe Commissie u, de bijlagen van het verslag te lezen; zodoende zult gij u een nauwkeurig denkbeeld kunnen maken van het u voorgelegd voorstel; al de gewijzigde teksten van het zegelwetboek zijn tegenover de artikelen 17 en 18 van het wetsontwerp overgedrukt.

Uwe Commissie heeft de u voorgestelde intrekking van vrijstellingen aangenomen mits dit dubbel voorbehoud:

1^o Zij is van oordeel dat de betaling eener belasting niet aanleiding mag geven tot eene andere belasting; bijgevolg, zoo zij instemt met de intrekking der n^{rs} 40 en 41 van artikel 62 der wet van 25 Maart 1891, waarbij de quitantiën betreffende de betaling van heffingen en belastingen verschuldigd aan den Staat, de provinciën, de gemeenten, de polders en wateringten, worden vrijgesteld van het zegelrecht, dan handelt zij aldus niet om dien vrijdom te doen vervallen, doch integendeel om dezen opnieuw te regelen door een ruimen en algemeenen tekst, die in artikel 19 van het ontwerp zal opgenomen worden;

2^o Uwe Commissie is van meening dat de identiteitskaarten niet aan het zegelrecht moeten onderwerpen worden. Die kaart wordt aan de bewoners van het land afgeleverd, niet omdat zij verlangden ze in hun bezit te hebben, doch omdat het gebruik daarvan door de openbare overheid rechtstreeks opgelegd werd.

ART. 19.

Intrekking der vrijdommen in zake het zegelrecht voor quitantiën.

Het eerste artikel der wet van 24 October 1919, waarvan we niet meer den tekst moeten aanhalen, heeft een geëvenredigd zegelrecht voor de quitantiesingevoerd, dat in beginsel fr. 0.10 per 500 frank bedraagt.

De vrijstellingen bepaald in het zegelwetboek en in talrijke latere wetten werden alsdan behouden.

De lijst van deze vrijstellingen is opgenomen in de bijlage van dit verslag, in eene bijzondere kolom, tegenover artikel 19.

Op grond van het geringe recht dat zou geheven worden door de toepassing der wet van 1919, stelt de Regeering u voor deze vrijstellingen in te trekken.

Zouden nochtans behouden blijven de vrijstellingen:

1^o voor de quitanties van sommen beneden 10 frank;

2^o voor de quitanties die worden afgeleverd onder openbare beheeren en instellingen ;

3^o voor de quitanties afgeleverd in uitvoering van de bepalingen der wet waarbij de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas wordt opgericht onder waarborg van den Staat.

4^o Voor de quitantiën van heffingen en belastingen verschuldigd aan den Staat, aan de provinciën, de gemeenten, de Polders en de Wateringen ; de quitantiën van scheepvaartrechten en van den prijs van vervoer per spoor en een anderen openbaren dienst ; de quitantiën door de belastingschuldigen afgeleverd voor sommen, ten onrechte geheven door die openbare besturen.

Uwe Commissie was van meening, zooals zij deed aanmerken bij artikel 18 van het ontwerp, dat de betaling eener belasting niet mocht belast worden. Niet alleen handhaaft zij de vrijstelling, hieromtrent toegestaan door de n^o 40 en 41 van artikel 62 van het Strafwetboek ; zij bevestigt tevens den vrijdom. Zóó zullen voortaan van het zegelrecht vrijgesteld zijn de quitantiën van de successierechten, die van de registratierechten zonder te onderscheiden of zij al of niet op de akten ingeschreven zijn, de quitantiën van provinciale of gemeentelijke lasten, al of niet op de uittreksels uit de rol geschreven. Daar de scheepvaartrechten gelden als belastingen, kwam het voor, dat de quitantiën, die de betaling daarvan vaststellen, eveneens dienden vrijgesteld te worden. Dezelfde gunst is gegrond voor de kosten van vervoer per spoor.

Wat aangaat de quitantiën afgeleverd aan den Staat, de provinciën, de gemeenten en de openbare instellingen, zij zullen onderhevig blijven aan een geëvenredigd zegelrecht voor quitantie van fr. 0,10 per 500 frank, tenzij zij betreffen eene som, geheven ten onrechte als belasting, of wel kosten van vervoer per spoor.

Het recht komt ten laste van de particulieren die de quitantie afleveren ; zij hebben reeds sedert 1891 (art. 31 der wet van 25 Maart) de kosten te betalen van het zegel wanneer zij met den Staat akten verlijden.

Uwe Commissie stelt u voor den tekst die u door de Regeering wordt voorgesteld aan te nemen.

ART. 21.

Zegelrecht op de quitanties uit het buitenland.

Zooals de Regeering het voorstelt, neemt uwe Commissie in beginsel aan, dat de quitantie, in het buitenland gemaakt, maar in België geïnkasseerd, onderhevig zij aan eene belasting ten bate van den Staat, vermits die quitantie in ons land beschermd wordt door de Belgische wetten.

Uwe Commissie sluit zich echter niet aan bij den tekst van de Regeering.

Deze tekst zegt dat het verboden is een quitantie, die niet vooraf aan het zegel zou onderworpen zijn, te inkasseeren of *ter inkasseering te aanvaarden*.

Welnu, in de Commissie werd erkend dat de vreemdeling dikwijls niet in staat zou geweest zijn zich, in zijn land, de vereischte zegels aan te schaffen en dat, dienvolgens, hij ofwel moest afzien van het afzenden zijner

kwitantie ofwel de instelling, welke hij met de inkasseering belastte, aan eene straf moest blootstellen.

Uwe Commissie stelt u voor te beslissen dat de kwitantie slechts van het zegel moet voorzien zijn op het oogenblik harer inkasseering.

Alzoo zullen de kwitanties, voortaan, zonder bezwaar, in den vreemde kunnen tot stand gebracht worden; zij zullen gemakkelijk en zonder onnoodige kosten voor inkasseering in België kunnen ontvangen worden, daar de inrichtingen, welke zich te onzent bezig houden met dergelijke verrichtingen, het vereischte zegel slechts moeten aanhechten op het oogenblik der betaling.

Een lid der Commissie vroeg of de in den vreemde tot stand gebrachte checks, voor hunne inkasseering in België, aan het zegel zouden onderworpen worden.

Het valt te bemerken dat de uit den vreemde herkomstige checks, welke in België geïnkasseerd worden, moeten verzegeld worden tegen vast recht bepaald bij de artikelen 28 en 29 der wet van 28 Augustus 1921 (het recht van fr. 0.10 indien de check getrokken wordt op een bankier; evenredig recht van fr. 0.10 per 500 frank, in het tegenovergesteld geval, met maximum van 5 frank).

Inderdaad, de check is een handelseffect en, dienvolgens, valt hij onder de toepassing van artikel 43 van het zegelwetboek (wet van 25 Maart 1891), luidende :

« Aan alle personen, aan alle maatschappijen, aan alle openbare gestichten is verboden te innen of te doen innen voor eigen rekening of voor rekening van anderen, zelfs zonder hunne kwijting, handelseffecten in België of in den vreemde gevormd, die niet met het voorgeschreven zegel bekleed of niet voor zegel gevisceerd zijn, op straf eener boete over het twintigste gedeelte van het bedrag der geïnde effecten. »

ART. 22.

Tot welke mededeelingen de verzekeraars gehouden zijn.

Artikel 30 der wet van 30 Augustus 1913, wijziging brengende aan de wetten op de registratie-, hypotheek-, zegel- en successierechten, heeft wijziging toegebracht aan artikel 9, n^r 23, van het zegelwetboek (wet van 25 Maart 1891).

Het recht van formaatzegel, ingesteld bij deze wet van 1891 op de verzekeringspolissen, werd vervangen door een jaarlijksche abonnementsbelasting.

Artikel 35 van voornoemde wet van 1913 bepaalt, ten einde de inning te verzekeren van de abonnementsbelasting, dat binnen de drie maanden volgende op 1 Januari en 1 Juli van ieder jaar, de verzekeraars aan het bevoegde kantoor een staat moeten overleggen, voor echt verklaard, en aangevende voor de loopende kontrakten, welk de grondslagen zijn waarop hunne belasting wordt geheven.

De Regeering beweert dat het aan de ambtenaren niet mogelijk is te controleeren of de afgeleverde staten juist zijn en, dienvolgens, de inning der belasting te verzekeren indien zij van de verzekeraars niet de overlegging kan eischen van hunne registers, polissen of andere stukken.

Men vraagt artikel 22 goed te keuren, ten einde eene leemte in de bestaande wetgeving aan te vullen.

ARTIKEL 23 TOT 26.

Afstand eener handelszaak

Tot in 1919 werden de akten houdende afstand eener handelszaak zelden geregistreerd; daar die handelszaken dikwijls eene aanzienlijke waarde hebben, kon men na den oorlog niet meer dulden dat de overeenkomsten, waartoe zij aanleiding gaven, slechts bij uitzondering zouden bijdragen in de belasting (1). Ook werd artikel 21 der wet van 24 October 1919 tot wijziging der wetten op de registratierechten zonder moeite aangenomen. Daaruit volgt dat de onderhandsche akten, houdende afstand eener handelszaak gevestigd in België, binnen drie maanden moeten geregistreerd worden en, zoo er geene akte is tot vaststelling van den verkoop, moet deze binnen dezelfde tijdruimte aangegeven worden.

De wet van 1919 verzekert dus de heffing van een recht; doch zij heeft het bestaande bedrag niet gewijzigd; ook is dit bedrag verschillend naar den aard van de overgedragen zaak. Geldt de afstand voor de cliënteel, de materiele inrichting en de koopwaren, dan bedraagt het recht 3.80 t. h. en wordt het verrekend op den prijs en de lasten; bedoelt de afstand de handelsschuldvorderingen, dan is het recht bepaald op 1.80 t. h. en wordt het geheven van de hoofdsom der schuldvorderingen; de afstand van het recht op de huur der plaatsen waar de handel wordt gedreven geeft aanleiding tot een verschillend recht dat, volgens de belangrijkheid van den huurprijs, 1, 2, 4 of 6 frank bedraagt.

Nu, de heffing van een recht, waarvan het bedrag veranderlijk is, stemt niet meer overeen met de bepaling, welke van dien afstand wordt gegeven door de rechtsleer en de rechtspraak; anderzijds, ontstaan er misbruiken doordien de belanghebbenden, in sommige gevallen, zelf moeten bepalen welke de waarde is van de goederen, waaruit de overgedragen zaak bestaat.

De Regeering stelt u voor, de belasting « aan te passen » aan den werkelijken toestand en zij wettigt den tekst, dien zij u verzoekt aan te nemen, als volgt :

» Indien men, met sommige schrijvers en met de rechtspraak, aanneemt
» dat eene handelszaak geene disparate vereeniging van voorwerpen van
» uiteenlopenden aard is, maar dat zij eene gerechtelijke individualiteit
» uitmaakt, die geheel onderscheiden is van de samenstellende bestand-
» deelen en haar eigen actief en passief heeft, zoo wordt men logischerwijze
» er toe gebracht te erkennen, eenerzijds, dat de afstand ten bezwarenden
» titel van de handelszaak dient onderworpen aan een bijzonder recht dat
» hetzelfde blijft, ongeacht den aard der goederen waaruit de zaak is samen-
» gesteld; en, anderzijds, dat dit recht dient vereffend op den bedongen
» prijs, met inbegrip der lasten, zonder nochtans daarbij de schulden te

(1) Gedrukte stukken Kamer, Zittingsjaar 1918-1919, bl. 739-740.

» voegen in verband met de onderscheidene in de overgelaten zaak begrepen voorwerpen en die de verkrijger overneemt en zich verbindt te betalen. Dat stelsel bestaat reeds lang voor de afstanden van actiën of van aandelen in de handelsvennootschappen ».

« Het thans van kracht zijnde regiem is nog gebrekkig uit een ander oogpunt. Gezien, eenerzijds, dat de afstand van het recht op de pacht aan het evenredig recht niet onderworpen is en, anderzijds, dat de partijen gemachtigd zijn den gedwongen prijs te verdeelen over elk der categorieën waaruit de overgelaten zaak bestaat, zoo kunnen de belanghebbenden het deel van den prijs in verband met den afstand van het recht op de pacht op eene overdreven som ramen en aldus, ten nadeele der Schatkist, de heffing van het evenredig recht dat verschuldigd is op het overlaten van het materieel, van de koopwaren en van de beklanting verminderen.

» De bij artikelen 25 tot 26 van het ontwerp voorgestelde teksten wijzigen de geldende wetgeving te dien opzichte en vaardigen daarenboven zekere maatregelen uit, ten einde de inning van de belasting op het overlaten van handelszaken en cliënteel ».

Uwe Commissie heeft den ū voorgestelden tekst aangenomen.

ART. 27.

Samenwerkende vennootschappen en credietverenigingen.

Door de wet van 2 Juli 1875 worden de samenwerkende maatschappijen vrijgesteld van onderscheidene zegel-, registratie- en griffierechten; bovendien bepaalt gemelde wet dat de akten betreffende de samenwerkende maatschappijen kosteloos in het *Staatsblad* worden bekendgemaakt.

In beginsel stelt de Regeering de afschaffing van een feitelijk volledigen fiskalen vrijdom voor; zij vraagt, dat de fiskale regeling der naamlooze vennootschappen van toepassing worde gebracht op de samenwerkende maatschappijen en op de credietverenigingen. Bovendien is zij van gevoelen, dat de samenwerkende maatschappijen nog twee gunsten moesten genieten: 1° het register der leden van de vennootschap diende vrij te worden gesteld van het zegelrecht; 2° de nominatieve titels van de rechten der deelgenooten zouden niet onderworpen zijn aan het evenredig recht van 1 frank per 1000 frank, maar aan een vast zegelrecht van 50 centiem. Anderzijds, zou de fiskale regeling, door de wet van 1875 ingevoerd, niet geheel worden afgeschaft, maar van kracht blijven voor sommige maatschappijen, namelijk voor die welke ten doel hebben ofwel het bouwen van werkmanswoningen of van goedkoope woningen ofwel het oprichten van waterbedeelingen.

De leden van uwe Commissie voor de Financiën hebben zeker aangenomen dat, zooals de Memorie van Toelichting zegt, tal van samenwerkende maatschappijen de voordeelen der wet van 1875 niet verdienen; sommige leden hebben zelfs aangenomen, dat de tegenwoordige toestand onzer financiën eene strenge contrôle eischt over de fiskale vrijstellingen die werden toegekend toen de behoeften van de Schatkist niet te vergelijken waren met de tegenwoordige behoeften.

Niettemin werd het voorstel der Regeering hevig bestreden.

Sommige leden hielden staande, dat het onmogelijk was de wet van 1873 in beginsel af te schaffen. Zij deden opmerken, dat de samenwerkende maatschappij de eenige groepeeringswijze was die, ingericht ten voordeele van den weinig begoeden stand om de levensduur te verminderen, uit de door de openbare machten verleende toelagen geen voordeel trok; deze voordeelen worden slechts aan de mutualiteiten en aan de syndicaten toegekend. Deze zelfde leden die, van hunnen kant, de vereenigingen, welke uitteraard naamlooze vennootschappen zijn en slechts het masker van cooperatief dragen, niet meer wilden bevoordeelen, hebben verklaard, dat het mogelijk was de vereischten op te sommen, waaraan de toepassing der wet van 1873 zou worden onderworpen. Zij dachten dat voortaan de misbruiken zouden worden geweerd, indien men eene meening overnam, welke tijdens de bespreking van de overdrachtsbelasting werd verdedigd. Men heeft, inderdaad, toen beslist — doch het door de Kamer met dit doel ingediend amendement werd niet aangenomen — dat de vrijstelling van de belasting toegelaten voor de overdrachten ter uitvoering van verkooping van openbare machten voor hunne bevoorradingsdiensten gedaan, zou worden uitgestrekt tot de handelszaken « ter uitvoering van verkooping van samenwerkende maatschappijen van verbruik en van voortbrenging, door » beambten en werklieden opgericht zonder winstbejag » (1).

Eene andere groep der Commissie heeft, integendeel, in beginsel, hare goedkeuring laten blijken voor het voorstel der Regeering; die leden waren van gevoelen dat de voordeelen welke de cooperatieven voortaan nog zouden genieten, voldoende belangrijk waren om, vooral indien zij nog werden vergroot, de inrichting en de werking dezer maatschappijen te waarborgen.

Ten slotte is er in de Commissie eene meerderheid ontstaan, welke aangenomen heeft dat de toepassing der wet van 1873 zou beperkt worden bij de nadrukkelijk voorziene gevallen en dat de fiskale regeling der naamlooze vennootschappen in beginsel dezelfde wezen zou voor de samenwerkende maatschappijen en de credietvereenigingen. Deze meerderheid heeft echter slechts hare meening uitgesproken, wanneer de Commissie eenparig had beslist, dat het vast recht van 50 centiem op de nominatieve titels van de rechten der deelgenooten tot op 25 centiem zou worden verminderd. Immers, het werd erkend dat sommige sociale aandeelen minder dan 5 frank bedragen; onder deze omstandigheden kon de inning van een recht van 50 centiem niet gebillijkt worden.

De vaststelling van den belastbaren grondslag, tot de inning van het registratierecht, zal geen bezwaar hoegenaamd lijden, ofschoon het maatschappelijk kapitaal in eene samenwerkende vennootschap uitteraard zelf veranderlijk is; immers, krachtens artikel 117 der samengevoegde wetten op de handelsmaatschappijen, moet de oprichtingsakte aangeven « de wijze waarop het maatschappelijk fonds wordt gevormd of later zal samengesteld worden en het minimum daarvan. »

(1) *Handelingen der Kamer*, zittingsjaar 1920-1921, bladz. 2459 en volgende.

Dit minimum zal tot grondslag worden genomen, in zooverre wel te verstaan uit de akte niet blijkt, dat bij de oprichting der maatschappij een hooger kapitaal werd ingeschreven.

ART. 28.

Eedaflegging.

Artikel 1 der wet van 31 December 1888 tot vermindering der registratierechten op de akten van eedaflegging, bepaalt : « *Zijn onderworpen aan een vast registratierecht van fr. 250 (thans op 5 frank) de akten van eedaflegging vereischt bij het in bediening treden van alle burgers die bekleed worden met een openbaar ambt of eenen openbaren dienst van welken aard ook, in het belang van den Staat, provincie, gemeente of openbare gestichten, wanneer de betrekking destijds niet bezoldigd is of de bezoldiging niet meer bedraagt dan 1,500 frank.* » Het artikel voegt er aan toe, dat het recht op 5 frank wordt gesteld (thans op 10 frank) : 1^o wanneer de bezoldiging meer bedraagt dan 1,500 frank; 2^o wanneer het akten van eedaflegging geldt van advocaten, pleitbezorgers, notarissen en deurwaarders.

Artikel 2 van die wet van 1888 bepaalt echter dat « *zijn vrij van registratie de eedaflegging in handen des Konings; die van officieren en andere personen deel uitmakende van leger of burgerwacht en de eedaflegging uit hoofde van niet bezoldigde betrekkingen, verleend bij verkiezing of anderszins, welke geene gelijktijdige of te voorziene bezoldiging medebrengen* ».

De Regeering is van oordeel dat de tegenwoordige toestand van de Schatkist het behouden van dit voorrecht, dat sommige personen genieten, niet kan toelaten; zij vraagt de intrekking er van, en de algemeene heffing van een vast recht van 5 of van 10 frank.

Uwe Commissie voor de Financiën verzoekt u het voorstel van de Regeering aan te nemen.

ART. 29.

Vermindering van de registratie-, successie- en overgangsrechten bij overlijden voor zekere giften en legaten.

Krachtens artikel 2 der wet van 30 Augustus 1913, tot wijziging van de wetten op de registratierechten, enz., is het registratierecht bepaald op 5 t. h. voor de giften aan de provinciën en aan de gemeenten met bepaalde bestemming voor het onderwijs of voor onderstandswerken, en voor de giften aan de godshuizen, aan de weldadigheidsbureelen, de Bergen van Barmhartigheid, de commissies voor studiebeurzen, de universiteiten met rechtspersoonlijkheid, de seminariën, de kerkfabrieken, de consistoriën en de synagogen.

Het tarief der rechten van successie en van overgang bij overlijden voor wat diezelfde instellingen gekregen of verworven hebben, is niet progressief, zooals de successierechten het zijn, die sedert den wapensstilstand werden ingevoerd;

Artikel 20 der wet van 11 October 1919 (1) tot wijziging van de wetten op de successierechten... en van de artikelen 742, 753 en 755 van het Burgerlijk Wetboek, bepaalt, inderdaad, dat op de giften, gedaan aan de moreele lichamen aangeduid in de voornoemde wet van 1913 (art. 46), het verminderd evenredig recht, hetzij 5 frank per 100 frank, dat van kracht was, toepasselijk is. Men moet er hier echter op wijzen dat dit artikel 20 van de wet van 1919 bovendien bepaalt, vooreerst, dat bij de opsomming van de instellingen die het evenredig voorkeurtarief genieten, moeten gevoegd worden de liefdadige vrouwenkloosters die rechtspersoonlijkheid (2) bezitten, en vervolgens dat het tarief, zooals ten andere de administratieve rechtspraak het had aangenomen, enkel zal toegepast worden op de Belgische gemeenschappen.

Bijzondere wetten hebben het hooger uiteengezet gunststelsel op sommige instellingen van toepassing gemaakt. Onder meer :

1^o Het Nationaal Werk der Oorlogsweezen (art. 10 der wet van 15 Juni 1919);

2^o Het Nationaal Werk der Kindsheid (art. 22, lid 2, der wet van 5 September 1919);

3^o Het Nationaal Werk der Oorlogsinvaliden (art. 8 der wet van 11 October 1919);

4^o De Nationale Maatschappij voor Goedkoope woningen; de aangenomen maatschappijen en de maatschappijen voor werkmanswoningen beheerscht door de wetten van 9 Augustus 1889 en van 30 Juli 1892; de beschermingsmaatschappijen (art. 27, lid 2, der wet van 11 October 1919 tot oprichting eener Nationale Maatschappij).

Wonder genoeg, op sommige openbare instellingen en instellingen van openbaar nut was geen enkele gunstregeling van toepassing.

Laten wij vermelden als openbare instellingen : de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas, de Mijschool te Bergen, de Hooge Koloniale School te Antwerpen, het Nationaal Mijninstituut te Frameries, de Koninklijke Inrichting te Meessen, en ook de Universitaire Stichting opgericht bij de wet van 6 Juli 1920; men kan, inderdaad, naar het voorkomt, het niet eens zijn over de vraag, of zij met de Commissiën der Studiebeurzen mag gelijkgesteld worden.

Sommigen zijn er over verwonderd, dat voor de instellingen van openbaar nut, opgericht krachtens de artikelen 27 en volgende der wet van 27 Juni 1921 op de vereenigingen zonder winstgevend doel, het gemeene recht — de betaling van het recht van 22.50 t. h. — behouden werd.

Uit het bovenstaande blijkt dat de van kracht zijnde wet niet door een algemeen beginsel is beheerscht.

Deze onsamenhangende regeling wilde de Regeering vervangen door eene oordeelkundige regeling.

Zij stelde bijgevolg voor :

1^o Al de giften en legaten, ten behoeve van de openbare besturen en open-

(1) N^o 109 ven 1918-1919.

(2) Decreet van 18 Februari 1809.

bare instellingen, te onderwerpen aan een gelijk recht. Dit recht zou 10 t. h. bedragen. Het verdubbelen van het vroeger evenredig recht (5 tot 7 t. h.) was gewettigd doordien men het in verhouding moest brengen tot het bedrag van het klimmend recht, waaraan de particulier sedert den wapenstilstand is onderworpen ;

2° Aan het evenredig recht van 15 t. h. te onderwerpen : de giften en legaten ten behoeve van al de instellingen van openbaar nut, opgericht hetzij vóór, hetzij na de wet van 27 Juni 1921 op de vereenigingen zonder winstgevend doel. De bepaling van het recht op 15 t. h. steunde op de beschouwing dat, eenerzijds, het behouden van het recht van 22.50 t. h. onbegrijpelijk voorkwam wanneer eene schenking niet meer tot bevordering van een bijzonder of privaat belang gedaan werd, en dat, anderzijds, het toepassen van het verminderd recht van 10 t. h. moest voorbehouden blijven voor instellingen, rechtstreeks door de openbare machten beheerd ;

3° En, bij wijziging van den tekst van het oorspronkelijk ontwerp, de vereenigingen met winstgevend doel gelijk te stellen met de instellingen van openbaar nut, wanneer het Koninklijk besluit, dat haar machtiging verleent tot het aanvaarden van eene gift of van een legaat, zou verklaren dat zij van algemeen belang zijn.

De verhooging van het recht op de schenkingen ten behoeve van de openbare besturen en de openbare instellingen werd niet besproken. Uwe Commissie heeft aangenomen dat het evenwicht, hetwelk de Regeering voorstelde tot stand te brengen, diende te worden hersteld.

Men behandelde integendeel de voorgestelde vermindering van recht ten behoeve van de instellingen van openbaar nut, opgericht overeenkomstig de wet op de vereenigingen zonder winstgevend doel, alsmede de gunst voorgesteld voor de vereenigingen zonder winstbejag, die van algemeen nut worden verklaard bij het Koninklijk besluit, dat haar machtiging verleent om eene gift of een legaat te aanvaarden.

Door een lid werd gevraagd dat de gunst volkomen ingetrokken worde : de vereeniging zou, naar zijne meening, moeten behandeld worden als een particulier persoon.

Andere leden hebben, integendeel, het beginsel der vermindering van het recht aangenomen, doch slechts in bijkomende orde. In dit geval ontzegden zij aan de Regeering het recht om te bepalen wanneer de Vereeniging zou kunnen erkend worden van algemeen belang te zijn : over deze erkenning zou het Parlement moeten beslissen.

Andere leden waren van meening dat de tekst, die u ter behandeling is voorgelegd, of althans het u toegezonden verslag nader zou moeten omschrijven van welke voorwaarden bedoelde erkenning zou moeten afhankelijk gesteld worden.

Naar het voorkomt, zou men, op grond der wet van 27 Juni 1921, daaraan kunnen voldoen.

De wet bepaalt, inderdaad, bij artikel 27, dat de instellingen, die, *met uitsluiting van stoffelijk winstbejag, het tot stand brengen nastreven van een werk op gebied van philanthropie, godsdienst, wetenschap, kunst, opvoedkunde*, de rechtspersoonlijkheid kunnen bezitten al zijnde van openbaar nut.

Waar bepaald werd dat de erkenning van eene vereeniging zonder winstbejag en van algemeen belang alleen dan zal mogen gedaan worden wanneer het oprichten van eene instelling van openbaar nut is toegelaten, beperkte men, eenerzijds, de machten van de Regeering, doch legde men, anderzijds, aan de twee soorten van vereenigingen, voorzien bij de wet van 1921, gelijksoortige levensregelen op, wanneer de vereeniging zonder winstgevend doel op de instelling van openbaar nut geleek.

De Commissie, die uitspraak moest doen, werd verzocht te beslissen dat elke gunst zou ontzegd worden aan de instellingen opgericht krachtens de wet van 1921 op de vereenigingen zonder winstgevend doel.

Dit voorstel werd aangenomen met 4 tegen 3 stemmen en 1 onthouding:

Uit deze stemming blijkt :

1° Dat uwe Commissie het amendement verwerpt, waardoor de Regeering de van algemeen belang verklaarde vereenigingen zonder winstbejag gelijkstelde met de openbare instellingen ;

2° Dat zij u voorstelt, den u voorgelegden eersten tekst aan te vullen door een nieuw lid, luidende :

De giften en legaten ten behoere van de instellingen van openbaar nut, die rechtspersoonlijkheid hebben verkregen, krachtens de wet van 27 Juni 1921, blijven onderworpen aan het gemeene recht.

ART. 30.

Recht te betalen door de erfgenamen in de zijlinie voor wat zij in een nalatenschap boven hun wettelijk aandeel erven.

Krachtens de wet van 27 December 1817, was alles, wat een erfgenaam in de zijlinie in eene nalatenschap boven zijn wettelijk aandeel erfde, onderhevig aan het successierecht vastgesteld voor de overervingen bij overlijden tusschen niet verwante personen.

Dit stelsel werd ingetrokken door de wet van 11 October 1919; het successierecht moest voortaan worden betaald op het netto aandeel door elken rechtverkrijgende geërfd volgens een bij reeksen progressief tarief. Het bedrag van de belasting was dus in rechtstreeksche verhouding tot de verrijking die het overlijden van den *de cuius* aan den erfgenaam bracht. Daaruit vloeide voort dat, wanneer de erfgenaam bij testament boven zijn wettelijk aandeel erfde, het bedrag van het recht dat op hem toepasselijk was, vaak meer bedroeg dan wanneer hij enkel het deel erfde waarop hij volgens de wet recht had.

In 1921 vroeg de Regeering aan het Parlement terug te komen tot de beginselen van 1817, daar de hervorming van 1919, beweerde zij zonder het te bewijzen, aanleiding gaf tot bedrog en schade voor de Schatkist (1).

(1) Memorie van Toelichting tot heffing van nieuwe belastingen. Zittingsjaar 1920-1921, n° 296.

Dit voorstel werd verworpen, eenigszins om de redenen in 1919 ingeroepen om de wet van 1817 in te trekken, maar hoofdzakelijk omdat elke wijziging aan het stelsel van 1919 zou schade berokkenen aan de erfgenamen wier toestand het meest belang verdient (1).

De Regeering komt er nogmaals op terug; ditmaal stelt zij echter niet meer voor den begunstigten erfgenaam als een niet bloedverwant te doen betalen, maar wel de erfgenamen in de zijlinie te onderwerpen aan de rechten waaraan, op het overeenkomend erfdeel, de erfgenamen in den nakomenden graad zijn onderworpen, en de naneven of de erfgenamen van denzelfden graad te onderwerpen aan de rechten die de niet verwante personen belasten.

In het geval, dat in de Memorie van Toelichting als voorbeeld wordt aangehaald, zou de betaling van de rechten in de onderscheidene veronderstellingen als volgt geschieden :

(1) Verslag van den heer Wauwermans over het hooger genoemd wetsontwerp.

Actief der nalatenschap : 60,000 frank.

Eerste veronderstelling.

Erfgenenamen : Twee broeders, waarvan een algemeene legataris is.

Fr.	5,000 tot 5 t. h.	fr.	250
»	5,000 » 6 t. h.	»	300
»	40,000 » 7 t. h.	»	700
»	40,000 » 8 t. h.	»	800
»	20,000 » 9.60 t. h.	»	1,920
»	40,000 » 40.80 t. h.	»	1,080
		fr.	5,050

Verhooging van 50 t. h. voorzien bij de wet van 16 Augustus 1920 . . fr. 2,525

Te zamen. . fr. 7,575

Rechten die volgens de thans geldende regeling verschuldigd zijn. . . . fr. 6,825

Tweede veronderstelling.

Erfgenenamen : Twee neven, waarvan een algemeene legataris is.

Fr.	50,00 tot 6 t. h.	fr.	300
»	5,000 » 7.20 t. h.	»	360
»	40,000 » 8.40 t. h.	»	840
»	40,000 » 9.60 t. h.	»	960
»	20,000 » 11.20 t. h.	»	2,240
»	40,000 » 12.60 t. h.	»	1,260
		fr.	5,960

Verhooging van 50 t. h. voorzien bij de wet van 16 Augustus 1920 . . fr. 2,980

Te zamen. . fr. 8,940

Rechten die volgens de thans geldende regeling verschuldigd zijn. . . . fr. 8,190

Derde veronderstelling.

Erfgenenamen : twee naneven, waarvan een algemeene legataris is.

Fr.	5,000 tot 7 t. h.	fr.	350
»	5,000 » 8.40 t. h.	»	420
»	40,000 » 9.80 t. h.	»	980
»	40,000 » 11.20 t. h.	»	1,120
»	20,000 » 12.80 t. h.	»	2,560
»	40,000 » 14.40 t. h.	»	1,440
		fr.	6,870

Verhooging van 50 t. h. voorzien bij de wet van 16 Augustus 1920 . . fr. 3,435

Te zamen. . fr. 10,305

Rechten die volgens de thans geldende regeling verschuldigd zijn. . . . fr. 9,555

Daar de meerderheid van de Commissieleden het door de Regeering voorgestelde beginsel aanvaardde, heeft uwe Commissie enkel onderzocht of men niet te ver ging met de na-neven en de oudooms gelijk te stellen met vreemdelingen.

Zij heeft erkent dat, wanneer men in zijn geheel het beginsel aanvaardde dat de begunstigde bloedverwant zou betalen op zijn extra-wettelijk aandeel, als erfgenaam in den nakomenden graad, de na-neven en de oudooms niet mochten behandeld worden als vreemdelingen zonder meer, vermits zij in het tarief der rechten den graad bezitten die onmiddellijk dezen voorafgaat die niet meer als verwanten behandeld worden.

Dit is moeilijk te verdedigen. Oudooms en na-neven hebben recht op een deel van de nalatenschap; de oudooms zijn in den 4^{den} graad, de na-neven zijn de afstammelingen van de broeders en de zusters van den overledene; eene vermindering van de rechten die op hen toegepast worden, net of zij geene verwanten waren, is dus billijk; de Commissie stelt u een amendement in dien zin voor.

Het recht, dat deze erfgenamen zouden moeten betalen, zou zijn het recht dat de niet bloedverwanten moeten betalen. Doch dit recht zou verminderd zijn met $\frac{1}{5}$, zooals blijkt uit de hierna aangehaalde tabel, waarin voor de berekeningen van de rechten, verschuldigd in de derde veronderstelling, rekening werd gehouden met het amendement zooals het werd aangenomen. Men is nog getroffen door de aanzienlijkheid van de belasting die opgelegd wordt aan den erfgenaam die ook legataris is.

ART. 31.

Vrijgestelde erfenissen.

Om aan de Schatkist nieuwe middelen te verschaffen stelt de Regeering voor :

1^o Vermindering van het minimum van vrijstelling voor de toepassing van het successierecht, door het minimum te brengen van 2,000 op 500 frank;

2^o Intrekking van de belastingvermindering, zooals deze is bepaald in de bestaande wet, ten voordeele van de erfgenamen of legatarissen die nakomelingen hebben.

Met 5 tegen 2 stemmen heeft uwe Commissie beslist dat het tegenwoordige minimum van vrijstelling, hetzij 2,000 frank, niet kon behouden blijven met het oog op de financiële behoeften.

Uwe Commissie heeft echter ook met 5 tegen 2 stemmen beslist u voor te stellen dit minimum te bepalen, niet op 500 frank, zooals de Regeering het vroeg, doch op 1,000 frank, welk cijfer thans meer en meer het minimum benadert, dat vrijgesteld was naar luid van artikel 24, 4^o der organieke wet van 27 December 1817, of fr. 634.92.

De volledige afschaffing van belastingvermindering ten bate van erfgenamen of van legatarissen die gezinslast hebben, werd hevig bestreden. De argumenten ten voordeele van die stelling zijn gekend.

Sommige leden der Commissie waren van oordeel dat de overlevende echtgenoot alleen de vermindering moest genieten, welke zou berekend worden volgens het getal kinderen uit het huwelijk overgebleven.

Ten slotte, heeft uwe Commissie eenparig besloten (negen leden waren aanwezig op de vergadering toen deze quaëstie besproken werd) dat aan de in voege zijnde wetgeving niet zou getornd worden.

Uit deze stemming blijkt dat uwe Commissie u voorstelt de laatste alinea te doen wegvallen van artikel 31 u door de Regeering onderworpen.

ART. 32.

Opening der brandkasten.

De Regeering rechtvaardigt als volgt de u voorgestelde bepaling :

« Het gebeurt dikwijls, de ondervinding heeft het bewezen, dat onmiddellijk na het afsterven van een huurder eener brandkast ter bank, zijn echtgenoot of zijne erfgenamen de brandkast openen en den inhoud er van wegnemen zonder de Bank van het afsterven te verwittigen ; later maken zij het overlijden aan de Bank bekend en als deze den inventaris van den inhoud der brandkast wil opmaken, stelt zij vast dat deze ledig is. Daaruit volgt dat vele in de brandkasten ter Bank neergelegde titels aan toonder aan het erfenisrecht ontsnappen. Het kwaad spruit voort uit het feit, dat de wetgever van 1919 enkel aan de personen, die *als lasthebber* optreden en vragen om eene brandkast te openen, de verplichting oplegt hunne identiteit te bewijzen en hunne handteekening op een daartoe bestemd register te stellen.

« De voorgestelde tekst, die er zich toe bepaalt in den huidige tekst de woorden « die optreedt als lasthebber » te doen vervallen, heeft ten doel het hiervoor aangeduid bedrog te verhinderen ».

Uwe Commissie stelt u voor de bepaling te verwerpen.

Vooreerst werd er niet vastgesteld dat er genoegzaam misbruiken zijn geweest om de voorgestelde bepaling te wettigen welke, reeds tweemaal, door den wetgever werd afgewezen.

Doch er werd vooral aangedrongen op het feit, dat de straffen, in geval van ontdekt bedrog, streng waren ; dat het Beheer over tien jaar beschikte om de ontrokken rechten weder in te vorderen ; dat het Beheer beter dan voorheen het vermogen kende van den belastingplichtige, dank zij de wet tot invoering der inkomstenbelasting ; dat dus geene overdreven boete gerechtvaardigd was. De nmenging van den fiscus in gelijk welke behandeling van het normale leven, verwekt het wegvlieden van het kapitaal of de ontduiking van hetzelfde. Dit wordt bewezen door de geschiedenis van het tijdvak van verval en het voorbeeld onlangs gegeven door de naburige en geallieerde landen bewijst, dat de opbrengst der belasting vermindert wanneer al de handelingen van het privaat leven door de Regeering gecontroleerd worden.

ART. 33.

Erfenissen welke in den vreemde gelegen onroerende goederen omvatten.

Door de Regeering wordt als volgt de bepaling toegelicht, welke zij ons vraagt goed te keuren :

» Volgens de van kracht zijnde wetgeving, is het erfenisrecht verschuldigd op de algeheelheid van het door den overledene achtergelaten vermogen, met inbegrip van de in den vreemde gelegen onroerende goederen.

» In dezen stand onzer wetgeving zijn de buiten onze grenzen gelegen onroerende goederen, die ten gevolge van het overlijden van eenen inwoner des Rijks overgedragen worden, in den regel aan eene dubbele heffing onderworpen : een in België, eene andere in het land van de ligging der goederen.

» Deze dubbele heffing voor eenzelfde feit is natuurlijk al te streng en heeft herhaalde en wettige protesten uitgelokt. De strengheid van het regime deed zich vooral gevoelen sinds dat België, in navolging van het meerendeel der landen van Europa, in zake erfenisrechten, het beginsel van het klimmen der belasting naar verhouding van 't vermogen aangenomen heeft.

« De bezwaren welke onze wetgeving te dien opzichte baarde, dienen ondervangen te worden. Zulks is het doel van het bepaalde bij artikel 33 van het ontwerp. Dit artikel ontslaat, in feite, van het erfenisrecht, het deel van het zuiver bedrag der erfenis, dat gevormd wordt door de buiten ons grondgebied gelegen onroerende goederen en zulks ten beloope van het gelijksoortig recht waarvan de betaling, uit hoofde van gemelde onroerende goederen in het land hunner ligging, door de erfgenamen of legatarissen bewezen wordt. Dit beteekent dat geheele kwijtschelding van het in België volgens de bestaande wetgeving verschuldigd recht toegestaan wordt, wanneer het door den vreemden Staat geheven recht gelijk of hooger is, en dat, in de tegenovergestelde veronderstelling, de ontlasting aan laatstgenoemd recht gelijk zal zijn. »

Uwe Commissie heeft zich spontaan vereenigd met het beginsel van het Regeeringsvoorstel. Dit voorstel, wat den grond betreft, is niet nieuw en komt op zijn tijd.

Sinds langen tijd, werd de onrechtvaardigheid van de betaling eener zelfde belasting in het land waar de successie openvalt en in het land waar de geërfde goederen zijn gelegen, bij het Belgisch Parlement aangeklaagd. In 1905, toen de heer Janson op die dubbele betaling had gewezen, in den loop der behandeling van de begroting van 's Lands middelen, werd hem door den heer Beernaert geantwoord : dat de tweevoudige inning niet gebillijkt was en dat in Frankrijk eene wetgeving, welke dezelfde bekrachtigde, met den naam van « sauvage » werd betiteld (1). In 1910, toen het successierecht evenredig was en niet progressief, stelde de heer Busschaert vast dat de fiscus, waar hij een recht deed betalen in België en in Frankrijk, een vierde en soms een derde der successie opstreek (2).

Met het beginsel der geleidelijke opklimming der belasting in België aan te nemen, heeft men meer dan ooit de oplossing noodzakelijk gemaakt van het probleem dat dienaangaande gesteld was, en het Instituut van interna-

(1) *Handelingen der Kamer*, Zittingsjaar 1905-1906, bl. 283.

(2) *Handelingen der Kamer*, Zittingsjaar 1910-1911, bl. 525.

tionaal recht wees, tijdens zijn achtsten zittijd, gehouden te Grenoble in 1922, eene mogelijke oplossing aan (1).

In Frankrijk bedraagt het tarief der successierechten in neerdalende linie van den eersten graad 1 t. h. voor de reeks die als grondslag wordt genomen (2,000 frank) en het groeit geleidelijk tot 7 t. h. voor de reeksen die 1 miljoen overtreffen, tot 17 t. h. voor de reeksen die 50 miljoen overtreffen. Voor de nalatenschappen geërfd door bloedverwanten boven den vierden graad en voor de niet verwante personen, zijn de cijfers van het tarief onderscheidenlijk 25 t. h., 40 t. h. en 59 t. h. Men vergeet daarbij niet dat er voor elke nalatenschap, waarbij de overledene niet ten minste vier kinderen nalaat, er bovendien eene progressieve belasting geheven wordt, bij reeksen, op het globaal netto kapitaal van de nalatenschap (2).

In Holland betalen de overlevende echtgenoot en zijne afstammelingen in de rechte linie van den eersten graad, op de grondslagreeks (1,000 gulden en minder), 3.50 t. h.; 8 t. h. op de sommen boven 500,000 gulden. De rechten te betalen door de grootooms, de na-neven en de niet verwante personen bedragen onderscheidenlijk 58 tot 47 t. h. (3).

Wanneer wij dus het voorbeeld hernemen dat in de Memorie van Toelichting aangegeven wordt om het bedrag van het successierecht vast te stellen dat in België moet betaald worden wanneer een erfgenaam meer dan zijn wettelijk aandeel erft, verondersteld dat in dit geval de nalatenschap van 60,000 frank hetzij uitsluitend in België gelegen goederen omvat, hetzij 30,000 frank in Frankrijk gelegen onroerende goederen, hetzij 30,000 frank in Holland gelegen

(1) De *Revue Pratique du Notariat Belge* nummer van 10 Februari 1923, geeft ons den tekst der wenschen, door dit Instituut uitgebracht :

« Het *Institut de Droit international* brengt den wensch uit, dat de Staten overeenkomsten zouden » sluiten tot het weren der zware onrechtvaardigheden van de dubbele belasting, inzonderheid » in zake mutatierecht bij overlijden « successierechten ». Deze overeenkomsten zouden de Staten » moeten verplichten in hunne wetten sommige bepalingen te lassen over de beperking dezer » belastingen, in internationaal opzicht, bepalingen eenvorming gesteund op de volgende beginselen :

» De goederen worden, in beginsel, onderworpen aan het successierecht in den Staat, waar de » overledene zijn domicilie had, mits voorbehoud der volgende bepalingen :

» Worden aan het successierecht onderworpen :

» 1° De onroerende goederen in den Staat waar zij gelegen zijn; de meubelen die op bestendige wijze, in het onroerend goed geplaatst of te dezès gebruik staande, worden gelijkgesteld » met de onroerende goederen;

» 2° Al de andere goederen die het vast of het bedrijfskapitaal uitmaken tot inbedrijfneming » van een onroerend goed of van eene industriele of handelsinrichting, in den Staat waar dit onroerend goed of deze inrichting gelegen zijn;

» 3° De hypotheecaire schuldvorderingen, in den Staat waar het belast goed gelegen is.

» De klimmende belasting op de nalatenschappen moet slechts éénmaal betaald worden.

» De overeenkomsten tot het weren van dubbele belasting in zake mutatie bij overlijden, dienden » billijke regels vast te stellen betreffende het voorrecht in zake klimmende belasting en, desgevallend, betreffende de verdeling onder de betrokken Staten.

» Wanneer de nalatenschap uit goederen bestaat, die zich in onderscheidene landen bevinden, » mag het bedrag van de belasting slechts door een dezer landen berekend worden. »

(2) Zie Bijlage 1 en 2.

(3) Zie Bijlage 3.

onroerende goederen, zouden de rechten, door den erfgenaam te betalen, onderscheidenlijk belooopen tot 7,575 frank, 11,555 frank of 13,815 frank.

Het is wellicht nuttig, gevallen aan te halen, zeldzame gevallen voorzeker, maar die zich kunnen voordoen. Voor een legaat van 60,000 frank in België nagelaten aan een met den *de cuius* niet verwanten persoon, zou men 13,650 fr. betalen, wanneer het legaat enkel in België gelegen goederen omvat; 31.010 frank wanneer de goederen uitsluitend in Frankrijk, en 58.590 frank wanneer de goederen uitsluitend in Holland waren gelegen.

De voorgaande beschouwingen billijken het beginsel waarop de tekst, dien de Regeering u vraagt goed te keuren, steunt.

Over den tekst zelf werden opmerkingen gemaakt.

De Regeering stelt voor, de in België betaalde successierechten slechts te verminderen met het bedrag der rechten betaald in den vreemde voor de onroerende goederen aldaar gelegen.

Men heeft in de Commissie gevraagd of de vermindering niet de rechten betaald voor de roerende goederen moest omvatten.

Het was uw verslaggever niet mogelijk te onderzoeken of, en in welke mate, in het buitenland successierechten geheven worden op de roerende waarden die behooren tot de nalatenschap van een inwoner van ons land.

Over het algemeen wordt aangenomen dat de nalatenschap in burgerlijk recht, wordt beheerscht, zoo voor de lichamelijke als de niet lichamelijke roerende goederen, door de wet van de woonplaats van den eigenaar.

Men mag dus zeggen dat het billijk is het Belgisch tarief van successierecht in zijn geheel toe te passen op het gansche roerend vermogen door een inwoner van het Rijk nagelaten.

Eenige leden van de Commissie hebben ook wijzigingen voorgesteld in den tekst van de Regeering, betreffende de wijze van berekening der vermindering voor de in België betaalde rechten.

Een lid heeft voorgesteld den tekst van artikel 33 als volgt te wijzigen :

« Wanneer het actief der nalatenschap van eenen inwoner van het Rijk » in het buitenland gelegen onroerende goederen omvat, welke aanleiding » geven tot het heffen, in het *buitenland*, *van een recht van overgang bij* » *overlijden*, wordt *de waarde der onroerende goederen, wat betreft het in* » *België opvorderbaar successierecht, verminderd ten beloope van de door* » *het buitenland geheven belasting* ».

Het amendement was gewettigd door de overweging dat het recht in het buitenland betaald een der bestanddeelen vormde van het passief dat de nalatenschap belastte, waarvan het netto bedrag de in België betaalde belasting aangaf.

De tegenstanders van het amendement deden opmerken dat het niet de heffing van het dubbele recht deed verdwijnen; dat de vermindering van de Belgische belasting onbeduidend was.

Een enkel voorbeeld.

Verondersteld altijd eene nalatenschap van 60,000 frank, geërfd door een broeder, door zijn broeder begunstigd tot een bedrag van 50,000 frank, terwijl de nalatenschap 50,000 frank in Frankrijk gelegen onroerende goederen omvat.

Daar het in Frankrijk geheven recht 3,960 frank bedraagt, zou het netto bedrag van de nalatenschap, waarop de belasting in België zal berekend worden, 60,000 — 3,960 = 56,040 frank bedragen, waarvan eene heffing van fr. 6,933.48 rechten, in plaats van 7,575 frank, zooals het zou geschieden wanneer heel de nalatenschap in België gelegen was.

Een ander lid stelde voor te bepalen, dat de « waarde van de in het buitenland gelegen onroerende goederen altijd zou begrepen zijn in de eerste reeksen van het Belgisch tarief der successiewetten. »

Het amendement was gewettigd door de overweging dat, vermits het Belgisch tarief progressief is, de vermindering moest toegepast worden op de reeksen van de nalatenschap die onderhevig zijn aan de laagste heffing, daar de *de cuius* een deel van zijn vermogen aan de bescherming der Belgische wetten had onttrokken. In het aangehaalde voorbeeld, naar gelang de waarde van de 30,000 frank in Frankrijk gelegen onroerende goederen gerangschikt was in de eerste vier klassen van het Belgisch tarief of in de twee volgende klassen, werd het bedrag der in België oorspronkelijk betaalde rechten, hetzij 7,575 frank, verminderd tot 4,500 frank of tot 3,075 frank.

Het amendement werd niet aangenomen, omdat het aanleiding gaf tot bezwaren in de praktijk, wanneer de erfgenamen tot verschillende graden van verwantschap behoorden, en omdat men de berekening van de belasting altijd gemakkelijk moet maken.

In den tekst der Regeëring werd eene gemakkelijke wijze van berekening der vermindering vastgesteld.

Een voorbeeld als bewijs :

Verondersteld eene in België opengevallé nalatenschap, geërfd door een broeder zonder kinderen, en welke omvat :

ACTIEF.

1° Onroerende goederen in België gelegen en roerend vermogen fr.	190,000
2° Onroerende goederen in het buitenland gelegen . . .	10,000
Te zamen. . . fr.	200,000

PASSIEF.

20,000

Netto. . . fr. 180,000

EERSTE VERRICHTING : Vereffening van de belasting op het netto actief, onafgezien van de omstandigheid dat een onroerend goed in den vreemde gelegen is.

5,000 tot 7.50 t. h. =	375 frank
5,000 tot 9 » =	450 »
10,000 tot 10.50 » =	1,050 »
30,000 tot 12 » =	3,600 »
50,000 tot 13.50 » =	6,750 »
80,000 tot 15 » =	12,000 »
180,000	24,225 frank = totaal der rechten.

2^o **VERRICHTING** : Onderzoeken in welke mate het bedrag der rechten van toepassing komt op het onroerend goed dat in het buitenland gelegen is.

Door eene verhouding wordt dit bedrag berekend als volgt : het bruto bedrag der nalatenschap (200,000) staat tot het geheel bedrag der rechten (24,225) zooals de waarde van het onroerend goed in 't buitenland gelegen, (10,000) staat tot X ; 200,000 : 24,225 : : 10,000 : 1,211.25.

3^o **VERRICHTING** : Het recht in het buitenland geïnd, aftrekken.

EERSTE ONDERSTELLING : Op het onroerend goed waarvan sprake, werd als successierecht in het buitenland 1,700 frank geïnd.

Het geheel bedrag der rechten, hetzij	fr. 24,225.00
moet worden verminderd met	fr. 1,211.25
Blijft verschuldigd	fr. 23,013.75

2^o **Onderstelling** : het recht in het buitenland geïnd bedraagt 1,000 frank.

Dan wordt deze som afgetrokken van 24,225.

In België blijft dus verschuldigd 24,225 — 1,000 = 23,225 frank.

Het amendement, waardoor, tot het berekenen der rechten in België verschuldigd, het bedrag der rechten welke betaald werden in het buitenland waar de goederen gelegen zijn, wordt afgetrokken van de waarde dezer goederen, werd aangenomen met 6 stemmen tegen 2.

Dienvolgens stelt uwe Commissie U voor, den tekst van de eerste alinea van artikel 33 van het wetsontwerp in dien zin te wijzigen.

Uwe Commissie vestigt uwe aandacht op de beslissing welke door den Belgischen wetgever zal genomen worden.

In plaats van het sluiten van internationale overeenkomsten af te wachten, neemt België het initiatief om het vraagstuk op te lossen.

Door deze beslissing moge onze Regeering gewapend zijn, wanneer zij, ter conferentie welke te Geneve wordt in gereedheid gebracht, de internationale overeenkomsten in zake fiskale wetgeving zal te behandelen hebben.

HOOFDSTUK III.

VISCHVERLOVEN.

ART. 34.

Vischverloven.

De intrekking van het derde lid van artikel 4 der wet van 5 Juli 1899 op de riviervangst, wordt in de Memorie van Toelichting gebillijkt als volgt :

» Sedert den wapenstilstand, werd de prijs der verlobbrieven voor het
» dragen van jachtwapens bijna verzesvoudigd ; van 35 frank werd hij tot
» 200 frank opgevoerd.

» Anderzijds, heeft de wet van 30 Juli 1922 eene taxe gevestigd op de
» verlobbrieven voor het vogelvangen met netten of met strikken.

» Het oogenblik schijnt gekomen om den prijs der vischverloven en visch-
» vergunningen te verhoogen.

» De prijs der vischvergunningen, welke bij Koninklijk besluit van » 24 Januari 1920 verdubbeld werd, zou nog met 50 t. h. kunnen opge- » voerd worden. De prijs der vischverloven zou kunnen verdriedubbeld » worden ».

« Een Koninklijk besluit volstaat om deze hervorming te verwezenlijken » behoudens dat, wat de vischvangst met de handlijn betreft, het 3^e lid van » artikel 4 der wet op de riviervischvangst van 5 Juli 1899 dient afgeschaft. » Artikel 54 van het ontwerp heft deze bepaling op ».

Uwe Commissie sluit zich bij deze beschouwingen aan en stelt u voor, het artikel goed te keuren.

ART. 35.

Uwe Commissie sluit zich aan bij de toelichtende nota waardoor de Regeering het door haar voorgesteld amendement billijkt.

ART. 56.

Het in werking treden der voorgestelde bepalingen

Het voorgesteld artikel kwam niet in bespreking.

Het u voorgelegd wetsontwerp werd, onder het voorbehoud in het verslag vermeld, goedgekeurd met 6 stemmen tegen 2 onthoudingen.

De Verslaggever,

LIONEL PUSSEMIER.

De Voorzitter,

A. MECHELYNCK.



Tarief der successierechten toepasselijk in Frankrijk

Bijlage I.

Aanwijzing van den graad van verwantschap.	Tarief toepasselijk op elke breuk van zuiver aandeel begrepen tusschen											
	1	2,004	40,004	50,004	100,004	250,004	500,004	1,000,004	2,000,004	5,000,004	10,000,004	Boven
	2,000 frank.	10,000 frank.	50,000 frank.	100,000 frank.	250,000 frank.	500,000 frank.	1,000,000 frank.	2,000,000 frank.	5,000,000 frank.	10,000,000 frank.	50,000,000 frank.	50,000,000 frank.
Rechte nederlandsche linie 1 ^{ste} linie. . .	T. h. Fr. 1.—	T. h. Fr. 2.—	T. h. Fr. 3.—	T. h. Fr. 4.—	T. h. Fr. 5.—	T. h. Fr. 6.—	T. h. Fr. 7.—	T. h. Fr. 9.—	T. h. Fr. 11.—	T. h. Fr. 13.—	T. h. Fr. 15.—	T. h. Fr. 17.00
Rechte nederlandsche linie 2 ^e graad en tusschen echtgenooten	1.50	2.50	3.50	4.50	5.50	6.50	7.50	9.50	11.50	13.50	15.50	17.50
Rechte nederlandsche linie boven den 2 ^e graad.	2.—	3.—	4.—	5.—	6.00	7.—	8.—	10.—	11.—	14.—	16.—	18.—
Rechte opgaande linie 1 ^{ste} graad. . .	2.50	3.50	4.50	5.50	6.50	7.50	8.50	10.50	12.50	14.50	16.50	18.50
Rechte opgaande linie 2 ^e graad . . .	3.—	4.—	5.—	6.—	7.—	8.—	9.—	11.—	13.—	15.—	17.—	19.—
Rechte opgaande linie boven den 2 ^e graad.	3.50	4.50	5.50	6.50	7.50	8.50	9.50	11.50	13.50	15.50	17.50	19.50
Tusschen broeders en zusters. . . .	10.—	12.—	14.—	16.—	19.—	22.—	25.—	28.—	32.—	36.—	40.—	44.—
Tusschen ooms of moeien en neven of nichten	15.—	17.—	19.—	21.—	24.—	27.—	30.—	33.—	37.—	41.—	45.—	49.—
Tusschen grootooms of grootmoeien en naneven of nanichten en tusschen volle neven	20.—	22.—	24.—	26.—	29.—	32.—	35.—	38.—	42.—	46.—	50.—	54.—
Tusschen verwanten boven den 4 ^e graad en tusschen niet verwanten. . . .	25.—	27.—	29.—	31.—	34.—	37.—	40.—	43.—	47.—	51.—	55.—	59.—

BIJLAGE II.

Erfbelasting gevoegd bij het successierecht.

TARIEF TOEPASSELIJK OP DE BREUK BEGREPEN TUSSCHEN	GETAL KINDEREN NAGELATEN DOOR DEN OVERLEDENE.			
	Drie levende of vertegen- woordigde kinderen.	Twee levende of vertegen- woordigde kinderen.	Een levend of vertegen- woordigd kind.	Geen levend of vertegen- woordigd kind.
	T. h. Fr.	T. h. Fr.	T. h. Fr.	T. h. Fr.
1 en 2,000 frank.	0.25	0.50	1.00	3.00
2,001 en 10,000 frank	0.50	1.00	2.00	6.00
10,001 en 50,000 frank.	0.75	1.50	3.00	9.00
50,001 en 100,000 frank	1.00	2.00	4.00	12.00
100,001 en 250,000 frank	1.25	2.50	5.00	15.00
250,001 en 500,000 frank	1.50	3.50	6.50	18.00
500,001 en 1,000,000 frank	2.25	4.25	8.00	21.00
1,000,001 en 2,000,000 frank.	3.20	6.00	12.00	24.00
2,000,001 en 5,000,000 frank.	3.60	6.75	13.50	27.00
5,000,001 en 10,000,000 frank	4.00	7.50	15.00	30.00
10,000,001 en 50,000,000 frank	4.40	8.25	16.50	33.00
50,000,001 en 100,000,000 frank.	4.80	9.00	18.00	36.00
100,000,001 en 500,000,000 frank	5.50	10.00	20.00	37.00
Boven 500,000,000 frank	7.50	12.00	21.00	39.00

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

BIJLAGE III

IV et van 10^{den} Juni 1921, houdende wijziging der successiewet.

Indien geërfd of verkregen wordt :	Percentage voor het gedeelte der verkrijging dat bedraagt :									
	Meer dan f. 4,000 doch niet meer dan f. 2,000.	Meer dan f. 2,000 doch niet meer dan f. 5,000.	Meer dan f. 5,000 doch niet meer dan f. 10,000.	Meer dan f. 10,000 doch niet meer dan f. 25,000.	Meer dan f. 25,000 doch niet meer dan f. 50,000.	Meer dan f. 50,000 doch niet meer dan f. 100,000.	Meer dan f. 100,000 doch niet meer dan f. 200,000.	Meer dan f. 200,000 doch niet meer dan f. 500,000.	Meer dan f. 500,000 doch niet meer dan f. 1,000,000.	Meer dan f. 1,000,000 doch niet meer dan f. 2,000,000.
4,000 Gulden of minder.	Meer dan f. 4,000 doch niet meer dan f. 2,000.	Meer dan f. 2,000 doch niet meer dan f. 5,000.	Meer dan f. 5,000 doch niet meer dan f. 10,000.	Meer dan f. 10,000 doch niet meer dan f. 25,000.	Meer dan f. 25,000 doch niet meer dan f. 50,000.	Meer dan f. 50,000 doch niet meer dan f. 100,000.	Meer dan f. 100,000 doch niet meer dan f. 200,000.	Meer dan f. 200,000 doch niet meer dan f. 500,000.	Meer dan f. 500,000 doch niet meer dan f. 1,000,000.	Meer dan f. 1,000,000 doch niet meer dan f. 2,000,000.
3.50	4.—	4.50	5.—	5.50	6.—	6.50	7.—	7.50	8.—	8.50
5.25	6.—	6.75	7.50	8.25	9.—	9.75	10.50	11.25	12.—	12.75
14.50	15.—	15.50	16.—	16.50	17.—	17.50	18.—	18.50	19.—	19.50
18.—	19.—	20.—	21.—	22.—	23.—	24.—	25.—	26.—	27.—	28.—
27.—	28.—	29.—	30.—	31.—	32.—	33.—	34.—	35.—	36.—	37.—
38.—	39.—	40.—	41.—	42.—	43.—	44.—	45.—	46.—	47.—	48.—

1. Door kinderen of door de(n) echtgenoot . .
2. Door afstammelingen in tweeden en verderen
graad.
3. Door bloedverwanten in de rechte opgaande lijn.
4. Door broeders en zusters
5. Door kinderen van broeders en zusters
6. In alle andere niet voorziene gevallen.

(ANNEXES AU N° 279.)

(BIJLAGE VAN N° 279.)

Rapport sur le projet de loi apportant des modifications aux lois sur les droits de timbre, d'enregistrement, de greffe, d'hypothèque et de succession.

Verslag over het ontwerp van wet tot wijziging der wetten op de zegel-, registratie-, griffie- en erfenisrechten.

Tableau des textes :

- 1° visés dans le projet ;
- 2° du projet ;
- 3° proposés par la Commission.

Tabel des teksten :

- 1° voorzien in het ontwerp ;
- 2° van het ontwerp ;
- 3° voorgesteld door de Commissie.

ANNEXE AU N° 279.

BIJLAGE VAN N° 279.

Textes invoqués, abrogés, modifiés
ou complétés.

Articles du projet.

CHAPITRE PREMIER.

Droit de timbre sur les factures
et états d'honoraires.

ARTICLE PREMIER.

Sont assujetties à un droit de timbre proportionnel les factures, signées ou non signées, qui sont relatives :

1° A une transmission entre vifs à titre onéreux de marchandises ou autres biens meubles par nature, qui n'est pas soumise à la taxe de transmission ;

2° A l'exécution d'un contrat d'entreprise d'ouvrage, avec ou sans fournitures, dans la mesure où la prestation ne donne pas ouverture à la taxe de transmission.

ART. 2.

Tombent sous l'application du 1° de l'article 1^{er} ci-avant, les factures délivrées par le commissionnaire à l'achat à son commettant ou par le vendeur à son commissionnaire, sauf dans le cas où, ayant été constitué consignataire de la marchandise, ce dernier est assimilé à un acheteur pur et simple au point de vue de la taxe de transmission et est soumis comme tel à cette taxe dès que la vente des marchandises est réalisée par son entremise.

Art. 48, § 2, 2° alinéa de la loi du 28 août 1921.

Le déposant doit facturer à nouveau les marchandises et acquitter la taxe dès que la vente est réalisée.

ANNEXE AU N° 279.

BIJLAGE VAN N° 279

Textes proposés par la Commission.

Teksten voorgesteld door de Commissie.

CHAPITRE PREMIER.

EERSTE HOOFDSTUK.

Droit de timbre sur les factures.

Zegelrecht op facturen.

ARTICLE PREMIER.

EERSTE ARTIKEL.

Sont assujetties à un droit de timbre proportionnel les factures, signées ou non signées, qui sont relatives :

Aan een evenredig zegelrecht worden onderworpen de al of niet geteekende facturen, welke betrekking hebben op :

1° A une transmission entre vifs à titre onéreux de marchandises ou autres biens meubles par nature, qui n'est pas soumise à la taxe de transmission ;

1° Eene overdracht onder de levenden, ten bezwarenden titel, van koopwaren of andere roerende goederen uit hunnen aard, welke niet aan de belasting wegens overdracht onderworpen is ;

2° A l'exécution d'un contrat d'entreprise d'ouvrage, avec ou sans fournitures, dans la mesure où la prestation ne donne pas ouverture à la taxe de transmission.

2° De uitvoering van een contract van werkaanneming, met of zonder leveringen, voor zooveel de prestatie niet tot de belasting wegens overdracht aanleiding geeft.

ART. 2.

ART. 2.

§ 1. — Tombent sous l'application du 1° de l'article précédent les factures délivrées par le commissionnaire à l'achat à son commettant ou par le vendeur à son commissionnaire.

§ 1. — Vallen onder de toepassing van n° 1° van voorgaand artikel de facturen uitgereikt door den aankoop-commissionnair aan zijnen committent of door den verkooper aan zijnen commissionnair.

§ 2. — Dans le cas où le commissionnaire-vendeur est constitué consignataire de la marchandise, la facture qui est relative à l'envoi est exonérée du timbre proportionnel et la taxe de transmission est perçue sur la facture ultérieure qui doit être adressée au consignataire par application de l'art. 48, § 2, 2° alinéa, de la loi du 28 août 1921.

§ 2. — Ingeval de commissionnair-verkooper tot consignataris der koopwaar is aangesteld, is de factuur betreffende de afzending vrijgesteld van het evenredig zegelrecht en wordt de belasting wegens overdracht geheven op de latere factuur, welke bij toepassing van art. 48, § 2, lid 2, der wet van 28 Augustus 1921 aan den consignataris moet gezonden worden.

Textes invoqués, abrogés, modifiés
ou complétés.

Articles du projet.

ART. 3.

Est assujettie au même droit de timbre, toute facture venant de l'étranger et rentrant dans les prévisions des articles qui précèdent, dont le destinataire est un commerçant établi en Belgique et y fait profession de vendre, lorsqu'elle est relative à des marchandises ou objets qui sont livrés en Belgique, à moins que ceux-ci n'aient été imposés à la taxe de transmission dans le chef du destinataire de la facture ou que l'opération n'ait une cause étrangère à son commerce.

ART. 4.

Le droit est fixé à 1 franc par 1,000 francs.

La perception suit les sommes de 100 en 100 francs.

Toute fraction de centaine est comptée pour la centaine entière.

ART. 5.

Le droit est acquitté par l'apposition et l'annulation de timbres adhésifs.

Dans le cas des articles 1^{er} et 2, cette formalité est accomplie par l'auteur de la facture au moment de la délivrance de celle-ci.

Dans le cas de l'article 3, il incombe au destinataire de la facture de la revêtir du timbre dans les huit jours de sa

Textes proposés par la Commission.

Teksten voorgesteld door de Commissie.

ART. 3.

Toute facture venant de l'étranger est assujettie au même droit de timbre proportionnel pour autant :

1^o qu'elle soit relative à des marchandises ou objets qui sont limés en Belgique;

2^o que ces objets et marchandises n'aient pas été imposés à la taxe de transmission dans le chef du destinataire de la facture;

3^o que ce dernier soit un commerçant établi en Belgique ou y fasse profession de vendre.

4^o que l'opération soit relative à son commerce ou à sa profession.

ART. 4.

Le droit est fixé à 1 franc par 1,000 francs.

La perception suit les sommes de 100 en 100 francs.

Toute fraction de centaine est comptée pour la centaine entière.

ART. 5.

Le droit est acquitté par l'apposition et l'annulation de timbres adhésifs.

Dans le cas des articles 1 et 2, cette formalité est accomplie par l'auteur de la facture, au moment de la délivrance de celle-ci.

Dans le cas de l'article 3, il incombe au destinataire de la facture de la revêtir du timbre dans le mois de sa

ART. 3.

Elke factuur komende uit het buitenland wordt aan hetzelfde evenredig zegelrecht onderworpen voor zoover :

1^o zij betrekking heeft op koopwaren of voorwerpen, welke in België worden geleverd;

2^o deze voorwerpen en koopwaren niet aan de belasting wegens overdracht werden onderworpen ten laste van hem, aan wien de factuur is gericht;

3^o deze laatste een in België gevestigde handelaar is of er het beroep van verkooper uitoefent;

4^o de verrichting zijnen handel of zijn beroep betreft.

ART. 4.

Het recht wordt gesteld op 1 frank per 1,000 frank.

Het wordt geheven van 100 tot 100 frank.

Elke breuk van 100 frank wordt voor volle 100 frank gerekend.

ART. 5.

Het recht wordt voldaan door het aanbrengen en het onbruikbaar maken van plakzegels.

In de gevallen van de artikelen 1 en 2 wordt deze formaliteit door den opsteller van de factuur vervuld op het oogenblik der uitreiking van die factuur.

In het geval van artikel 3, is de geadresseerde der factuur verplicht deze, binnen ééne maand na hare ontvangst,

Textes invoqués, abrogés, modifiés
ou complétés.

ART. 44. — La taxe est calculée sur le montant total du prix d'achat payé ou à payer en vertu du contrat.

Le prix d'achat ne comprend pas les sommes dont le contrat admet la déduction à titre d'escompte dans l'hypothèse d'un paiement anticipatif ou pour le renvoi éventuel des emballages ou récipients ayant servi au transport.

Il ne comprend pas non plus les frais de transport et d'assurance dont le vendeur fait l'avance.

ART. 45. — Si les objets soumis à la taxe sont importés de la Colonie ou de l'étranger, les frais d'emballage, de transport, d'assurance, de commission et tous autres accessoires, de même que les droits d'entrée sont ajoutés au prix d'achat.

Articles du projet.

réception. En l'absence de facture, le timbre est apposé au facturier d'entrée, au plus tard dans les huit jours de la livraison.

ART. 6.

Les articles 44 et 45 de la loi du 28 août 1921 sont rendus applicables aux factures régies par les dispositions qui précèdent.

Dans les rapports du commissionnaire à l'achat et de l'acheteur, la commission s'ajoute au prix pour la liquidation du droit.

ART. 7.

§ 1^{er}. Est obligatoire au moment de la livraison, lorsque le prix en principal et accessoires excède 150 francs, la délivrance d'une facture savoir :

a) Par le vendeur à son acheteur ou à son commissionnaire, par le commissionnaire à l'acheteur, lorsque l'un des intéressés est un commerçant établi en Belgique, à moins que l'opération n'ait une cause étrangère à son commerce ;

b) Par l'entrepreneur au maître de l'ouvrage, lorsque le premier exerce en Belgique la profession d'entreprendre des ouvrages, à l'exclusion des ouvriers

Texte proposé par la Commission.

Teksten voorgesteld door de Commissie.

réception. En l'absence de facture, le timbre est apposé au facturier d'entrée, au plus tard dans les huit jours de la livraison.

met het zegel te bekleeden. Bij gemis aan factuur wordt het zegel, uiterlijk binnen acht dagen na de levering, op het boek voor de inkomende facturen aangebracht.

ART. 6.

ART. 6.

Les articles 44 et 45 de la loi du 28 août 1921 sont rendus applicables aux factures régies par les dispositions qui précèdent.

De artikelen 44 en 45 der wet van 28 Augustus 1921 zijn mede van toepassing op de door voorgaande bepalingen beheerschte facturen.

Dans les rapports du commissionnaire à l'achat et de l'acheteur, la commission s'ajoute au prix pour la liquidation du droit.

In de betrekkingen van den aankoopcommissiennair en den aankoper wordt, voor de verevening van het recht, het commissieloon bij den prijs gevoegd.

ART. 7.

ART. 7.

§ 1^{er}. Lorsque le prix en principal et accessoires excède 150 francs, la délivrance d'une facture est obligatoire au moment de la livraison, savoir :

§ 1. Het uitreiken eener factuur is verplichtend op het oogenblik der levering, wanneer de prijs in hoofdsom en bijkosten 150 frank overschrijdt, te weten :

a) Par le vendeur à son acheteur ou à son commissionnaire, par le commissionnaire à l'acheteur, lorsque l'un des intéressés est un commerçant établi en Belgique, à moins que l'opération n'ait une cause étrangère à son commerce;

a) Door den verkooper aan zijnen aankoper of aan zijnen commissiennair, door den commissiennair aan den aankoper, wanneer een der belanghebbenden een in België gevestigd handelaar is, tenzij de verrichting eene aan zijnen handel vreemde oorzaak heeft ;

b) Par l'entrepreneur au maître de l'ouvrage, lorsque le premier exerce en Belgique la profession d'entreprendre des ouvrages.

b) Door den aannemer aan den meester van het werk, wanneer eerstgenoemde in België het beroep van aannemer van werken uitoefent.

Textes invoqués, abrogés, modifiés
ou complétés.

Articles du projet.

—
qui travaillent à domicile pour le compte exclusif d'un industriel, d'un commerçant ou, plus généralement, d'un patron.

Sont considérés comme commerçants, pour l'application de la présente loi, les exploitants de mines, minières et carrières.

§ 2. La délivrance d'une facture n'est pas obligatoire :

1° Si la vente a lieu au comptant par adjudication publique ;

2° Si elle est faite au comptant à des particuliers achetant pour leur usage purement privé ou celui de leur ménage.

ART. 8.

Sont également assujettis au droit de timbre proportionnel de 1 franc par 1000 francs établi par les articles qui précèdent les mémoires ou états d'honoraires et déboursés, signés ou non signés, des avocats, médecins, ingénieurs, notaires, avoués, huissiers, professeurs ou maîtres, architectes, experts, géomètres, agents d'affaires, chimistes, dentistes, sages-femmes, vétérinaires et, plus généralement, de toutes personnes exerçant une profession dite libérale.

ART. 9.

Lorsque le montant des honoraires et déboursés dus atteint 10 francs, et

Textes proposés par la Commission.

Cette obligation ne s'étend pas aux ouvriers qui travaillent à domicile pour le compte exclusif d'un industriel, d'un commerçant ou, plus généralement, d'un patron.

Sont considérés comme commerçants, pour l'application de la présente loi, les exploitants de mines, minières et carrières.

§ 2. — La délivrance d'une facture n'est pas obligatoire :

1° Si la vente a lieu au comptant par adjudication publique;

2° Si elle est faite au comptant à des particuliers achetant pour leur usage purement privé ou celui de leur ménage.

§ 3. — *Pour les ventes à crédit consenties à des particuliers achetant aux fins préindiquées, l'obligation de délivrer une facture ne prend naissance que si le prix n'est pas payé dans les trente jours de la livraison.*

ART. 8.

A supprimer.

ART. 9.

A supprimer.

Teksten voorgesteld door de Commissie.

Deze verplichting geldt niet voor de werklieden, die voor de uitsluitende rekening van eenen nijveraar, van eenen handelaar of, meer algemeen, van eenen werkgever aan huis arbeiden.

Voor de toepassing dezer wet worden als handelaars beschouwd de ontginners van mijnen, graveerijen en groeven.

§ 2. — Het uitreiken eener factuur is niet verplichtend :

1° Indien de verkoop met gereed geld bij openbare aanbesteding geschiedt;

2° Indien de verkoop met gereed geld gedaan wordt aan particulieren, die voor hun louter privaat gebruik of voor dat van hun gezin koopen.

§ 3. — *Voor de verkooping op crediet aan particulieren, die met bovengemelde doeleinden aankopen, ontstaat de verplichting, eene factuur uit te reiken, alleen dan wanneer de prijs niet binnen dertig dagen na de levering betaald wordt.*

ART. 8.

Te doen wegvallen.

ART. 9.

Te doen wegvallen.

Textes invoqués, abrogés, modifiés
ou complétés.

Articles du projet.

que le créancier réside en Belgique, la délivrance d'un mémoire ou état d'honoraires est obligatoire. Cette délivrance doit avoir lieu au plus tard au moment du paiement de la créance.

ART. 10.

Peuvent être écrits à la suite des factures, mémoires ou états d'honoraires et déboursés, qui ont acquitté le droit de timbre ci-dessus établi, et ce sans donner ouverture au droit de timbre de quittance, les reçus, acquits ou quittances des sommes faisant l'objet des dits factures, mémoires ou états.

ART. 11.

Sont seuls exonérés du droit de timbre établi par les dispositions qui précèdent :

1° Les mémoires, factures ou états d'honoraires et déboursés ayant pour objet des sommes dues par l'État, les provinces et communes, les polders et wateringues et les établissements publics;

2° Les factures relatives à des marchandises, biens meubles ou ouvrages qui sont livrés à l'étranger par le vendeur ou l'entrepreneur, lorsque le destinataire de la facture n'est pas établi en Belgique;

Texte proposé par la Commission.

Teksten voorgesteld door de Commissie.

ART. 10.

Peuvent être écrits à la suite des factures qui ont acquitté le droit de timbre ci-dessus établi, et ce sans donner ouverture au droit de timbre de quittance, les reçus, acquits ou quittance des sommes faisant l'objet de ces factures.

ART. 11.

Sont seuls exonérées du droit de timbre établi par les dispositions qui précèdent :

1° Les factures ayant pour objet des sommes dues par l'État, les provinces et communes, les polders et wateringen et les établissements publics ;

2° Les factures relatives à des marchandises, biens meubles ou ouvrages qui sont livrés à l'étranger, lorsque le destinataire de la facture n'est pas établi en Belgique, ou s'il est établi en Belgique, lorsqu'il agit comme exportateur pour l'exécution des ordres qu'il a reçus directement de l'étranger.

Dans ce dernier cas, la commande et la facture doivent porter la mention expresse que les objets sont destinés à l'exportation. Si pour une cause quelconque l'exportation n'a pas lieu dans les trente jours de la livraison, l'acheteur doit acquitter l'impôt par l'apposition de timbres à due concurrence et en aviser à la fois son correspondant et le directeur de l'Enregistrement des Domaines à son domicile sous

ART. 10.

Onderaan de facturen, waarvoor het hierboven gevestigd zegelrecht voldaan werd, en zonder tot het quitantie-zegelrecht aanleiding te geven, mogen geschreven worden de ontvangstbewijzen, kwijtingen of quitantiën der sommen, welke het voorwerp van die facturen uitmaken.

ART. 11.

Van het bij de voorgaande bepalingen gevestigde zegelrecht worden alleen vrijgesteld :

1° De facturen, welke door den Staat, de provinciën en gemeenten, de polders en wateringen, en de openbare instellingen verschuldigde sommen tot voorwerp hebben ;

2° De facturen betreffende in het buitenland geleverde koopwaren, roerende goederen of werken, wanneer hij, aan wien de factuur is gericht, niet in België gevestigd is of, zoo hij in België is gevestigd, wanneer hij handelt als uitvoerder tot uitvoering van de bestellingen welke hij rechtstreeks uit het buitenland heeft ontvangen.

In dit laatste geval moeten de bestelling en de factuur uitdrukkelijk vermelden dat de voorwerpen bestemd zijn om te worden uitgevoerd. Indien, om eenige reden, de uitvoer niet geschiedt binnen dertig dagen na de levering, moet de koper de belasting betalen door het aanbrengen van de noodige zegels en moet hij aan zijnen correspondent en tegelijk aan den bestuurder der Registratie en Domeinen

Textes invoqués, abrogés, modifiés
ou complétés

Articles du projet.

3° Les factures qui ont pour objet des sommes dont le paiement donne lieu à la perception du droit de timbre de quittance de 5 p. c. ou de 10 p. c.

ART. 12.

Il est encouru :

1° Pour toute contravention aux dispositions qui précèdent, une amende égale à 100 fois le droit éludé, sans qu'elle puisse être inférieure à 500 fr., et sans préjudice au paiement du dit droit ;

2° Pour l'annulation irrégulière d'un timbre, une amende de 5 francs.

Ces amendes sont encourues :

a) Dans le cas de l'article 3 par le destinataire de la facture ;

b) Dans les autres cas, par le créancier. Le débiteur est solidairement tenu avec ce dernier au paiement des amendes et du droit éludé s'il se libère, en tout ou en partie, sans exiger une facture ou un état d'honoraires dûment timbré ou dont le timbre a été régulièrement annulé.

Dès avant le paiement et par le seul fait de l'acceptation de la facture, le commerçant qui reçoit une facture rentrant dans les prévisions des articles 1^{er} et 2 de la présente loi, qui n'est pas munie du timbre prescrit ou qui est revêtue d'un timbre irrégulièrement annulé, est tenu solidairement avec le

Textes proposés par la Commission.

peine d'encourir l'amende visée à l'article 12, 1^o;

3^o Les factures qui ont pour objet des sommes dont le paiement donne lieu à la perception du droit de timbre de quittance de 5 p. c. ou de 10 p. c.

ART. 12.

Il est encouru :

1^o Pour toute contravention aux dispositions qui précèdent, une amende égale à *vingt* fois le droit éludé, sans qu'elle puisse être inférieure à 100 fr., et sans préjudice au paiement du dit droit;

2^o Pour l'annulation irrégulière d'un timbre, une amende de 5 francs.

Ces amendes sont encourues :

a) Dans le cas de l'article 3, par le destinataire de la facture;

b) Dans les autres cas, par le créancier. Le débiteur est solidairement tenu avec ce dernier au paiement des amendes et du droit éludé s'il se libère, en tout ou en partie, sans exiger une facture dûment timbrée et dont le timbre a été régulièrement annulé.

Dès avant le paiement et par le seul fait de l'acceptation de la facture, le commerçant qui reçoit une facture rentrant dans les prévisions des articles 1^{er} et 2 de la présente loi, qui n'est pas muni du timbre prescrit ou qui est revêtu d'un timbre irrégulièrement annulé, est tenu solidairement avec le

Teksten voorgesteld door de Commissie.

ter woonplaats van dezen, kennis daarvan geven op straffe van de boete bedoeld bij artikel 12, 1^o;

3^o De facturen, welke sommen tot voorwerp hebben, waarvan de betaling aanleiding geeft tot het heffen van het zegelrecht voor quittance van 5 t. h. of van 10 t. h.

ART. 12.

Wordt gestraft :

1^o Elke overtreding van de voorgaande bepalingen, met eene geldboete gelijk aan *twintigmaal* het ontdoken recht, zonder dat zij minder dan 100 frank mag bedragen, en onverminderd de betaling van gemeld recht;

2^o Het onregelmatig onbruikbaar maken van een zegel, met eene geldboete van 5 frank.

Deze boeten worden opgelegd :

a) In het geval van artikel 3, aan den geadresseerde der factuur;

b) In de andere gevallen, aan den schuldvorderaar. De schuldenaar is met laatstgemelde solidaair gehouden tot betaling van de boeten en van het ontdoken recht, indien hij, geheel of gedeeltelijk, betaalt zonder eene factuur of eenen eere-loonstaat te eischen, welke behoorlijk gezegeld is en waarvan het zegel regelmatig onbruikbaar gemaakt werd.

Reeds vóór de betaling en alleen door het aanvaarden der factuur, is de handelaar, die eene bij de artikelen 1 en 2 dezer wet voorziene factuur ontvangt, welke niet van het voorgeschreven zegel voorzien is of met een op onregelmatige wijze onbruikbaar gemaakt zegel bekleed

Textes invoqués, abrogés, modifiés
ou complétés.

ART. 53. — § 1^{er}. — Pour assurer la perception de la taxe en ce qui les concerne, les négociants sont, sous peine d'une amende de 500 à 5,000 francs, obligés de tenir :

1° Un facturier d'entrée sur lequel ils enregistrent, au fur et à mesure de la réception et de l'acceptation des marchandises et d'autres biens meubles par leur nature, toutes les factures d'achat qui leur parviennent ;

2° Un facturier de sortie spécial ou tout autre registre de comptabilité réservé exclusivement à l'analyse succincte ou à la reproduction, avant leur envoi, des factures qu'ils tracent.

§ 2. — Les facturiers doivent, à peine d'une amende de 10 francs par infraction, être cotés et paraphés par l'intéressé. Celui-ci indique en toutes lettres sur la première feuille, le nombre de folios du registre.

Il est encouru une amende de 5 francs par facture dont l'inscription, la reproduction ou l'analyse, suivant le cas, est omise au facturier *ad hoc* ou y a été effectuée tardivement.

ART. 54. — Par dérogation au § 1^{er} de l'article 53, les commerçants qui vendent exclusivement au détail peuvent se dispenser de tenir un facturier d'entrée s'ils conservent leurs factures d'achat, acquittées ou non, suivant l'ordre d'une série ininterrompue de numéros de classement qu'ils leur assignent à la réception.

Ils sont autorisés à ne pas avoir de facturier de sortie.

Un arrêté royal détermine les mesures de contrôle destinées à suppléer à l'apposition des timbres de contrôle qui auraient dû figurer dans les facturiers et aux autres formalités prescrites par l'article précédent.

ART. 55. — Les facturiers, les factures, et tous autres documents de comptabilité dont la tenue est prescrite aux termes des dispositions qui précèdent devront être conservés pendant trois années, à partir du 1^{er} janvier de l'année qui suit leur mise en usage, sous peine d'une amende de 100 francs.

En cas de cessation de commerce, ces archives peuvent être détruites plus tôt moyennant l'autorisation préalable du directeur régional de l'enregistrement et des domaines.

ART. 62. — Les commerçants sont tenus, à peine d'une amende de 50 à 5,000 francs, de communiquer sans déplacement, à toute réquisition des préposés de l'administration

Articles du projet.

créancier au paiement des amendes et des droits éludés.

ART. 13.

Sont rendues applicables aux factures visées par les articles 1, 2 et 3 de la présente loi, les dispositions des articles 53, 54, 55, 62, 63, 64, 65 1^{er} alinéa, de la loi du 28 août 1921 et de l'article 9, § 3, de la loi du 16 juillet 1922.

Les entrepreneurs d'ouvrages sont, au point de vue de ces dispositions, assimilés aux négociants.

Sont également applicables aux mémoires et états d'honoraires visés à l'article 8, les dispositions des articles 63, 64 et 65 précités.

Texte proposé par la Commission.

Teksten voorgesteld door de Commissie.

—
créancier au paiement des amendes et
des droits éludés.

—
is, solidair met den schuldvorderaar
gehouden tot betaling der boeten en
der ontdoken rechten.

ART. 13.

Sont rendues applicables aux factures visées par les articles 1, 2 et 3 de la présente loi, les dispositions des articles 53, 54, 55, 62, 63, 64, 65, 1^{er} alinea, de la loi du 28 août 1921 et de l'article 9, § 3, de la loi du 16 juillet 1922.

Les entrepreneurs d'ouvrages sont, au point de vue de ces dispositions, assimilés aux négociations.

(Alinéa 3, à supprimer.)

ART. 13.

De bepalingen der artikelen 53, 54, 55, 62, 63, 64, 65, eerste lid, der wet van 28 Augustus 1921 en van artikel 9, § 3, der wet van 16 Juli 1922 zijn mede van toepassing op de bij de artikelen 1, 2, en 3 der onderhavige wet bedoelde facturen.

De aannemers van werken worden, ten opzichte dier bepalingen, met de handelaars gelijkgesteld.

(Lid 3 te doen wegvallen.)

Textes invoqués, abrogés, modifiés
ou complétés.

Articles du projet.

de l'enregistrement et des domaines ayant obtenu le brevet de surnuméraire, leurs facturiers, leurs factures et autres documents qui servent à la perception de la taxe et, si une contravention est constatée, leur livre-journal et leur copie de lettres.

Le préposé requiert l'assistance du bourgmestre ou de son délégué pour dresser, en sa présence, procès-verbal du refus qui lui aura été opposé.

L'obligation de communiquer en ce qui concerne les courtiers, est étendue au livre et aux carnets visés aux articles 65 et 66 du Code de commerce.

ART. 65. — Lorsqu'il est fait mention dans un acte public quelconque d'un écrit qui a dû être revêtu de la preuve du paiement de la taxe, l'officier public ou ministériel auquel il a été produit est tenu, sous peine d'une amende de 100 francs par infraction, de déclarer si la taxe a été ou n'a pas été payée et, si elle a été payée, d'indiquer le montant total des droits acquittés.

Les juges et arbitres ne peuvent rendre aucun jugement sur des actes, factures et registres qui ne contiennent pas la preuve du paiement de la taxe, conformément à la loi.

En cas d'infraction, ils sont tenus pour responsables du paiement des sommes fraudées qui ne seraient pas couvertes par la prescription.

ART. 64. — Les contraventions peuvent, quelle que soit la somme en cause, être établies par tous les moyens de droit commun à l'exception de ceux visés par la section V, titre III, livre III, du Code Civil et les articles 119 à 121 et 324 à 336 du Code de procédure civile.

Les procès-verbaux dressés par les préposés du Ministère des Finances pour constater les contraventions font foi jusqu'à preuve du contraire.

Les préposés ont le droit de saisir et de retenir, pour les joindre à leurs procès-verbaux, les factures, actes et autres feuilles volantes qui ne sont pas, par contravention à la présente loi, revêtus du timbre adhésif servant à la perception de la taxe.

Ce droit ne s'étend pas aux registres et livres commerciaux.

Le recouvrement des droits et des amendes est poursuivi par voie de contrainte. La contrainte est décernée et rendue exécutoire, l'opposition y est faite et les instances sont introduites et jugées comme en matière d'enregistrement.

Texte proposé par la Commission.

—

|

Teksten voorgesteld door de Commissie.

—

Textes invoqués, abrogés, modifiés
ou complétés.

ART. 65 1^{er} alinéa. -- L'action du Trésor en paiement de la taxe établie et des amendes prononcées par la présente loi se prescrit par dix ans à compter du jour où l'action est née.

Loi du 16 juillet 1922, article 9.

§ 5. — Le Ministre des Finances peut, par des décisions révocables, déroger aux prescriptions de l'article 55 en imposant, sous les sanctions que cet article prévoit, des mesures propres à assurer le contrôle du paiement de la taxe.

Sont punis d'une amende de 1,000 à 10,000 francs le fait d'inscrire au facturier d'entrée ou celui de produire au service de la douane, en connaissance de cause, une facture ou tout autre document qui aurait été dressé à l'étranger pour aider à éluder partiellement la taxe exigible du chef de l'importation.

Loi du 28 août 1921, art. 58.

ART. 58. — § 1^{er}. — Pour les sommes payées du chef des consommations et du séjour dans les hôtels, restaurants, pâtisseries et autres établissements où la clientèle consomme sur place, le droit proportionnel de quittance établi par l'article premier de la loi du 24 octobre 1919 est porté au taux de 5 francs p. c. et liquidé de 10 en 10 fr., sans limitation, lorsque le montant de la dépense dépasse :

- a) 10 francs par repas et par personne ;
- b) 15 francs par jour et par personne pour location de chambre ou appartement ;
- c) 30 francs par personne et par journée de séjour.

§ 2. — Le même droit est exigible à raison du paiement des prix de vente lorsque les achats réalisés entre non commerçants ou chez les marchands détaillants, pour l'usage personnel de l'acheteur ou de son ménage, ont pour objet des articles complets ou des pièces détachées appartenant à l'une des catégories désignées ci-après, à savoir :

- 1° Armes, fusils et munitions de chasse ;
- 2° Automobiles servant au transport des

Articles du projet.

ART. 14.

Le Gouvernement arrête les mesures généralement quelconques en vue d'assurer l'exécution de la présente loi. Il règle notamment la délivrance obligatoire des mémoires et états d'honoraires, l'analyse ou la reproduction de leur contenu sur les talons et dans un registre déterminé, ainsi que la conservation et la représentation des pièces justificatives du paiement de l'impôt.

Les infractions aux prescriptions des arrêtés royaux pourront être réprimées par des amendes dont le taux n'excédera pas 500 francs pour chacune d'elles.

CHAPITRE II.

Droits de timbre, d'enregistrement, d'hypothèque, de greffe et de succession.

ART. 15.

La nomenclature des objets spécifiés au § 2 de l'article 28 de la loi du 28 août 1921 est complétée ainsi qu'il suit :

- 6° Appareils photographiques et ac-

Textes proposés par la Commission.

Teksten voorgesteld door de Commissie.

ART. 14.

ART. 14.

A supprimer.

Te doen wegvallen.

CHAPITRE II.

HOOFDSTUK II.

Droits de timbre, d'enregistrement,
d'hypothèque, de greffe et de suc-
cession.

Zegel-, registratie-, hypotheek-,
griffie- en successierechten.

ART. 15.

ART. 15.

La nomenclature des objets spécifiés
au § 2 de l'article 38 de la loi du
28 août 1921 est complétée ainsi qu'il
suit :

6° Appareils photographiques et

De naamlijst der in § 2 van artikel 38
der wet van 28 Augustus 1921 opge-
somde voorwerpen wordt als volgt
aangevuld :

6° Photographische toestellen en toe-

Textes invoqués, abrogés, modifiés
ou complétés.

personnes, motocyclettes, bateaux et canots de plaisance, yachts; leurs garnitures et accessoires;

3° Bijouterie, vraie ou fausse, joaillerie, orfèvrerie, perles et pierreries;

4° Fourrures;

5° Parfumeries.

§ 5. — Est maintenue l'exemption existante en faveur des quittances ne dépassant pas 10 francs.

Loi du 16 juillet 1922, art. 4, 2^e alinéa.

Si les achats visés au n° 2 de la même disposition (§ 2 de l'article 58 de la loi du 28 août 1921) ont été réalisés à l'étranger en vue de l'importation en Belgique ou si, ayant été réalisés en Belgique, ils donnent lieu à la remise d'un titre libératoire délivré à l'étranger, le titre libératoire ou la quittance devient passible du taux de 8 francs p. c. par le fait de l'existence ou de l'introduction des objets dans le Royaume.

Articles du projet.

cessoires, objectifs, châssis, plaques, papiers, pellicules, pieds, étuis, etc.;

7° Billards et accessoires; jeux de croquets, de boules, de football, de lawn-tennis, de dominos, d'échecs et, généralement, tous jeux quelconques;

8° Bonbons en chocolat, fondants, dragées, fruits confits et pâtisseries;

9° Objets de curiosité, d'antiquité et de collection, vendus comme tels;

10° Instruments de musique, phonographes, gramophones, pianos mécaniques et leurs accessoires;

11° Jouets;

12° Objets d'horlogerie ou de lunetterie en argent, or ou platine; objets généralement quelconques en écaille, ivoire, cristal ou porcelaine;

13° Bronzes et marbres d'art;

14° Tapisseries anciennes ou modernes, tapis d'Orient et autres, tissés au métier ou à la main, en laine ou en soie pure, ou mélangés de laine ou de soie;

15° Peintures, aquarelles, pastels, dessins et sculptures, à l'exception des œuvres originales vendues directement par l'auteur;

16° Fleurs artificielles et stérilisées, fleurs naturelles coupées ou en pots; plantes de serres ou d'appartements, à l'exclusion de celles qui se vendent sur la voie publique.

[Le deuxième alinéa de l'article 4 de la loi du 16 juillet 1922 est applicable à tous les achats visés au paragraphe 2 de l'article 38 de la loi du 28 août 1921.]
(Amendement du Gouvernement).

Texte proposé par la Commission.

Teksten voorgesteld door de Commissie.

accessoires, à l'exception des plaques, papiers, et pellicules;

7° Billards et accessoires;

8° (A supprimer);

9° Objets de curiosité, d'antiquité et de collection, vendus comme tels;

10° (A supprimer);

11° (A supprimer);

12° Objets d'horlogerie ou de lunetterie en argent, or ou platine; objets généralement quelconques en écaïlle, ivoire cristal ou porcelaine;

13° (A supprimer);

14° Tapisseries anciennes ou modernes, tapis d'Orient et autres, tissés au métier ou à la main, en laine ou en soie pure, ou melangés de laine et de soie;

15° Bronzes, marbres d'art, peintures, aquarelles, pastels, dessins, sculptures et médailles, à l'exception des œuvres vendues directement par l'auteur.

16° (A supprimer);

Le deuxième alinéa de l'article 4 de la loi du 16 juillet 1922 est applicable à tous les achats visés au paragraphe 2 de l'article 38 de la loi du 28 août 1921.

behooren, met uitzondering van de platen, het papier en de films;

7° Biljarten en toebehooren;

8° (Te doen wegvallen);

9° Zeldzaamheden, oudheden en voorwerpen voor verzamelingen, als zoodanig verkocht;

10° (Te doen wegvallen);

11° (Te doen wegvallen);

12° Voorwerpen voor horlogemakers of brillewerk in zilver, goud of platina; hoe ook genaamde voorwerpen in schildpad, ivoor, kristal of porselein;

13° (Te doen wegvallen);

14° Oude of moderne tapijtwerken, Oostersche tapijten en andere, op het getouw of met de hand geweven, van louter wol of zijde, of met wol en met zijde vermengd;

15° Kunstvoorwerpen in brons of in marmer, schilderijen, waterverfsteekeningen, pastellen, teekeningen, beeldhouwwerken en medalies, met uitzondering van de rechtstreeks door den kunstenaar verkochte voorwerpen;

16° (Te doen wegvallen);

Het tweede lid van artikel 4 der wet van 16 Juli 1922 is toepasselijk op alle aankopen bedoeld bij paragraaf 2 van artikel 38 der wet van 28 Augustus 1921.

Textes invoqués, abrogés, modifiés
ou complétés.

Loi du 24 octobre 1919.

ARTICLE PREMIER. — Sans préjudice aux exemptions et aux immunités résultant des dispositions légales existantes, il est établi, en remplacement du droit de timbre de dimension de 25 centimes auquel sont assujetties les quittances par les articles 7 et 8 de la loi du 25 mars 1891, un droit proportionnel dont le taux est fixé ainsi qu'il suit :
Pour les quittances d'un import supérieur à 10 frs et ne dépassant pas 100 frs 0.05
Pour celles de plus de 100 frs jusqu'à 500 francs 0.10
Pour celles de plus de 500 frs jusqu'à 1,000 francs 0.20
Pour celles de plus de 1,000 frs jusqu'à 1,500 francs 0.50
Et, ainsi de suite, à raison de 10 centimes par 500 francs, sans fraction.

Loi du 28 août 1921.

ART. 38. — § 1^{er}. — Pour les sommes payées du chef des consommations et du séjour dans les hôtels, restaurants, pâtisseries et autres établissements où la clientèle consomme sur place, le droit proportionnel de quittance établi par l'article premier de la loi du 24 octobre 1919 est porté au taux de 5 francs p. c. et liquidé de 10 en 10 francs, sans limitation, lorsque le montant de la dépense dépasse :

- a) 10 francs par repas et par personne ;
- b) 15 francs par jour et par personne pour location de chambre ou appartement ;
- c) 50 francs par personne et par journée de séjour.

§ 2. — Le même droit est exigible à raison du paiement des prix de vente lorsque les achats réalisés entre non commerçants ou chez les marchands détaillants, pour l'usage personnel de l'acheteur ou de son ménage, ont pour objet des articles complets ou des pièces détachées appartenant à l'une des catégories désignées ci-après, à savoir :

- 1° Armes, fusils et munitions de chasse ;
- 2° Automobiles servant au transport des personnes, motocyclettes, bateaux et canots

Articles du projet.

ART. 16.

§ 1^{er}. Le droit de timbre proportionnel de quittance établi par la loi du 24 octobre 1919 est porté à 10 francs par cent francs pour les sommes payées :

a) A titre de loyer de coffres-forts tenus en location chez des personnes ou dans des associations, collectivités ou sociétés se livrant habituellement à la location de coffres-forts ;

b) Pour prix d'achat d'eaux-de-vie, élixirs, liqueurs, amers et autres produits analogues dont la vente rentre dans les prévisions de l'article premier, § 2, et de l'article 3, § 1^{er}, de la loi du 29 août 1919 sur le régime de l'alcool, et du § 2, 1^{er} alinéa, de l'article 38 de la loi du 28 août 1921.

Pour les paiements de moins de 10 francs, le droit est fixé à 50 centimes. Pour les paiements de 10 francs et plus, il est liquidé de 5 francs en 5 francs, sans limitation, sur le montant de la somme payée, abstraction faite de la fraction inférieure à 5 francs.

Texte proposé par la Commission.

Teksten voorgesteld door de Commissie.

ART. 16.

§ 1^{er}. Le droit de timbre proportionnel de quittance établi par la loi du 24 octobre 1919 est porté à 10 francs par cent francs pour les sommes payées :

a) A titre de loyer de coffres-forts tenus en location chez des personnes ou dans des associations, collectivités ou sociétés se livrant habituellement à la location de coffres-forts ;

b) Pour prix d'achat d'eaux-de-vie, élixirs, liqueurs, amers et autres produits analogues dont la vente rentre dans les prévisions de l'article premier, § 2, et de l'article 3, § 1^{er}, de la loi du 29 août 1919 sur le régime de l'alcool, et du § 2, 1^{er} alinéa, de l'article 38 de la loi du 28 août 1921.

Pour les paiements de moins de 10 francs, le droit est fixé à 50 centimes. Pour les paiements de 10 francs et plus, il est liquidé de 5 francs en 5 francs, sans limitation, sur le montant de la somme payée, abstraction faite de la fraction inférieure à 5 francs.

ART. 16.

§ 1. Het bij de wet van 24 October 1919 gevestigd evenredig zegelrecht voor quitantie wordt gebracht op 10 frank per honderd frank voor de sommen betaald :

a) Als huurprijs van brandkasten gehuurd bij personen of bij vereenigingen, collectiviteiten of vennootschappen, die het verhuren van brandkasten gewoonlijk uitoefenen ;

b) Voor aankooprijzen van brandewijn, elixirs, likeuren, bitters en andere soortgelijke producten, waarvan de verkoop is voorzien bij artikel 1, § 2, en artikel 3, § 1, der wet van 29 Augustus 1919 op de regeling van het alcoholbedrijf en bij § 2, 1^e lid, van 38 der wet van 28 Augustus 1921.

Voor de betalingen van minder dan 10 frank wordt het recht gesteld op 50 centiem. Voor de betalingen van 10 frank en meer wordt het, zonder beperking, van 5 frank tot 5 frank verrekend op het bedrag der betaalde som, afgezien van de breuk van minder dan 5 frank.

Textes invoqués, abrogés, modifiés ou complétés.

Articles du projet.

de plaisance, yachts; leurs garnitures et accessoires;

3° Bijouterie, vraie ou fausse, joaillerie, orfèvrerie, perles et pierreries;

4° Fourrures;

5° Parfumeries.

§ 5. — Est maintenue l'exemption existante en faveur des quittances ne dépassant pas 10 francs.

ART. 39. — Lorsque le taux de 5 p. c. est applicable, la délivrance d'une quittance séparée est toujours obligatoire, sauf dans le cas où la vente a fait l'objet d'un acte authentique passé en Belgique.

Chaque infraction à cette disposition est punie d'une amende de 500 francs à la charge exclusive du propriétaire de l'établissement, du gérant ou de tout autre préposé.

ART. 40. — Pour la perception du droit de quittance au taux de fr. 5 p. c., le Gouvernement peut ordonner et régler l'usage de timbres adhésifs comportant deux parties qui reproduisent l'une et l'autre l'indication du prix du timbre et qui doivent être séparées avant leur emploi.

Il lui est également facultatif d'imposer aux commerçants l'emploi de formules de quittances imprimées, extraites d'un livre à souches et reproduisant la désignation de l'établissement.

Loi du 16 juillet 1922.

ART. 2. — (2° et 3° alinéas). Toutefois, les paiements partiels ne peuvent aboutir à la perception d'un impôt total inférieur à celui qui serait acquitté dans l'hypothèse d'un paiement intégral unique. Le droit complémentaire est dû sur la quittance pour solde.

Les quittances par duplicata ne sont passibles que du taux de 10 centimes par 500 francs, dans la limite du maximum de 5 francs, lorsque le taux de 5 francs p. c. a été appliqué à la quittance originale.

ART. 5. — Indépendamment des pouvoirs qu'il tient de l'article 40 de la loi du 28 août 1921, le Gouvernement jouit de la faculté :

1. D'autoriser et de régler l'usage de

§ 2. Sont rendues applicables, sous réserve des dérogations qui y sont apportées par le § 1^{er}, les dispositions des articles 39 et 40 de la loi du 28 août 1921 ainsi que des articles 2, 2^e et 3^e alinéas, 5, 6 et 7 de la loi du 16 juillet 1922.

Textes proposés par la Commissions.

Teksten voorgesteld door de Commissie.

§ 2. Sont rendues applicables, sous réserve des dérogations qui y sont apportées par le § 1^{er}, les dispositions des articles 39 et 40 de la loi du 28 août 1921 ainsi que des articles 2, 2^e et 3^e alinéas, 5, 6 et 7 de la loi du 16 juillet 1922.

§ 2. De bepalingen van de artikelen 39 en 40 der wet van 28 Augustus 1921, alsook van de artikelen 2, lid 2 en lid 3, 5, 6 en 7 der wet van 16 Juli 1922 zijn mede van toepassing behoudens de afwijkingen, welke bij § 1 daarin gebracht worden.

Textes invoqués, abrogés, modifiés ou complétés.

Articles du projet.

timbres adhésifs comprenant deux parties dont l'une reproduit le prix du timbre et l'autre la base correspondante;

2. De déterminer quand et comment l'impôt doit être acquitté pour les quittances créées à l'étranger;

3. De régler la délivrance des quittances obligatoires, l'analyse ou la reproduction de leur contenu sur les talons ou dans un registre déterminé ainsi que la conservation et la représentation des pièces justificatives du paiement de l'impôt.

Les infractions aux prescriptions des arrêtés royaux pourront être réprimées par des amendes dont le taux n'excédera pas 500 francs pour chacune d'elles.

ART. 6. — Les contraventions aux dispositions relatives au droit de timbre proportionnel de quittance peuvent être établies par toutes voies de droit, à l'exception du serment.

ART. 7. — Si une quittance passible du droit au taux de 5 francs p. c. est devenue sans objet, pour une cause quelconque, avant sa remise au débiteur, les timbres employés seront remboursés aux conditions, de la manière et dans le délai qui seront déterminés par arrêté royal.

Texte proposé par la Commission.

Teksten voorgesteld door de Commissie.

—

—

ART. 16bis.

Sont assujettis à un droit de timbre proportionnel de 1 franc par 1000 fr., sans limitation, tous actes ou écrits, signés ou non signés, destinés à faire preuve du paiement de sommes dues, du chef d'honoraires ou déboursés, aux avocats, médecins, ingénieurs, notaires, avoués, huissiers, professeurs ou maîtres, architectes, experts, géomètres,

ART. 16bis.

Aan een evenredig zegelrecht van 1 frank per 1,000 frank, zonder beperking, wordt onderworpen elke al of niet ondertekende akte of geschrift, bestemd om te gelden als bewijs der betaling van sommen, wegens eereloon of voorschotten verschuldigd aan advocaten, geneesheeren, ingenieurs, notarissen, pleit-

Textes invoqués, abrogés, modifiés
ou complétés.

Articles du projet

Loi du 25 mars 1891.

1° Textes abrogés.

ART. 62.

Sont exempts du timbre, savoir :

16. Les commissions délivrées en original ou en expédition, portant nomination de tous fonctionnaires ou employés de l'Etat, des provinces et communes, des polders et wateringues, et des établissements publics, et de toutes personnes chargées d'un ministère ou d'un service public quelconque, lorsque les fonctions ou le mandat ne sont pas salariés et ne comportent pas de rémunération actuelle ni éventuelle;

17. Les prestations de serment entre les mains du Roi; celles des officiers et autres personnes faisant partie de la garde civique ou de l'armée, et celles qui ont lieu pour des fonctions non salariées, conférées dans l'intérêt de l'Etat, des provinces et communes, des polders et wateringues, et des établissements publics, par élection ou autrement, et ne comportant pas de rémunération actuelle ni éventuelle;

18. Les diplômes de grades académiques; ceux délivrés par tous établissements d'instruction et par tous jurys ou autorités; les certificats d'études à tous les degrés;

32. Les certificats d'origine de marchandises destinés à l'exportation, et les déclarations indiquant la destination de matières fertilisantes;

40. Les quittances ou récépissés délivrés aux receveurs de deniers publics; les quittances de droits de navigation et du prix de transport par chemin de fer ou autre service public; celles que les receveurs des contri-

ART. 17.

Sont abrogés les numéros 16, 17, 18, 32, 40, 41, 52 et 93 de l'article 62 de la loi du 25 mars 1891.

Texte proposé par la Commission.

agents d'affaires, chimistes, dentistes, sages-femmes, vétérinaires et plus généralement, à toutes personnes exerçant une profession dite libérale.

La perception suit les sommes de 100 en 100 francs. Toute fraction de centaine est comptée pour la centaine entière.

ART. 17.

Sont abrogés les numéros 16, 17, 18, 32, 40, 41, 52 et 93 de l'article 62 de la loi du 25 mars 1891.

Teksten voorgesteld door de Commissie.

bezorgers, deurwaarders, leeraars of meesters, bouwkundigen, deskundigen, landmeters, zaakwaarnemers, scheikundigen, tandartsen, vroedvrouwen, veeartsen en, meer algemeen, aan elken persoon die een zoogenaamd vrij beroep uitoefent.

De heffing geschiedt van 100 tot 100 frank. Elke breuk van 100 frank wordt voor volle 100 frank gerekend.

ART. 17.

Worden ingetrokken de nummers 16, 17, 18, 32, 40, 41, 52 en 93 van artikel 62 der wet van 25 Maart 1891.

Textes abrogés, modifiés ou complétés.

butions directes, douanes et accises délivrent aux contribuables, celles qui s'inscrivent sur les actes en matière de contributions indirectes, et celles de toutes autres contributions qui se délivrent sur feuilles particulières et qui n'excèdent pas dix francs;

41. Les quittances de taxes et impositions des provinces et communes, des polders et wateringues, délivrées aux contribuables, sur les extraits de rôle qui leur ont été remis;

52. Les procès-verbaux de bornage des propriétés rurales et les plans qui s'y rattachent;

95. Les reconnaissances de sommes remises par le créancier au crédit, en exécution d'un crédit ouvert, sans autre garantie réelle que le privilège agricole;

2) Textes modifiés :

ART. 62.

Sont exempts du timbre, savoir :

2. Les actes, arrêtés, décisions et délibérations d'administration publique en général, et les expéditions, copies ou extraits qui en sont délivrés aux particuliers;

42. Les mémoires, factures, mandats et quittances ayant pour objet des sommes dues par l'Etat, les provinces et communes, les polders et wateringues, et les établissements publics;

77. Les actes de dépôt des demandes de brevets, les descriptions et dessins déposés de l'objet des inventions, les duplicatas des actes remis aux déposants;

78. Les actes de dépôt et les dessins ou modèles industriels déposés aux greffes des conseils de prud'hommes; les expéditions et certificats et la table annuelle des dépôts;

83. Les procès-verbaux ou certificats de jaugeage des navires et bateaux; les lettres de mer; les registres de bord; les actes relatifs aux peines disciplinaires en matière de marine marchande;

Articles du projet.

Les nos 2, 42, 77, 78 et 83 du dit article 62 sont remplacés par les dispositions suivantes :

« 2° Les actes, arrêtés, décisions et » délibérations d'administration pu- » blique en général, à l'exception des » expéditions, copies ou extraits qui » en sont délivrés aux particuliers;

» 42° Les mémoires, factures et » mandats ayant pour objet des som- » mes dues par l'Etat, les provinces » et communes, les polders et wate- » ringues et les établissements publics;

» 77° Les actes de dépôt des deman- » des de brevets, des descriptions et » dessins déposés de l'objet des inven- » tions, à l'exclusion des duplicata des » actes remis aux déposants;

» 78° Les actes de dépôt et les des- » sins ou modèles industriels déposés » aux greffes des conseils de prud'- » hommes ainsi que la table annuelle » des dépôts, à l'exclusion des expédi- » tions ou certificats remis aux dépo- » sants ;

Texte proposé par la Commission.

Teksten voorgesteld door de Commissie.

Les n^{os} 2, 42, 77, 78 et 83 du dit article 62 sont remplacés par les dispositions suivantes :

« 2^o Les actes, arrêtés, décisions et » délibérations d'administration pu- » blique en général, à l'exception des » expéditions, copies ou extraits qui en » sont délivrés aux particuliers ;

» 42^o Les mémoires, factures et man- » dats ayant pour objet des sommes » dues par l'État, les provinces et com- » munes, les polders et wateringues et » les établissements publics ;

» 77^o Les actes de dépôt des de- » mandes de brevets, des descriptions » et dessins déposés de l'objet des » inventions, à l'exclusion des dupli- » cata des actes remis aux déposants ;

» 78^o Les actes de dépôt et les des- » sins ou modèles industriels déposés » aux greffes des conseils de prud'- » hommes ainsi que la table annuelle » des dépôts, à l'exclusion des expédi- » tions ou certificats remis aux dépo- » sants ;

De n^{os} 2, 42, 77, 78 en 83 van gemeld artikel 62 worden vervangen door de volgende bepalingen :

« 2^o Akten, besluiten, beslis-ingen » en beraadslagingen van openbaar » bestuur in 't algemeen, uitgezonderd » de expeditiën, afschriften of uittrek- » sels welke daarvan aan particulieren » uitgereikt worden ;

» 42^o Rekeningen, facturen en » mandaten, welke door den Staat, de » provinciën en gemeenten, de polders » en wateringens en de openbare in- » stellingen verschuldigde sommen tot » voorwerp hebben ;

» 77^o Akten van neerlegging der » octrooiaanvragen, der neergelegde » beschrijvingen en teekeningen van » het voorwerp der uitvindingen, met » uitsluiting van de aan de neerleggers » verstrekte duplicaten ;

» 78^o Akten van neerlegging en » nijverheidsteekeningen of -modellen » neergelegd ter griffie van de werk- » rechtersraden, alsook de jaarlijksche » tabel der neerleggingen, met uit- » sluiting van de aan de neerleggers » verstrekte expeditiën of getuig- » schriften ;

Textes invoqués, abrogés, modifiés
ou complétés.

Articles du projet.

» 83° Les registres de bord et les
» actes relatifs aux peines discipli-
» naires en matière de marine mar-
» chande ».

ART. 18.

Sont assujetties à un droit de timbre fixe de 25 centimes les cartes d'identité et d'inscription aux registres de population, délivrées par les administrations communales. Ce droit peut être acquitté par l'apposition d'un timbre adhésif.

ART. 19.

Sans préjudice aux immunités résultant de l'article 66 de la loi du 25 mars 1891 et de l'article 67 de celle du 28 août 1921, sont abrogées toutes les dispositions légales existantes portant exemption du droit de timbre de quittance établi par les articles 1^{er} et suivants de la loi du 24 octobre 1919.

Restent maintenues les exemptions en faveur :

a) Des quittances délivrées par un comptable public à un autre comptable public et, plus généralement, des quittances délivrées entre administrations ou établissements publics ;

Loi du 25 mars 1891.

ART. 66. — Est aussi considéré comme écrit sur papier non timbré, l'acte fait ou expédié à la suite d'un autre sur la même feuille de papier timbré.

Sont exceptés :

1° Les ratifications des actes passés en l'absence des parties, qui peuvent être écrites à la suite de ces actes ;

2° Les quittances de prix de ventes, celles de remboursement de contrats de constitution ou obligation, et les décharges de prix de ventes publiques de mobilier, données aux officiers publics et ministériels qui ont procédé aux ventes, ou à leurs ayants causes, lesquelles peuvent être mises à la suite des actes auxquels elles se rapportent ;

3° Les révocations de procurations ou de testaments qui peuvent être faites ou expédiées sur la même feuille que ces actes ;

4° Les actes de prestation de serment qui peuvent être expédiés à la suite des commissions ;

5° Les réquisitions tendant à la levée des scellés, et les procès-verbaux de reconnaissance et de levée de scellés, qu'on peut faire à la suite du procès-verbal d'apposition ;

6° Les cahiers des charges, les procès-verbaux de paumées, d'enchères, de remise ou retrait de vente et d'adjudication préparatoire ou définitive et les déclarations de commandes, lesquels peuvent être faits à la suite les uns des autres ;

Textes proposés par la Commission.

Teksten voorgesteld door de Commissie

» 83° Les registres de bord et les
» actes relatifs aux peines discipli-
» naires en matière de marine mar-
» chande ».

» 83° Scheepsregisters en akten
» betreffende de tuchtstraffen in
» zake koopvaardij ».

ART. 18.

A supprimer.

ART. 18.

Te doen wegvallen.

ART. 19.

Sans préjudice aux immunités résultant de l'article 66 de la loi du 23 mars 1891 et de l'article 67 de celle du 28 août 1921, sont abrogées toutes les dispositions légales existantes portant exemption du droit de timbre de quittance établi par les articles 1^{er} et suivants de la loi du 24 octobre 1919.

Restent maintenues les exemptions en faveur :

a) Des quittances délivrées par un comptable public à un autre comptable public et, plus généralement, des quittances délivrées entre administrations ou établissements publics ;

abis) Les quittances de taxes et impositions dues à l'État, aux provinces, aux communes, aux Polders et Wateringues; les quittances de droits de navigation et du prix de transport par chemin de fer et autre service public; les quittances délivrées par les contribuables pour sommes indûment perçues de l'un ou l'autre de ces chefs.

ART. 19.

Onverminderd de uit artikel 66 der wet van 25 Maart 1891 en uit artikel 67 der wet van 28 Augustus 1921 voortspruitende vrijdommen, worden alle bestaande wetsbepalingen ingetrokken, welke vrijstelling houden van het zegelrecht voor quitantie gevestigd bij de artikelen 1 en volgende der wet van 24 October 1919.

Blijven gehandhaafd de vrijstellingen ten voordeele :

a) Van de quitantiën, door eenen openbaren rekenplichtige aan een anderen openbaren rekenplichtige uitgereikt, en, meer algemeen, van de tusschen openbare besturen of instellingen uitgestrekte quitantiën;

abis) Van de quitantiën van heffingen en belastingen verschuldigd aan den Staat, de provinciën, de gemeenten, de polders en wateringen; van de quitantiën van scheepvaartrechten en van den prijs van vervoer per spoor en anderen openbaren dienst; van de quitantiën door de belastingschuldigen afgeleverd voor sommen, ten onrechte geheven door een van bovengemelde besturen.

Textes invoqués, abrogés, modifiés
ou complétés.

Articles du projet.

7° Les inventaires, procès-verbaux et autres actes qui ne peuvent être consommés en un même jour ou en la même vacation ;

8° Les significations des huissiers qui peuvent être écrites à la suite des jugements et autres pièces dont il est délivré copie ;

9° Les déclarations de refus de paiement ou d'acceptation et celles constatant le paiement ou l'acceptation par intervention qui peuvent être consignées sur les effets ;

10° Tous autres actes qui, d'après les dispositions expresses des codes, lois ou règlements d'administration générale, doivent ou peuvent être faits ou expédiés en marge ou à la suite les uns des autres.

Il peut aussi être donné plusieurs quittances sur une même feuille de papier timbré, pour acompte d'une seule et même même créance, ou d'un seul terme de fermage ou loyer.

Loi du 28 août 1921.

ART. 67. — Le paiement régulier de la taxe exclut l'exigibilité du droit de timbre de dimension et, le cas échéant, du droit de timbre proportionnel de quittance sur les factures, actes sous seing privé, lettres-missives et expéditions qui ont été revêtus du timbre adhésif, visés pour valoir timbre ou timbrés à l'extraordinaire en conformité des prescriptions de la présente loi.

Loi du 24 octobre 1919.

ARTICLE PREMIER. — Sans préjudice aux exemptions et aux immunités résultant des dispositions légales existantes, il est établi, en remplacement du droit de timbre de dimension de 25 centimes auquel sont assujetties les quittances par les articles 7 et 8 de la loi du 25 mars 1891, un droit proportionnel dont le taux est fixé ainsi qu'il suit :

Pour les quittances d'un import supérieur à 10 fr. et ne dépassant pas 100 fr. fr. 0.05

Pour celles de plus de 100 francs
jusqu'à 500 francs 0.10

Pour celles de plus de 500 francs jusqu'à 1,000 francs 0.20

Pour celles de plus de 1,000 francs
jusqu'à 1,500 francs 0.50

Et, ainsi de suite, à raison de 10 centimes par 50 francs, sans fraction.

ART. 2. — Le droit de timbre établi par

b) Des quittances pour sommes inférieures à dix francs.

Texte proposé par la Commission.

Teksten voorgesteld door de Commissie.

b) Des quittances pour sommes inférieures à dix francs ;

c) *Des quittances rentrant dans les prévisions de l'article 62, n° 64 de la loi du 25 mars 1891 » (1).*

b) Van de quitantiën over sommen beneden tien frank;

c) *Van de quitantiën voorzien bij artikel 62, n° 64, der wet van 25 Maart 1891 (1).*

(1) L'article 62, n° 64 de la loi du 25 mars 1891 exempte du droit de timbre » tous les actes et pièces nécessaires à » l'exécution des dispositions de la loi » instituant la Caisse Générale d'Epargne » et de Retraite sous la garantie de » l'Etat ».

(1) Door artikel 62, n° 64, der wet van 25 Maart 1891 zijn van het zegelrecht vrijgesteld « alle noodige akten en stukken tot » uitvoering van de wet, houdende oprich- » ting van de Algemeene Spaar- en Lijf- » rentekas onder waarborg van den » Staat ».

Textes invoqués, abrogés, modifiés
ou complétés.

Articles du projet.

—
l'article précédent est applicable à tous actes ou écrits signés ou non signés, destinés à faire preuve d'un reçu, d'une décharge ou d'une quittance de sommes.

Ce droit peut être acquitté par l'apposition de timbres adhésifs.

Textes abrogés en tant qu'ils exonèrent du timbre certaines quittances déterminées.
(Loi du 25 mars 1891, art. 62.)

22° Les registres de la caisse des dépôts et consignations; les reconnaissances délivrées aux déposants, ainsi que les mandats et quittances des intérêts des consignations;

90° Les aveux de faillite, les déclarations et affirmations de créances, les états de recettes et dépenses produits par les curateurs, les mandats de paiement sur la caisse des consignations et leurs acquits;

109° Les quittances de secours payés aux indigents et des indemnités pour incendies, inondations, épizooties, et autres cas fortuits;

(Loi du 9 septembre 1908, art. 4, 3° alinéa)
(*hypothèque maritime ou fluviale*). — « Sont » exemples du droit de timbre et de l'enregistrement les reconnaissances des sommes » remises par le créateur au crédit. »

Loi du 10 août 1921 organisant la liquidation de la dotation des combattants. — Art. 10. « Sont exempts : ... 3 % .. des » droits de timbre... les procurations et » quittances, les titres de créance ou livrets » remis aux combattants. »

Voyez également les numéros 40, 41, 42 et 93 de l'article 62 de la loi du 25 mars 1891 qui sont reproduits à l'article 17 du projet.

Sont également abrogés en tant qu'ils sont susceptibles de s'appliquer à des quittances, les textes qui, en termes généraux, ont accordé des immunités de timbre en faveur des actes et pièces relatifs au fonctionnement de certaines institutions déterminées. Voy. art. 8, 1, 2° de la loi du 25 juin 1894 (sociétés mutualistes reconnues); loi du 25 mars 1891, art. 62, n° 64 et 65 (Caisse d'épargne), n° 66 (Sociétés coopératives); loi du 24 décembre 1903, art. 32 (accidents du travail); art. 21 et 23, loi du 11 octobre 1919 et art. 62, n° 70, loi du 25 mars 1891 (sociétés d'habitations à bon marché et sociétés d'habita-

Texte proposé par la Commission.

—

Teksten voorgesteld door de Commissie.

—

•

Textes invoqués, abrogés,
modifiés ou complétés.

—
tions ouvrières); loi du 15 juin 1919, art. 10, (OEuvre Nationale des Orphelins de la guerre); loi du 3 septembre 1919, art. 22 (OEuvre Nationale de l'enfance); loi du 11 octobre 1919, art. 8 (OEuvre Nationale des Invalides de la guerre); loi du 9 août 1920, art. 7 (prêts aux invalides de la guerre); etc.

Articles du projet.

—
ART. 20.

Le timbre des quittances données à l'État, aux provinces, aux communes, aux polders et wateringues et aux établissements publics est à la charge des personnes qui les délivrent.

ART. 21.

Il est interdit à toute personne d'encaisser ou d'accepter aux fins d'encaissement une quittance créée à l'étranger, qui n'aurait pas été préalablement soumise au timbre.

Il est encouru pour toute contravention à l'alinéa qui précède une amende égale à 20 fois le droit éludé sans qu'elle puisse être inférieure à 100 francs; les contrevenants sont, en outre, solidairement tenus au paiement du droit de timbre éludé.

ART. 22.

Les assureurs belges et les représentants en Belgique des assureurs étrangers sont tenus de communiquer, sans déplacement, aux fonctionnaires de l'administration de l'enregistrement, agissant en vertu d'une autorisation spéciale du Directeur général de cette administration, leurs répertoires, registres, livres, polices, contrats et tous autres documents.

Tout refus de communication est constaté par procès-verbal et puni d'une amende de 500 à 5,000 francs.

Les procès-verbaux dressés par les fonctionnaires de l'enregistrement

Texte proposé par la Commission.

Teksten voorgesteld door de Commissie.

ART. 20.

Le timbre des quittances données à l'État, aux provinces, aux communes, aux polders et wateringues et aux établissements publics est à la charge des personnes qui les délivrent.

ART. 21.

Il est interdit à toute personne d'encaisser une quittance créée à l'étranger qui n'aurait pas été préalablement soumise au timbre

Il est encouru pour toute contravention à l'alinéa qui précède une amende égale à 20 fois le droit éludé sans qu'elle puisse être inférieure à 100 francs; les contrevenants sont, en outre, solidairement tenus au paiement du droit de timbre éludé.

ART. 22.

Les assureurs belges et les représentants en Belgique des assureurs étrangers sont tenus de communiquer, sans déplacement, aux fonctionnaires de l'administration de l'enregistrement, agissant en vertu d'une autorisation spéciale du Directeur général de cette administration, leurs répertoires, registres, livres, polices, contrats et tous autres documents.

Tout refus de communication est constaté par procès-verbal et puni d'une amende de 500 à 5,000 francs.

Les procès-verbaux dressés par les fonctionnaires de l'enregistrement pour

ART. 20.

Het zegel der aan den Staat, aan de provinciën, aan de gemeenten, aan de polders en wateringen en aan de openbare installingen gegeven quitantiën, komt ten laste van de personen, die ze uitreiken.

ART. 21.

Het is aan een iegelijk verboden, eene in het buitenland uitgegeven quitantie, welke niet vooraf aan het zegel onderworpen werd, te incasseeren.

Elke overtreding van voorgaand lid wordt gestraft met eene boete gelijk aan 20 maal het ontdoken recht, zonder dat zij minder dan 100 frank mag bedragen; de overtreders zijn, daarenboven, hoofdelijk gehouden tot de betaling van het ontdoken zegelrecht.

ART. 22.

De Belgische verzekeraars en de vertegenwoordigers, in België, van de vreemde verzekeraars zijn gehouden, hunne repertoria, registers, boeken, polissen, contracten en alle andere stukken, zonder verplaatsing, mede te deelen aan de ambtenaren van het beheer der registratie, die krachtens eene bijzondere machtiging van den Algemeenen Bestuurder van dit beheer handelen.

Elke weigering van mededeeling wordt bij proces-verbaal vastgesteld en met eene boete van 500 tot 5,000 fr. gestraft.

De processen-verbaal, door de ambtenaren der registratie opgemaakt om

Textes invoqués, abrogés, modifiés
ou complétés.

Articles du projet.

pour constater les refus de communication font foi jusqu'à preuve contraire.

ART. 23.

Par modification aux dispositions légales existantes, sont soumis au droit d'enregistrement de 3 francs 50 centimes par cent francs, les ventes et, plus généralement, les contrats à titre onéreux emportant mutation de fonds de commerce.

Le droit est liquidé sur le montant du prix en y ajoutant les charges imposées au cessionnaire. Ne sont pas considérées comme charges, pour l'application de cette disposition, les dettes relatives aux divers éléments composant le fonds de commerce, et que le cessionnaire s'oblige à acquitter.

A défaut de prix, de même qu'en cas de cession à titre gratuit, le droit est perçu sur la valeur de l'objet du contrat à déclarer par les parties.

Loi du 11 octobre 1919, art. 42, 5° alinéa.

Sans préjudice aux dispositions légales relatives aux amendes fiscales, s'il est constaté qu'une infraction aux lois sur les droits d'enregistrement, de transcription ou de succession a été commise dans une intention frauduleuse, son ou ses auteurs pourront être condamnés sur poursuite du Ministère public, et sans préjudice à tous dommages-intérêts envers l'administration des Finances, à un emprisonnement de huit jours à deux ans et à une amende de 100 à 10,000 francs ou à l'une de ces peines seulement.

ART. 24.

Les agents d'affaires et toutes personnes généralement quelconques qui s'entremettent habituellement pour la conclusion de cessions de fonds de commerce ou de clientèles sont tenus, chaque fois qu'une cession a été réalisée à leur intervention, d'en informer le fonctionnaire désigné à cette fin, dans les trois mois de la conclusion du contrat.

Toute contravention à cette disposition est punie d'une amende de 500 à 5,000 francs ; le contrevenant est, en outre, solidairement tenu avec les parties au paiement du droit et, le cas

Texte proposé par la Commission.

Teksten voorgesteld door de Commissie.

constater les refus de communication
font foi jusqu'à preuve contraire.

de weigeringen van mededeeling vast
te stellen, hebben bewijskracht totdat
het tegendeel bewezen wordt.

ART. 23.

Par modification aux dispositions
légales existantes, sont soumis au droit
d'enregistrement de 3 francs 50 cen-
times par 100 francs, les ventes et,
plus généralement, les contrats à titre
onéreux emportant mutation de fonds
de commerce.

ART. 23.

Met wijziging van de bestaande
wetsbepalingen worden de verkoo-
pingen en, meer algemeen, de con-
tracten ten bezwarenden titel, welke
overgang van handelszaken ten ge-
volge hebben, aan het registratie-
recht van fr. 3.50 per 100 frank
onderworpen.

Le droit est liquidé sur le montant
du prix en y ajoutant les charges impo-
sées au cessionnaire. Ne sont pas consi-
dérées comme charges, pour l'appli-
cation de cette disposition, les dettes
relatives aux divers éléments composant
le fonds de commerce, et que le cession-
naire s'oblige à acquitter.

Het recht wordt verrekend op het
bedrag van den prijs, met bijvoe-
ging der aan den cessionaris opge-
legde lasten. Als lasten worden,
voor de toepassing dezer bepaling,
niet beschouwd de schulden betref-
fende de verschillende elementen,
waaruit de handelszaak bestaat, en
tot voldoening waarvan de cession-
naris zich verbindt.

A défaut de prix, de même qu'en cas
de cession à titre gratuit, le droit est
perçu sur la valeur de l'objet du contrat
à déclarer par les parties

Bij gemis aan prijs, alsmede in
geval van afstand ten kosteloozen
titel, wordt het recht geheven op de
door de partijen aan te geven waarde
van het voorwerp van het contract.

ART. 24.

ART. 24.

Les agents d'affaires et toutes per-
sonnes généralement quelconques qui
s'entremettent habituellement pour la
conclusion de cessions de fonds de com-
merce ou de clientèles sont tenus,
chaque fois qu'une cession a été réalisée
à leur intervention, d'en informer le
fonctionnaire désigné à cette fin, dans
les trois mois de la conclusion du
contrat.

De zaakwaarnemers en alle per-
sonen, hoe ook genaamd, die ge-
woonlijk tusschenbeide komen tot
het sluiten van eenigen afstand van
handelszaken of cliënteel, zijn ge-
houden, telkens als een afstand door
hunne tusschenkomst geschiedde,
den daartoe aangewezen ambtenaar
kennis daarvan te geven binnen drie
maanden na het sluiten van het
contract.

Toute contravention à cette dispo-
sition est punie d'une amende de 500
à 5,000 francs; le contrevenant est, en
outre, solidairement tenu avec les par-
ties au paiement du droit et, le cas

Elke overtreding van deze bepa-
ling wordt met eene geldboete van
500 tot 5,000 frank gestraft; de over-
treder is, daarenboven, hoofdelijk
met de partijen gehouden tot beta-

Textes invoqués, abrogés, modifiés
ou complétés.

Articles du projet.

échéant, des amendes exigibles du chef de la cession, sans préjudice à l'application, s'il y a lieu, du troisième alinéa de l'article 42 de la loi du 11 octobre 1919.

ART. 25.

Les personnes désignées au premier alinéa de l'article 24 sont tenues de représenter, à toute réquisition, aux fonctionnaires de l'administration de l'enregistrement leurs registres et contrats.

Tout refus de communication est constaté par procès-verbal du préposé et est puni d'une amende de 500 à 5,000 francs ; le procès-verbal fait foi jusqu'à preuve contraire.

ART. 26.

Le Gouvernement détermine le mode suivant lequel est donnée l'information prescrite par l'article 24 ainsi que le mode suivant lequel doivent être tenus les registres dont il s'agit à l'article 25.

Les infractions aux arrêtés royaux pris pour l'exécution de l'alinéa qui précède sont punies d'une amende de 100 francs.

ART. 27.

Les sociétés coopératives et les unions du crédit sont assimilées aux sociétés anonymes pour la perception des droits d'enregistrement, de timbre, de greffe et d'hypothèque.

Sont toutefois soumis au droit de

Loi du 2 juillet 1875 exemptant de divers droits les sociétés coopératives.

ARTICLE PREMIER. — Sont exempts de la formalité du timbre, les minutes, extraits, copies ou expéditions des actes, procès-verbaux et registres, constatant la formation de sociétés coopératives et les rapports ultérieurs de ces sociétés avec les gérants, les liquidateurs et les associés en cette qualité.

L'exemption est limitée aux actes prévus

Texte proposé par la Commission.

Teksten voorgesteld door de Commissie.

échéant, des amendes exigibles du chef de la cession, sans préjudice à l'application, s'il y a lieu, du troisième alinéa de l'article 42 de la loi du 11 octobre 1919.

ling van het recht en, desgevallend, van de geldboeten, uit hoofde van den afstand opvorderbaar, onverminderd de toepassing, zoo daartoe aanleiding bestaat, van lid 3 van artikel 42 der wet van 11 October 1919.

ART. 25.

Les personnes désignées aux premier alinéa de l'article 24 sont tenues de représenter, à toute réquisition, aux fonctionnaires de l'administration de l'enregistrement leurs registres et contrats.

Tout refus de communication est constaté par procès verbal du préposé et est puni d'une amende de 500 à 5,000 francs; le procès verbal fait foi jusqu'à preuve contraire.

ART. 25.

De in lid 1 van artikel 24 aangeduide personen zijn gehouden, hunne registers en contracten, op elk verzoek, aan de ambtenaren van het beheer der registratie te vertoonen.

Elke weigering van mededeeling wordt bij proces verbaal van den aangestelde vastgesteld en met eene geldboete van 500 tot 5,000 frank gestraft; het proces-verbaal heeft bewijskracht totdat het tegendeel bewezen wordt.

ART. 26.

Le Gouvernement détermine le mode suivant lequel est donnée l'information prescrite par l'article 24 ainsi que le mode suivant lequel doivent être tenus les registres dont il s'agit à l'article 25.

Les infractions aux arrêtés royaux pris pour l'exécution de l'alinéa qui précède sont punies d'une amende de 100 francs.

ART. 26.

De Regeering bepaalt op welke wijze het bij artikel 24 voorgeschreven bericht gegeven wordt, alsmede op welke wijze de registers, bedoeld bij artikel 25, moeten gehouden worden.

De overtredingen van de ter uitvoering van voorgaand lid genomen Koninklijke besluiten worden met eene geldboete van 100 frank gestraft.

ART. 27.

Les sociétés coopératives et les unions du crédit sont assimilées aux sociétés anonymes pour la perception des droits d'enregistrement, de timbre, de greffe et d'hypothèque.

Sont toutefois soumis au droit de

ART. 27.

De samenwerkende vennootschappen en de credietvereeningen worden, voor de heffing der registratie-, zegel-, griffie- en hypotheekrechten, met de naamlooze vennootschappen gelijkgesteld.

Worden evenwel aan het vast zegel-

Textes invoqués, abrogés, modifiés
ou complétés.

par la loi du 18 mai 1875 et aux procurations données par des associés pour leurs relations avec la société.

Elle cessera de s'appliquer aux actes prescrits par cette loi, si ces actes renferment quelques conventions ou stipulations distinctes.

ART. 2. — Sont enregistrés gratis ceux des actes compris dans l'article précédent, qui sont passés devant notaire ou faits au greffe de la justice de paix ou du tribunal de commerce, ainsi que les actes sous seing privé portant formation, modification, dissolution, ou mode de liquidation de société.

Les autres actes sous seing privé sont exempts de la formalité de l'enregistrement.

ART. 5. — Sont exempts des droits de greffe, les minutes rédigées au greffe du tribunal de commerce, et les extraits, copies ou expéditions délivrés par le greffier, de tous actes, procès-verbaux et documents compris dans les deux articles qui précèdent.

Il est alloué au greffier, à la charge des intéressés, savoir :

Pour chaque acte, un salaire de rédaction de 15 centimes ;

Pour les extraits, copies ou expéditions, 80 centimes par rôle de 50 lignes à la page, et de 16 à 18 syllabes à la ligne.

Le premier rôle sera alloué en entier, quelle qu'en soit l'étendue. S'il y a plus d'un rôle, il n'est rien accordé pour les fractions qui ne dépassent pas le demi-rôle ; les fractions plus élevées seront comptées comme rôles entiers.

ART. 4. — La publication par la voie du *Moniteur*, des actes relatifs aux sociétés coopératives, dans les cas prévus par la loi du 18 mai 1875, sera faite gratuitement.

Loi du 31 décembre 1888. Article 2.

« Sont exemptes de l'enregistrement, les » prestations de serment entre les mains du » Roi ; celles des officiers et autres per- » sonnes faisant partie de la garde civique ou

Articles du projet.

timbre fixe de 50 centimes, les titres nominatifs des droits des associés dans les sociétés coopératives et les unions du crédit.

Sont maintenues :

1° L'exemption du droit de timbre en ce qui concerne le registre dont la tenue est prescrite par l'article 120 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales ;

2° Les immunités fiscales édictées par les dispositions légales existantes en faveur : a) des sociétés ayant pour objet exclusif soit de construire, d'acheter, de vendre ou de louer des habitations destinées aux classes ouvrières, soit de faire des prêts en vue de la construction ou de l'achat d'immeubles destinés à des habitations ouvrières ; b) des sociétés locales ou régionales d'habitations et logements à bon marché ; c) des sociétés coopératives pour dommages de guerre ; d) de la société nationale des distributions d'eau ; e) des associations de communes et de particuliers pour l'établissement de services de distribution d'eau.

Est abrogé l'article 4 de la loi du 2 juillet 1875.

ART. 28.

L'article 2 de la loi du 31 décembre 1888 portant réduction des droits d'enregistrement sur les actes de prestation de serment, est abrogé.

Texte proposé par la Commission.

Teksten voorgesteld door de Commissie.

timbre fixe de 25 centimes, les titres nominatifs des droits des associés dans les sociétés coopératives et les unions du crédit.

Sont maintenues :

1° L'exemption du droit de timbre en ce qui concerne le registre dont la tenue est prescrite par l'article 120 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales ;

2° Les immunités fiscales édictées par les dispositions légales existantes en faveur : a) des sociétés ayant pour objet exclusif soit de construire, d'acheter, de vendre ou de louer des habitations destinées aux classes ouvrières, soit de faire des prêts en vue de la construction ou de l'achat d'immeubles destinés à des habitations ouvrières ; b) des sociétés locales ou régionales d'habitations et logements à bon marché ; c) des sociétés coopératives pour dommages de guerre ; d) de la société nationale des distributions d'eau ; e) des associations de communes et de particuliers pour l'établissement des services de distribution d'eau.

Est abrogé l'article 4 de la loi du 2 juillet 1875.

ART. 28.

L'article 2 de la loi du 31 décembre 1888 portant réduction des droits d'enregistrement sur les actes de prestation de serment, est abrogé.

recht van 25 centiem onderworpen de nominatieve titels van de rechten der deelgenooten in de samenwerkende vennootschappen en de crediet-vereenigingen.

Blijven gehandhaafd :

1° De vrijstelling van het zegelrecht, wat betreft het register, waarvan het houden voorgeschreven is bij artikel 120 der samengeordende wetten op de vennootschappen van koophandel ;

2° De fiscale vrijdommen, bij de bestaande wetsbepalingen uitgevaardigd ten voordeele : a) van de maatschappijen, welke uitsluitend ten doel hebben, hetzij voor de werkende klasse bestemde woningen te bouwen, aan te koopen, te verkoopen of te verhuren, hetzij leeningen te doen tot het bouwen of aankooopen van tot werkmanswoningen bestemde gebouwen ; b) van de plaatselijke of gewestelijke maatschappijen voor goedkope woningen en woonvertrekken ; c) van de samenwerkende vennootschappen voor oorlogsschade ; d) van de nationale maatschappij voor watervoorziening ; e) van de vereenigingen van gemeenten en van particulieren tot het inrichten van diensten voor watervoorziening.

Artikel 4 der wet van 2 Juli 1875 wordt ingetrokken.

ART. 28.

Artikel 2 der wet van 31 December 1888 houdende vermindering der registratierechten op de akten van beëdiging wordt ingetrokken.

Textes invoqués, abrogés, modifiés
ou complétés.

» de l'armée et celles qui ont lieu pour des
» fonctions non salariées, conférées par
» élection ou autrement, et ne comportant
» pas de rémunération actuelle ni éven-
» tuelle. »

Loi du 30 août 1913. Article 2.

« Le droit (d'enregistrement) est fixé à
» 5 p. c. pour les donations faites aux
» provinces et aux communes, avec affec-
» tation expresse à l'enseignement ou à
» des œuvres d'assistance, et pour les
» donations faites aux hospices, aux bu-
» reaux de bienfaisance, aux monts-de-
» piété, aux commissions de bourses
» d'études, aux universités jouissant de la
» personnification civile, aux séminaires,
» aux fabriques d'église, aux consistoires
» et aux synagogues. »

2° Article 20 de la loi du 11 octobre 1919.

« Le droit (de succession et de mutation
» par décès) est fixé à 5 francs par 100 fr.
» pour ce qui est recueilli ou acquis par
» les provinces et les communes, avec
» affectations expresse à l'enseignement ou
» à des œuvres d'assistance, et pour ce
» qui est recueilli ou acquis par les hos-
» pices, les congrégations hospitalières de
» femmes jouissant de la personnification
» civile, les bureaux de bienfaisance, les
» monts-de-piété, les commissions de
» bourses d'études, les universités jouis-
» sant de la personnification civile, les
» séminaires, les fabriques d'église, les
» consistoires et les synagogues. La dis-
» position qui précède est applicable ex-
» clusivement aux administrations, éta-
» blissements et institutions belges. »

3° Article 27, 2° alinéa, de la loi du 11 octobre 1919, instituant une société nationale des habitations et logements à bon marché.

« Les donations entre vifs de biens, meu-
» bles ou immeubles, et les legs au profit de
» la société nationale, des sociétés agréées
» des sociétés d'habitations ouvrières ré-
» gies par les lois du 9 août 1889 et du
» 30 juillet 1892 et des comités de patro-
» nage sont passibles, suivant le cas, des
» droits établis par l'article 2 ou par l'ar-
» ticle 46 de la loi du 30 août 1913. »

Articles du projet.

Art. 29.

Sont abrogés l'article 2 de la loi du 30 août 1913, l'article 20 de celle du 11 octobre 1919 (*Moniteur* du 13 novembre 1919, n° 317), l'article 27, 2° alinéa de la loi du même jour (*Moniteur* des 29-30 mars 1920, n° 89-90) et, généralement, les dispositions légales existantes fixant les droits d'enregistrement, de succession et de mutation par décès pour les dons et legs faits aux établissements publics et aux établissements d'utilité publique.

Les droits d'enregistrement, de succession et de mutation par décès pour les donations entre vifs et pour les legs faits aux provinces, aux communes, aux polders et wateringues et aux établissements publics sont fixés à 10 francs par cent francs.

[Les droits désignés à l'alinéa précédent sont fixés à 15 francs par 100 francs pour toute libéralité entre vifs ou testamentaire faite :

a) Aux établissements d'utilité publique et aux sociétés désignées à l'article 27, 2° alinéa, de la loi susvisée du 11 octobre 1919.

b) Aux associations sans but lucratif reconnues d'intérêt général par l'arrêté royal autorisant l'acceptation de la libéralité conformément à l'article 16 de la loi du 27 juin 1921.]
(Amendement du Gouvernement).

Les dispositions ci-avant sont applicables exclusivement aux administrations, établissements et institutions belges.

Texte proposé par la Commission.

Teksten voorgesteld door de Commissie.

ART. 29.

Sont abrogés l'article 2 de la loi du 30 août 1913, l'article 20 de celle du 11 octobre 1919 (*Moniteur* du 13 novembre 1919, n° 317), l'article 27, 2^e alinéa de la loi du même jour (*Moniteur* des 29-30 mars 1920, n°s 89-90) et généralement, les dispositions légales existantes fixant les droits d'enregistrement, de succession et de mutation par décès pour les dons et legs faits aux établissements publics et aux établissements d'utilité publique.

Les droits d'enregistrement, de succession et de mutation par décès pour les donations entre vifs et pour les legs faits aux provinces, aux communes, aux polders et wateringues et aux établissements publics sont fixés à 10 francs par cent francs.

Les droits désignés à l'alinéa précédent sont fixés à 15 francs par 100 francs pour toute libéralité entre vifs ou testamentaire faite aux établissements d'utilité publique et aux sociétés désignées à l'article 27, 2^e alinéa, de la loi susvisée du 11 octobre 1919.

Les dispositions ci-avant sont applicables exclusivement aux administrations, établissements et institutions belges.

ART. 29.

Worden ingetrokken artikel 2 der wet van 30 Augustus 1913, artikel 20 der wet van 11 October 1919 (*Staatsblad*, 13 November 1919, n° 317), artikel 27, lid 2, der wet van denzelfden dag (*Staatsblad*, 29-30 Maart 1920, n°s 89-90) en, over 't algemeen, de bestaande wetsbepalingen houdende vaststelling der rechten van registratie, van successie en van overgang bij overlijden voor de giften en legaten ten behoeve van de openbare instellingen en van de instellingen van openbaar nut.

De rechten van registratie, van successie en van overgang bij overlijden wegens de schenkingen onder de levenden en voor de legaten gedaan aan de provinciën, aan de gemeenten, aan de polders en wateringen en aan de openbare instellingen worden op 10 frank per honderd frank vastgesteld.

De in het vorig lid aangeduide rechten worden bepaald op 15 frank per 100 frank voor elk gift onder de levenden of bij uiterste wilsbeschikking ten behoeve van instellingen van openbaar nut en van de bij artikel 27, lid 2, van bovengemelde wet van 11 October 1919 aangeduide vennootschappen.

Bovenstaande bepalingen zijn uitsluitend toepasselijk op de Belgische besturen, inrichtingen en instellingen.

Textes invoqués, abrogés, modifiés
ou complétés.

4^o Article 22, 2^o alinéa de la loi du 5 septembre 1919, instituant l'œuvre nationale de l'enfance :

« Les acquisitions à titre gratuit faites
» par l'établissement sont, au point de vue
» de la perception des droits d'enregistre-
» ment et de succession, soumises au
» régime établi pour les acquisitions de
» même nature faites par les bureaux de
» bienfaisance ».

Article 19 de la loi du 14 octobre 1919,
3 derniers alinéas :

Le montant du droit liquidé d'après le
tarif qui précède à charge de l'héritier, dona-
taire ou légataire, est réduit de 2 p. c. par
chaque enfant légitime que l'héritier, dona-
taire ou légataire a au moment de l'ouverture
de la succession.

Lorsque la succession est dévolue en tout

Articles du projet.

Est maintenue l'immunité édictée
par l'article 10, 1^o de la loi du 10 août
1921, en faveur du Fonds des Com-
battants.

ART. 30.

Ce qui est recueilli ou acquis au
delà de leur part légale dans la suc-
cession d'un habitant du Royaume,
par des frères ou sœurs, par des
neveux, nièces, oncles ou tantes, par
des petits-neveux, petites-nièces,
grands-oncles ou grand'tantes, est
soumis aux droits de succession dont
sont frappés, sur la part d'héritage
correspondante, respectivement les
neveux, les petits-neveux et les per-
sonnes non parentes.

ART. 31.

Est affranchi du droit de succession :

1^o Ce qui est recueilli ou acquis par
un héritier en ligne directe ou entre
époux ayant des enfants ou descen-
dants communs, si la part nette de

Texte proposé par la Commission.

Teksten voorgesteld door de Commissie.

« Est maintenue l'immunité édictée par l'article 10 de la loi du 10 août 1920, en faveur *des dons et legs faits au Fonds des Combattants* ».

Restent soumis au droit commun les dons et legs faits aux établissements d'utilité publique qui ont acquis la personnalité civile en vertu de la loi du 27 juin 1921.

ART. 30.

Ce qui est recueilli ou acquis au delà de leur part légale dans la succession d'un habitant du Royaume, par des frères ou sœurs, par des neveux, nièces, oncles ou tantes est soumis aux droits de succession dont sont frappés, sur la part d'héritage correspondante respectivement les neveux et les petits-neveux.

Ce qui est recueilli ou acquis, dans les conditions indiquées à l'alinéa précédent, par les petits-neveux, petites-nièces, grands-oncles ou grand'tantes est soumis aux droits de succession dont sont frappées, sur la part d'héritage correspondante, les personnes non parentes, ces droits étant toutefois diminués d'un cinquième.

ART. 31.

Est affranchi du droit de succession :

1° Ce qui est recueilli ou acquis par un héritier en ligne directe ou entre époux ayant des enfants ou descendants communs, si la part nette de

Blijft gehandhaafd de vrijdom, bij artikel 10 der wet van 10 Augustus 1921 ten bate van *de giften en legaten aan het Strijdersfonds* uitgevaardigd.

De giften en legaten ten behoeve van de instellingen van openbaar nut, die rechtspersoonlijkheid hebben verkregen krachtens de wet van 27 Juni 1921, blijven onderworpen aan het gemeene recht.

ART. 30.

Van wat boven hun wettelijk aandeel in de nalatenschap van eenen inwoner van het Rijk geërfd of verkregen wordt door broeders of zusters, door neven, niechten, ooms of moeien, worden geheven de successierechten, waarmede de neven en de naneven onderscheidenlijk, op het overeenstemmend deel in de nalatenschap, belast worden.

Van wat, op de in het vorig lid vermelde wijzen, wordt geërfd of verkregen door de naneven, nanichten, oudooms of oudmoeien, worden geheven de successierechten, waarmede de niet verwante personen, op het overeenstemmend deel in de nalatenschap, belast worden; die rechten worden echter met een vijfde verminderd.

ART. 31.

Van het successierecht wordt vrijgesteld :

1° Wat geërfd of verkregen wordt door eenen erfgenaam in de rechte linie of tusschen echtgenooten, welke gemeenschappelijke kinderen

Textes abrogés, modifiés ou complétés.

Articles du projet.

ou en partie au conjoint survivant, en vertu de la loi, d'un testament ou d'une institution contractuelle, le montant du droit liquidé à sa charge est réduit, savoir : de 4 p. c., si au jour de l'ouverture de la succession il existe un enfant issu du mariage ; de 8 p. c., s'il existe deux enfants, et, ainsi de suite, à raison de 4 p. c. par enfant.

Pour l'application des deux alinéas qui précèdent, l'enfant qui est conçu est assimilé à l'enfant qui est né : — les petits-enfants ne sont comptés que pour l'enfant dont ils sont issus.

Article 22 de la loi du 28 août 1921 :

ART. 22. — L'article 26 de la loi du 11 octobre 1919 est remplacé par la disposition suivante :

« ART. 26. — Sans préjudice à l'exemption établie par l'article 48 de la loi du 30 août 1913, est affranchi du droit de succession :

« 1° Ce qui est recueilli ou acquis par un héritier en ligne directe ou entre époux ayant des enfants ou descendants communs, si la part nette de l'héritier ou de l'époux n'excède pas 2,000 francs ;
 « 2° Ce qui est recueilli ou acquis par tous autres héritiers, donataires ou légataires dans les successions dont le montant net ne dépasse pas 2,000 francs. »

*§ III, n° 3 de l'article 30
de la loi du 11 octobre 1919 sur le droit
de succession.*

.....
 Toute personne, association, collectivité ou société qui se livre habituellement à la location de coffres-forts est tenue :

« 1°
 « 2°
 « 3° D'exiger que toute personne, quelle qu'elle soit, agissant en qualité de mandataire, qui demande à ouvrir le coffre-fort loué, établisse, au préalable, son identité et appose sa signature sur un

l'héritier ou de l'époux n'excède pas 500 francs ;

2° Ce qui est recueilli ou acquis par tous autres héritiers, donataires ou légataires dans les successions dont le montant net ne dépasse pas 500 fr.

Les trois derniers alinéas de l'art. 19 et l'art. 26 de la loi du 11 octobre 1919, ce dernier article modifié par l'art. 22 de la loi du 28 août 1921, sont abrogés.

ART. 32.

Le n° 3 du § II de l'article 30 de la loi du 11 novembre 1919 est remplacé par la disposition suivante :

3° D'exiger que toute personne, quelle qu'elle soit, qui demande à ouvrir le coffre-fort loué établisse au préalable son identité et appose sa signature sur un registre à ce destiné, avec l'indication du jour et de l'heure de l'apposition de la signature.

Texte proposé par la Commission.

Teksten voorgesteld door de Commissie.

—
l'héritier ou de l'époux n'excède pas
1,000 francs ;

2° Ce qui est recueilli ou acquis
par tous autres héritiers, donataires
ou légataires dans les successions
dont le montant net ne dépasse pas
1,000 francs.

(Alinéa final à supprimer.)

—
of afstammelingen hebben, indien
het zuiver aandeel van den erfge-
naam of van den echtgenoot niet
1,000 frank overschrijdt ;

2° Wat door andere erfenamen,
begiftigden of legatarissen geërfd of
verkregen word in de nalatenschap-
pen, waarvan het het zuiver bedrag
niet 1,000 frank overschrijdt.

(De slotalinea te doen wegvallen)

ART. 32.

A supprimer.

ART. 32.

Te doen wegvallen.

Textes invoqués, abrogés, modifiés
ou complétés.

« registre à ce destiné, avec l'indication
du jour et de l'heure de l'apposition de
la signature ».

N.-B. — C'est par une erreur de copie,
que l'article 32 du projet porte : « Le n° 3
du § II de l'article 30 de la loi..... » ; il
faut lire : « Le n° 3 du § III de l'ar-
ticle..... »

Article du projet.

ART. 33.

Lorsque l'actif de la succession d'un
habitant du Royaume comprend des
immeubles sis à l'étranger qui donnent
lieu à la perception, au pays de la
situation, d'un droit de mutation par
décès, le droit de succession exigible en
Belgique est, dans la mesure où il
frappe ces biens, réduit à concurrence
de l'impôt prélevé par le pays de la
situation.

La réduction dont il s'agit est subor-
donnée au dépôt, chez le receveur qui
détient la déclaration de succession, de
la quittance des droits payés à l'étranger
ainsi que d'une copie, certifiée con-
forme par les autorités étrangères com-
pétentes, de la déclaration qui leur a été
remise et de la liquidation qu'elles ont
établie.

Si les pièces justificatives visées à
l'alinéa précédent ne sont pas déposées
avant l'échéance des droits, ceux-ci
deviennent exigibles et doivent être
payés dans le délai légal. Toutefois, la
restitution en est accordée si le dépôt
des pièces justificatives est effectué dans
les deux ans du paiement.

Texte proposé par la Commission.

Teksten voorgesteld door de Commissie.

ART. 33.

Lorsque l'actif de la succession d'un habitant du Royaume comprend des immeubles sis à l'étranger qui donnent lieu à la perception, *à l'étranger d'un droit de mutation par décès, la valeur des immeubles est, en ce qui concerne le droit de succession exigible en Belgique, diminuée du montant de l'impôt prélevé par le pays étranger.*

La réduction dont il s'agit est subordonnée au dépôt, chez le receveur qui détient la déclaration de succession, de la quittance des droits payés à l'étranger ainsi que d'une copie, certifiée conforme par les autorités étrangères compétentes, de la déclaration qui leur a été remise et de la liquidation qu'elles ont établie.

Si les pièces justificatives visées à l'alinéa précédent ne sont pas déposées avant l'échéance des droits, ceux-ci deviennent exigibles et doivent être payées dans le délai légal. Toutefois, la restitution en est accordée si le dépôt des pièces justificatives est effectué dans les deux ans du paiement.

ART. 33.

Wanneer het actief der nalatenschap van eenen inwoner van het Rijk in het buitenland gelegen onroerende goederen omvat, welke aanleiding geven tot het heffen, *in het buitenland, van een recht van overgang bij overlijden, wordt de waarde der onroerende goederen, wat betreft het in België opvorderbaar successierecht, verminderd ten beloope van de door het buitenland geheven belasting.*

De vermindering, waarvan sprake, is afhankelijk gesteld van het overleggen, aan den ontvanger die de aangifte van nalatenschap onder zich heeft, van de quitantie der in het buitenland betaalde rechten, alsmede van een door de bevoegde vreemde overheden eensluidend verklaard afschrift der aangifte, welke haar afgegeven werd, en van de rechtenverevening welke zij vastgesteld hebben.

Indien de bij het vorig lid bedoelde bewijsstukken vóór den betaaldag der rechten niet overgelegd zijn, zoo worden deze opvorderbaar en moeten zij binnen het wettelijk tijdsbestek betaald worden. Echter worden zij terugbetaald, indien de overlegging der bewijsstukken binnen twee jaren na de betaling geschiedt.

Textes invoqués, abrogés, modifié
ou complétés.

Articles du projet.

CHAPITRE III.

Permis de pêche.

ART. 34.

Le 3^e alinéa de l'article 4 de la loi sur la pêche fluviale du 5 juillet 1899 est abrogé.

Article 4, 3^e alinéa, de la loi

sur la pêche fluviale, du 5 juillet 1899 :

« Le prix des permis pour la pêche à la
» ligne à main ne pourra dépasser 2 francs
» s'il comporte le droit de pêcher tous les
» jours, ou 1 franc s'il ne comporte que le
» droit de pêcher les dimanches et jours de
» fête légale ».

ART. 35.

Le Gouvernement déterminera la date à laquelle entreranno en vigueur les dispositions des articles 1^{er} à 15 exclusivement, 18 et 24 à 26 inclusivement.

ART. 36.

[L'article 1^{er}, alinéa 1^{er} de la loi du 24 juillet 1921 établissant les décimes additionnels sur les amendes pénales est interprété comme il suit :

« Le montant des amendes pénales prononcées par les cours et tribunaux en vertu des dispositions du Code pénal et des lois et règlements particuliers même postérieurs à la présente loi, est majoré de vingt décimes, sans que cette majoration modifie le caractère juridique de ces peines. »] (Amendement du Gouvernement.

Texte proposé par la Commission.

Teksten voorgesteld door de Commissie.

CHAPITRE III.

Permis de pêche.

ART. 34.

Le 3^e alinéa de l'article 4 de la loi sur la pêche fluviale du 5 juillet 1899 est abrogé.

CHAPITRE IV.

Dispositions diverses.

ART. 35.

Le Gouvernement déterminera la date à laquelle entreront en vigueur les dispositions des articles 1^{er} à 15 exclusivement, 18 et 24 à 26 inclusivement.

ART. 36.

L'article 1^{er}, alinéa 1^{er} de la loi du 24 juillet 1921 établissant les décimes additionnels sur les amendes pénales est interprété comme il suit :

« Le montant des amendes pénales prononcées par les cours et tribunaux en vertu des dispositions du Code pénal et des lois et règlements particuliers même postérieurs à la présente loi, est majoré de vingt décimes, sans que cette majoration modifie le caractère juridique de ces peines. »

HOOFDSTUK III.

Vischverloven.

ART. 34.

Lid 3 van artikel 4 der wet van 5 Juli 1899 op de riviervischvangst wordt ingetrokken.

HOOFDSTUK IV.

Onderscheidene bepalingen.

ART. 35.

De Regeering zal den datum vaststellen, waarop de bepalingen der artikelen 1 tot en zonder 15, 18 en 24 tot en met 26 in werking zullen treden.

ART. 36.

Artikel 1, lid 1, der wet van 24 Juli 1921, houdende vestiging van de opdecimen op de strafrechtelijke boeten, wordt verklaard als volgt :

« Het bedrag van de strafrechtelijke boeten, uitgesproken door de hoven en rechtbanken krachtens de bepalingen van het Strafwetboek en de wetten en bijzondere reglementen, zelfs van latere dagteekening dan deze wet, wordt met twintig decimen verhoogd, zonder dat deze verhooging den gerechtelijken aard dier straffen wijzigt. »